







# AFRIQUE

## Tchad

### N'Djamena annonce que deux cents « hors-la-loi » ont tenté de s'emparer d'une localité

N'Djamena. (A.F.P.) — Le conseil supérieur militaire tchadien, organe suprême de l'Etat, a diffusé, vendredi 27 février, à N'Djamena, un communiqué indiquant que deux cents « hors-la-loi » avaient tenté de s'emparer de la localité de Faya (nord-ouest du Tchad) dans la nuit du 17 au 18 février.

Vingt et un des assaillants ont été tués, ajoute le communiqué, qui indique, par ailleurs, que les « hors-la-loi » se sont enfuis en emportant plusieurs morts et blessés, et que les forces de l'ordre ont eu à déplorer neuf tués. Bien que le communiqué lu à la radio de N'Djamena par le ministre des

affaires étrangères tchadien, le commandant Kamougue ne le spécifie pas, le terme « hors-la-loi » semble désigner les rebelles toubous de M. Hussein Habré. Le communiqué ajoute que « la situation est redevenue calme à Faya », et que « les lycées et les écoles ont rouvert leurs portes ».

(...) Le conseil militaire supérieur tchadien rappelle que « la réconciliation nationale demeure un des piliers de sa politique (...) car il entend obtenir un retour à la paix par la négociation plutôt que par l'effusion de sang ». Le communiqué conclut : « Les irréductibles seront traités avec la dernière rigueur ».

### La visite de M. Chirac

A Paris, on précise à l'Élysée que le premier ministre se rendra au Tchad les 5 et 6 mars prochain (le Monde du 28 février), afin d'y signer les nouveaux accords de coopération et d'y marquer un « nouveau départ » des relations entre les deux pays.

Après dénonciation des anciens accords de coopération, rappellent les services du premier ministre, des efforts avaient été entrepris par le gouvernement français et par plusieurs chefs d'États africains pour normaliser les relations entre le Tchad et la France. M. Robert Galley, ministre de l'équipement, s'est rendu deux fois à N'Djamena dans ce but, et la récente visite de M. Bongo, président de la République gabonaise, à M. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, semble avoir facilité le tournant pris par les relations franco-tchadiennes.

## Angola

### M. Neto rencontrerait à Brazzaville le président Mobutu

M. Agostinho Neto, président de la République populaire d'Angola, est arrivé le vendredi 27 février à Brazzaville. C'est la première visite d'un chef d'État angolais depuis l'indépendance. Le choix du Congo pour ce déplacement est destiné à rendre hommage au président Marien Ngouabi, premier chef d'État à avoir reconnu la R.P.A.

Selon l'agence yougoslave Tanjug à Luanda, M. Neto devait rencontrer, samedi ou dimanche, à Brazzaville, le président du Zaïre, M. Mobutu, « afin de dissiper le climat de défiance et d'hostilité existant entre les deux pays ».

A Kampala, le maréchal Idi Amin Dada, après un entretien avec le ministre zairais des affaires étrangères, a assuré, dans un télégramme au secrétaire général de l'O.U.A., que le président Mobutu était prêt à désarmer et à rapatrier les réfugiés d'Angola présents sur son territoire si M. Neto garantissait leur sécurité.

### L'armée sud-africaine assure dans le sud du pays l'évacuation des réfugiés portugais avant de se retirer

Correspondance

Pereira-de-Eça. — La petite ville de Pereira-de-Eça (rebaptisée Ngiva), située dans le sud de l'Angola, à 80 kilomètres de la frontière du sud-ouest (la Namibie), est occupée par des troupes sud-africaines, qui prennent soin de milliers de réfugiés venus pour la plupart de Sa-da-Banda (Lisbonne), Mocimboa do Castelo (Lisbonne) et de Serpa-Pinto (Mocimboa). Les maisons qui portent des traces de balles ont été pillées et généralement incendiées. Les réfugiés, qui sont si rares que des réfugiés vivent dans des ruines, construisent des abris de fortune à l'aide de tôles ondulées, de paille, de bois et de toile de tente. D'autres — la majorité — sont sans abri et sont regroupés aux abords de la ville sous des tentes fournies par les troupes sud-africaines, qui leur distribuent également des vivres. Les couvertures sont fournies par la Croix-Rouge internationale.

Près de la ville, un charnier a été découvert : plus de vingt Noirs, les mains liées derrière le dos, ont été fusillés d'une balle dans la nuque. « Nous ne savons pas à quelle fraction de l'armée appartient cet officier sud-africain, l'un de nos soldats a trouvé le charnier en cherchant de l'eau ».

La campagne environnante — des huttes et de la savane — est dominée par d'immenses baobabs dont les branches ressemblent à des racines, et que l'on appelle ici « les arbres que Dieu a plantés la tête en bas ». A cela près, comment l'officier qui vient de montrer le charnier, qu'on se demande si Dieu est féroce ou non.

L'armée et l'aviation sud-africaines évacuent tous les réfugiés de nationalité portugaise, aussi vite qu'elles le peuvent, de divers points du sud de l'Angola. A Pereira-de-Eça, sur le terrain d'aviation, des soldats portent dans leurs bras des enfants jusqu'aux avions de transport C 130. Ils aident les plus vieux à grimper dans les avions, ne portant pas de signes distinctifs. Jusqu'à ce qu'il y ait un mois, ils effectuaient des missions secrètes loin à l'intérieur de l'Angola, ravitaillant les commandos sud-africains qui allaient alors le F.V.I.A. et l'UNITA contre les forces du M.P.L.A. Volontaires blindés et mitrailleurs entouraient le terrain d'aviation pour

éviter qu'une attaque du M.P.L.A. n'interrompe l'évacuation des réfugiés. Le commandant Arend Moellrich, l'officier qui dirige les forces armées sud-africaines à Pereira-de-Eça, nous dit : « Nous ne pensons pas qu'ils attaqueront, le M.P.L.A. ne nous pouvons prendre le moindre risque. Nous avons envoyé des patrouilles de reconnaissance au nord, et, pour autant que nous passions le sud, le M.P.L.A. nous avertisse au cas où ils se dirigeraient vers nous ».

« Les Sud-Africains prévalaient de se retirer des positions avancées telles que Pereira-de-Eça aussitôt que tous les réfugiés qui avaient été évacués l'auraient été. « Nous ne sommes ici que pour protéger ces réfugiés, parce que personne d'autre ne les protégera, pas même les Nations unies », affirme le commandant Moellrich.

Le seul territoire angolais que l'armée sud-africaine n'évacue pas est celui qui entoure l'ouvrage hydro-électrique en construction à Caluque, où l'armée du Sud a l'intention de protéger ses investissements et les personnes qui y travaillent jusqu'à ce que le M.P.L.A. donne des assurances sur cet ouvrage, vital pour l'agriculture dans le territoire voisin du Sud-Ouest africain.

Les réfugiés sont débarqués à l'aéroport de Windhoek, dans le Sud-Ouest africain, d'où des avions portugais les ramènent à Lisbonne. D'autres réfugiés sont escortés par des troupes sud-africaines dans des convois motorisés jusqu'à Grootfontein d'où ils partiront pour le Portugal via Johannesburg. M. Sergio Leite, un chef de la communauté des réfugiés à Pereira-de-Eça, précise : « Nous sommes reconnaissants à l'Afrique du Sud et au Portugal de tout ce qu'ils ont fait pour nous protéger et nous ramener au Portugal. Nous ne devons de remerciements à personne d'autre ».

Entre dix mille et douze mille réfugiés attendent encore d'être évacués. Tous devraient être partis dans quelques jours. Alors les troupes sud-africaines se retirent au-delà de la frontière du Sud-Ouest africain, sans à Caluque.

## Le Polisario a annoncé la naissance d'une République sahraouie

« Au nom et avec l'aide du Dieu tout-puissant pour répondre à la volonté du peuple arabe, par fidélité à nos glorieux martyrs, et pour couronner nos immenses sacrifices, le drapeau de la République arabe sahraouie démocratique flotte aujourd'hui sur le sol de Saguia-El-Hamra et Oued-Dahab (Rio-de-Oro). » Selon l'agence algérienne A.P.S., c'est à Bir-Lahlou, situé à 130 kilomètres de la frontière algérienne, et dont les troupes marocaines avaient annoncé l'occupation le 8 février dernier, que M. Mohamed El Ouali, secrétaire général et chef de la branche militaire du Front pour la libération de la Saguia-El-Hamra et du Rio-de-Oro (Front Polisario), a proclamé, vendredi 27 février, la naissance de la République arabe sahraouie démocratique, qui sera prochainement dotée d'un gouvernement, et dont M. El Ouali sera vraisemblablement le premier président. En attendant, la nouvelle République est dirigée par le Conseil national provisoire sahraoui, formé au début du mois de janvier, et qui regroupe des dirigeants de la Djemaa d'El Aïoun, des anciens membres de la Djemaa d'El Aïoun, des notables. Cet organisme, qui compte quarante et un membres, est présidé par M. Ould Zou. Dans un communiqué dif-

fusé vendredi (lire ci-dessous), le Conseil national lance un appel « à tous les pays frères et aux États du monde entier » pour qu'ils reconnaissent le nouvel État, qui, précise le Conseil, sera « libre, indépendant, souverain, régi par un système national démocratique arabe, d'orientation anticoloniste, progressiste et de religion islamique ».

Dans un message au président Mokhtar Ould Daddah, M. El Ouali a aussi lancé un appel à la Mauritanie pour qu'elle se désolidarise du Maroc. « Le peuple mauritanien frère, dit ce texte, doit être aux côtés du peuple sahraoui, compte tenu des liens objectifs existant entre eux, que ce soit les liens historiques ou raciaux, ou même l'unité inévitable des intérêts et du destin ».

La proclamation d'un État sahraoui fait passer au second plan les efforts de médiation déployés depuis une semaine par le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Mahmoud Riad, qui a quitté Alger vendredi après-midi pour se rendre successivement à Tunis et à Tripoli. L'initiative prise vendredi par les dirigeants sahraouis avait été précédée la veille par un durcissement de la position libyenne. Dans un message au roi Hassan II, le colonel Kadhafi s'était en effet

déclaré opposé « à l'opération de rattachement du Sahara occidental au Maroc, car il s'agit d'une opération d'annexion par la force ». Le chef de l'État libyen s'était prononcé pour « l'autodétermination du peuple sahraoui » et avait attiré l'attention du souverain égyptien sur « la gravité de la situation qui prévaut au Sahara occidental ».

Les capitales étrangères n'ont pas encore réagi à l'annonce de la création d'un État sahraoui. A Washington, comme à Moscou, les autorités se sont abstenues de tout commentaire. Même silence officiel à Madrid, mais on souligne dans les milieux proches du gouvernement que l'Espagne n'est plus préoccupée par ce qui peut se passer dans un territoire qu'elle n'administre plus. Madrid, dit-on, ne se laissera pas impliquer dans une guerre, dont la possibilité est évoquée de plus en plus fréquemment. A Rabat enfin, on estime que la création d'un « pseudo-État » ne signifie rien d'autre qu'un changement de dénomination, et ne modifie en rien la situation. On laisse aussi entendre, dans les milieux autorisés, que le Maroc rompra ses relations diplomatiques avec tout État qui reconnaît la République sahraouie. — (A.F.P., Reuters.)

### LE TEXTE DU COMMUNIQUÉ OFFICIEL

#### « Un État indépendant, progressiste et de religion islamique »

Alger (Reuters). — Voici, tel qu'il a été diffusé par l'agence algérienne A.P.S., le texte du communiqué officiel publié par le Conseil national sahraoui provisoire à l'occasion de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique :

« Le peuple arabe sahraoui, en rappelant aux peuples du monde qu'ils ont annoncé dans la charte des Nations unies et dans la proclamation universelle des droits de l'homme, ainsi que par le biais de la décision de l'Assemblée générale n° 1514 adoptée par l'Organisation des Nations unies, ce qui suit :

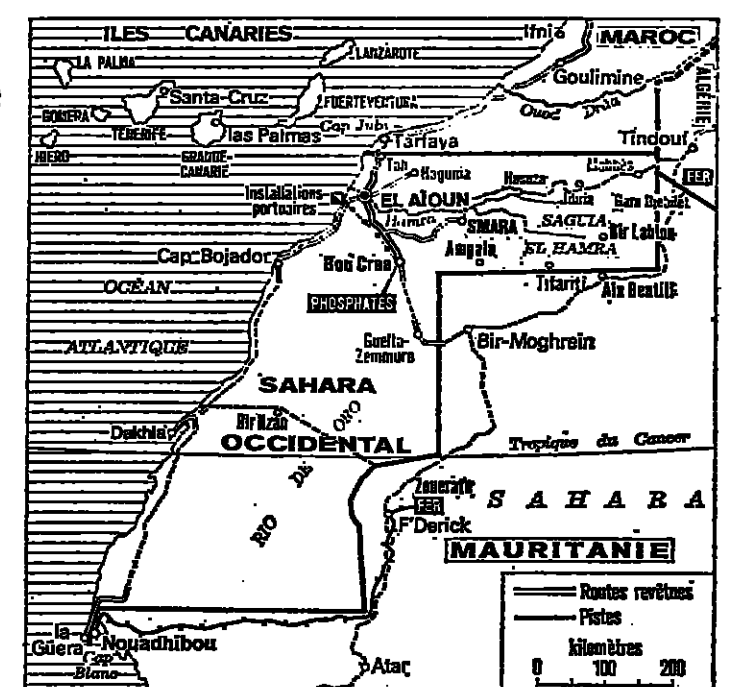
« Les peuples du monde se déclarent résolus à proclamer à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations grandes et petites, et à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande. »

« Conscient des répercussions des conflits armés découlant du refus de la liberté à ces peuples ou des entraves mises à leur voie constituant ainsi une menace dangereuse pour la paix mondiale :

« Convaincu que tous les peuples jouissent du droit inaliénable de disposer d'une liberté totale, d'exercer leur souveraineté et du droit à l'intégrité de leurs territoires :

« Conformément au principe dictant de mettre fin rapidement, sans préalable ou condition, au colonialisme sous toutes ses formes afin de réaliser le développement économique socio-culturel de tous les peuples en lutte :

« Annonce au monde entier, sur la base de la libre volonté populaire fondée sur les principes de l'option démocratique, la naissance d'un État libre, indépendant, souverain, régi par un



### RABAT : une initiative inspirée par Alger

De notre correspondant

Rabat. — « Si le Front Polisario a pris une autre dénomination parce que telle est la volonté de ses fondateurs, cela ne change rien à la situation résultant de l'accord de Madrid, à l'approbation de ce dernier par la Djemaa et à la détermination du Maroc de faire acte de souveraineté sur la partie du Sahara occidental relevant désormais du royaume. »

« En ces moments historiques où se proclame la naissance de ce nouvel État, la République arabe sahraouie démocratique lance un appel à tous les pays frères et aux États du monde entier pour la reconnaître, et exprime, en même temps, son désir sincère d'établir des relations avec eux sur la base de l'amitié, de la coopération et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. »

« La République arabe sahraouie démocratique lance également un appel à la communauté internationale qui a pour objectif l'instauration du droit et de la justice et qui œuvre pour le renforcement des fondements de la paix et de la sécurité, afin qu'elle participe à l'édification et au développement du nouvel État. »

« En ces moments historiques où se proclame la naissance de ce nouvel État, la République arabe sahraouie démocratique lance un appel à tous les pays frères et aux États du monde entier pour la reconnaître, et exprime, en même temps, son désir sincère d'établir des relations avec eux sur la base de l'amitié, de la coopération et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. »

« La République arabe sahraouie démocratique lance également un appel à la communauté internationale qui a pour objectif l'instauration du droit et de la justice et qui œuvre pour le renforcement des fondements de la paix et de la sécurité, afin qu'elle participe à l'édification et au développement du nouvel État. »

« En ces moments historiques où se proclame la naissance de ce nouvel État, la République arabe sahraouie démocratique lance un appel à tous les pays frères et aux États du monde entier pour la reconnaître, et exprime, en même temps, son désir sincère d'établir des relations avec eux sur la base de l'amitié, de la coopération et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. »

**COUSTEAU LES REQUINS**

**C'EST PAS DU CINÉMA !**

**COUSTEAU**

**LES REQUINS**

**COUSTEAU CHEZ FLAMMARION.**

### Une crise grave menace l'O.U.A.

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. — Le conflit du Sahara occidental est en passe de provoquer une crise sans précédent au sein de l'Organisation de l'Unité africaine, dont la vingt-sixième session du conseil des ministres devait se terminer samedi 26 février dans la capitale éthiopienne. Le Maroc et la Mauritanie ont menacé, vendredi, de se retirer de l'O.U.A. au cas où l'Organisation accorderait sa reconnaissance au Polisario, lequel, au même moment, annonçait la formation d'une République arabe sahraouie démocratique. Ces deux pays ont indiqué qu'ils étaient prêts à tirer toutes les conséquences d'une éventuelle reconnaissance de l'O.U.A. d'un mouvement qu'ils considéraient pour leur part, comme subversif.

La création de la République sahraouie ne fait que compliquer le problème, car ses alliés au sein de l'O.U.A., et notamment l'Algérie, ne devraient pas manquer d'appuyer sa candidature à l'Organisation.

Avant même l'annonce de la formation de la République sahraouie, le fait que la majorité des quarante-sept États membres de l'O.U.A. ait été favorable à une accréditation du Polisario semble avoir décidé la Mauritanie et le Maroc à remettre en question

leur appartenance à l'O.U.A. C'est le comité de libération de l'O.U.A., réuni fin janvier à Maputo (Mozambique), qui avait recommandé la reconnaissance du Front de libération du Sahara ex-espagnol, appuyé par l'Algérie.

Cette crise, qui secoue l'O.U.A. six semaines seulement après l'échec du « sommet » extraordinaire sur l'Angola, semble compromettre des implications assez sérieuses. Certaines délégations orientent au « chantage ». En cas de reconnaissance du Polisario par l'O.U.A., le Maroc et la Mauritanie devraient au moins se retirer de la réunion du conseil des ministres, comme ils s'étaient retirés du comité de libération à Maputo. On voit mal, d'un autre côté, comment l'O.U.A. pourrait remettre en cause les principes fondamentaux selon lesquels les anciennes frontières coloniales sont intangibles et les peuples colonisés ont le droit à l'autodétermination. Le point de vue présenté par le secrétaire général de l'ONU ne fait que renforcer, au sein de l'O.U.A., la position défendue par l'Algérie en faveur du Polisario et de l'État dont il vient de se doter.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

# ASIE

## Chine

BIEN QUE LES CRITIQUES VISANT M. TENG HSIAO-PING SE PRÉCISENT

### La population paraît peu engagée dans la campagne contre les « déviationnistes »

Les attaques se précèdent contre M. Teng Hsiao-ping. Le vice-premier ministre est nommé critique dans les journaux muraux des universités, où, selon des témoins vus, est apparue l'expression « horrible monstre à trois têtes ». Lin Shao-chi, Lin Piao-Teng Hsiao-ping. D'autre part, le Quotidien du peuple a dénoncé, pour la première fois, ce samedi 28 février, un personnage désigné au singulier comme « le responsable au sein du parti engagé dans la

voie du capitalisme », déjà critiqué autrefois, et qui refuse de corriger ses erreurs. La même expression est employée dans deux articles de première page, dont l'un reproche notamment au personnage visé d'avoir « persévéré dans l'application de la ligne révisionniste de Lin Shao-chi et de Lin Piao ». L'autre d'avoir déformé le sens de l'expérience de la brigade de Tatchai, donnée en modèle à l'agriculture chinoise.

Soulignant — citation du président

De notre correspondant

à la place du noir, en semant la discorde. Chaque jour la presse fait état de débats engagés dans les milieux ou les communes populaires, où sont vigoureusement dénoncés les « déviationnistes de droite ». Des témoins ont vu des dactylos sur le même thème dans des usines.

Pékin. — La crise politique se développe en Chine, et, avec elle, le dossier d'accusation contre M. Teng Hsiao-ping. Après les journaux muraux de Changchou et de Changchun, des dactylos ont été vus à Pékin, le 17 février, dans les locaux de la capitale, dénonçant nominalement le vice-premier ministre. L'un d'eux l'a reproché d'être « aussi sournois qu'un renard », un autre d'être trop « malin ». Une nouvelle citation lui est attribuée : « Pourquoi qu'on exalte une montagne par la face nord ou par la face sud, l'important est qu'on atteigne le sommet » — qui rappelle, selon les témoins, la couleur d'un chat importé peu, pourvu qu'il attrape les souris.

Ces attaques nominales n'ont pas encore émergé dans la presse, mais celle-ci renouvelle quotidiennement ses accusations contre « les responsables au sein du parti engagés dans la voie capitaliste et qui refusent de corriger leurs erreurs ». Leurs activités scissionnistes, notamment, sont dénoncées. Le Quotidien du peuple, faisant parler, vendredi 27 février, des ouvriers d'une usine d'horlogerie de Changchun, accusait ainsi ces responsables d'avoir « saboté la stabilité et l'unité partout sous prétexte de stabilité et d'unité ». Ils ont, dit-il, écrit, « le principe de la triple union des cadres d'âge mûr, moyen et jeune... Ils ont régi avec la classe prolétarienne la révolution culturelle. Ils ont travaillé à la scission au sein du parti, au sein du comité central du parti, ayant à sa tête le président Mao, en mettant le blanc

et toujours au pouvoir. Une grande absence, jusqu'à présent, dans ces débats : l'armée. Se réserve-t-on de la faire apparaître à son heure ? Ses chefs hésitent à s'engager ? Toujours est-il que son silence se fait de plus en plus remarquer, compte tenu du rôle de participation régulière à la vie politique — dans le concert grandissant des accusations.

#### La gauche veut aller vite

Les activités du monde politique, à proprement parler, donnent, d'autre part, le sentiment que la « gauche » occupe à elle seule l'avant-scène. La présence et le comportement de l'épouse du président Mao, Mme Chiang Ching, lundi dernier, au côté de M. et Mme Nixon, suggèrent déjà cette impression. Mais, avec l'apparition de M. Wang Hong-wen, jeune vice-président du comité central du parti et représentant de la « gauche », qui a reçu, mercredi, les dirigeants communistes australiens, on s'aperçoit que la plupart des représentants de la révolution culturelle sont publiques manifestés depuis le début du mois. Ainsi en est-il de M. Chang Chun-chiao, Yao Wen-yuan, Chi Teng-kuei, de Mme Wu Kuei-hsien, qui ont rencontré des visiteurs ou diplomates étrangers. En revanche, M. Teng Hsiao-ping, chef des hommes comme M. Wei Kuo-ching, premier secrétaire du Komantching, qui l'on peut reprocher d'avoir soutenu, début novembre, lors d'un congrès du comité central provincial du parti,

des thèses condamnées comme révisionnistes — M. Won Téh (Pékin) et surtout tous les militaires en service du bureau politique, brillent par leur absence de toute manifestation publique. Aucune conclusion définitive ne peut cependant être tirée de ce pointage.

Si, comme on le pense généralement, le temps ne travaille pas nécessairement pour la tendance la plus révolutionnaire, il est normal que les tenants mettent les brèves doubles, occupent le terrain, tandis que leurs adversaires ont tout intérêt à laisser passer l'orage en s'exposant le moins possible. Mais au rythme où vont les choses, terriblement vite par rapport aux expériences antérieures dans la capitale chinoise, il n'est pas sûr que les hommes aujourd'hui mis en accusation aient le loisir d'attendre leur heure ni qu'une confrontation à visage découvert puisse être longtemps retardée.

Pour être la rapidité avec laquelle s'est développée la crise explique-t-elle que la population, dans son ensemble, y paraît encore très peu engagée, même si elle est invitée à s'y intéresser et si autocars et camions continuent à débarrasser des milliers de visiteurs devant les nouveaux dactylos des universités. Ceux qui ont vécu les grandes heures de la révolution culturelle de 1967 ne reconnaissent aucun des signes d'agitation populaire comparables aux épreuves de la révolution culturelle. Bien au contraire, le plus grand calme règne dans les rues de Pékin. C'est dans les magasins, où l'on se presse pour les achats de toutes sortes, que du printemps tout proche, que l'on rencontre la plus grande animation.

ALAIN JACOB.

# PROCHE-ORIENT

## Israël

### Une bibliographie sur les juifs d'Afrique du Nord

Soutiens de préserver l'héritage culturel des communautés juives en voie de disparition, l'Etat d'Israël s'efforce de grouper, de classer et de conserver une documentation aussi complète que possible sur les aspects les plus divers de la vie juive dans le plus grand nombre de pays. Des bibliothèques, des discothèques et même des filmothèques ont été créées, offrant — parfois par des reconstitutions — notamment pour la musique — un panorama « vivant » de la vie juive au Kurdistan, en Pologne, au Yémen, au Maroc et ailleurs.

L'institut Ben-Zvi, fondé par le deuxième président de l'Etat, accompli dans ce domaine un remarquable travail de recherche consacré essentiellement aux communautés juives des pays d'Islam. M. Robert Attal, bibliothécaire de cet institut, lui-même originaire de Tunisie, a publié une bibliographie minutieuse sur les juifs d'Afrique du Nord.

Cet ouvrage, le fruit d'un travail du chercheur et d'étudiant à découvrir et à situer tout ce qui a été écrit sur les juifs du Maroc, d'Algérie, de Tunisie et de Libye, on y trouve mille sept cent cinquante et une références bibliographiques classées par pays et par auteurs, précédées d'une préface en hébreu et en français.

Les références, présentées dans la langue originale, traitent des sujets les plus divers, depuis les coutumes religieuses jusqu'aux migrations internes et externes, médicales, sociales, éducatives, démographiques, artistiques, etc. Bien entendu, que l'historien proprement dit et la littérature, qui occupent une place privilégiée dans ce volume. Toute cette masse s'étend sur une période de plus de deux mille ans, et renferme ce qui a été écrit sur les juifs d'Afrique du Nord non seulement dans leurs pays d'origine, mais aussi en Israël, en France, au Canada et dans les pays d'Amérique latine.

L'ouvrage se termine par trois index détaillés en hébreu et en français. Le premier comprend les localités mentionnées dans chacune des références bibliographiques signalées, le second les noms des personnes qui ont fait l'objet d'une étude spéciale, le troisième est une classification analytique détaillée des sujets traités dans chacun des ouvrages et articles.

Ce travail, commencé par M. Robert Attal, en Tunisie, a pour but, déclare l'auteur, de permettre que l'histoire du judaïsme nord-africain trouve sa place dans l'historiographie juive. — A. Sc.

M. MITTERRAND : le parti socialiste se sent concerné par la lutte des juifs soviétiques.

Tribune juive publie le télégramme suivant, adressé par M. Mitterrand, au nom du P.S., à Mme Golda Meïr, présidente du Congrès, du 17 au 19 février, la conférence sur la situation des juifs en U.R.S.S. :

« La lutte pour le droit des juifs soviétiques à la restitution de leur identité culturelle et à la liberté d'émigrer est indissociable du combat culturel, et la liberté d'émigrer est indissociable du combat pour la dignité de l'homme. Il est donc naturel que des socialistes se sentent concernés par les travaux de votre commission. L'U.N.F. représente principalement deux groupes de la classe supérieure : l'aristocratie terrienne et la bourgeoisie commerçante et industrielle. Il peut d'autant moins s'opposer à l'évolution en cours que celle-ci érige ses positions au profit du Parti de la liberté dans les milieux ruraux. Aussi a-t-il approuvé les récentes nationalisations. Pour qu'il y ait actuellement un rapprochement entre les membres de l'U.N.F. et le parti dominant, il faut que l'écart entre les deux formations ne soit pas trop grand. »

A Sri-Lanka, République fédérale, la démocratie est, comme dans d'autres pays, « une couverture » qui permet au gouvernement de faire bonne impression (2). Mais les parlementaires, s'ils détiennent localement de larges pouvoirs lorsqu'ils sont membres du Parti de la liberté, ne peuvent guère peser sur les orientations du régime. De même les options progressistes de celui-ci en politique étrangère, son action au sein du mouvement des pays non alignés, lui confèrent un certain prestige mais ne sont pas dénuées d'ambiguïté. « Notre politique de non-alignement a été un succès avéré en 1971 », dit-on. Les pays amis de tous bords étaient alors venus à la rescousse d'un gouvernement de gauche pris de panique devant la révolte armée de la jeunesse.

GIRARD VIRATTE.

(2) Ceylan est devenu, le 22 mai 1972, la République de Sri-Lanka. Le nom de Ceylan est cependant particulier pour désigner certains aspects, et bien entendu le thé de Ceylan.

Prochain article : DE LA RÉVOLTE DES JEUNES AU « PROBLÈME TAMOUL ».

LE GÉNÉRAL DAYAN : Israël doit posséder l'arme atomique.

Le général Dayan (actuellement à Paris pour recueillir des fonds pour Israël) a déclaré vendredi 17 février, dans une interview à la première chaîne de la télévision française, que, si les Arabes « introduisent demain une bombe atomique au Proche-Orient, nous devons l'avoir avant eux, mais pas pour nous en servir les premiers, naturellement ». « Notre position est dangereuse avec les pays arabes, qui ont un énorme pouvoir politique, de l'argent du pétrole, du monde, et beaucoup de soutiens extérieurs, y compris celui de la France. Nous sommes un petit pays et l'Amérique n'est plus le grand frère. Il faut qu'on se défende nous-mêmes », a-t-il ajouté. « L'avenir doit nous l'option et la possibilité d'avoir des armes nucléaires dans un contrôle étranger. Je crois que nous avons la possibilité de fabriquer la bombe maintenant. »

La rencontre Hussein-Assad à Damas. — A quelques jours de sa visite aux Etats-Unis, le roi Hussein de Jordanie s'est entretenu, vendredi 27 février, à Damas avec le président Assad de la situation au Proche-Orient et des « problèmes communs de la situation et de la complémentarité » entre les deux pays. C'est la septième fois que les deux chefs d'Etat se rencontrent depuis avril 1974. D'autre part, M. Roberto Guter, secrétaire général adjoint des Nations unies, est arrivé à Damas peu après le roi Hussein, venant d'Israël et de Jordanie. — (A.F.P.)

## A travers le monde

Niger

UN QUART DE LA POPULATION NIGÉRIENNE est en risque de famine d'ici le mois de mai, indique-t-on officiellement à Niamey. Après des années de sécheresse, le Niger a connu de nouveaux maux — rats et crickets — qui ont dévasté des milliers d'hectares de culture. Seule l'aide de la communauté internationale permettra de tenir jusqu'à la fin de la saison, en septembre. — (Reuter.)

Thaïlande

LE GÉNÉRAL BOONCHAI BANGKONG, commandant en chef des forces royales thaïlandaises, a affirmé, vendredi 27 février, qu'un projet de coup d'Etat militaire avait récemment été déjoué. Selon le Bangkok Post, ce coup d'Etat, fomenté par de jeunes officiers qui jugent le gouvernement trop faible, était prévu pour vendredi. D'autre part, M. Boonsanong Nuothayarn, secrétaire général du parti socialiste thaïlandais, a été tué samedi 28 février, devant un hôtel de Bangkok, par un inconnu. Professeur de sociologie, M. Boonsanong était l'un des dirigeants les plus en vue de la gauche thaïlandaise. — (Reuter.)

Yougoslavie

DOUZE YUGOSLAVES accusés de propagande dirigée contre l'Etat, ont été condamnés à des peines allant de un an et demi à neuf ans de prison, par un tribunal de Fribourg, capitale de la région yougoslave autonome de Kosovo, apprend-on vendredi 27 février de source informée à Belgrade.

# Sri-Lanka ou le réformisme à pas comptés

(Suite de la première page.)

Qui sont ces trouble-fête qui, après avoir collaboré pendant cinq ans avec une formation aux dires modérée et pragmatique, accusent maintenant le chef du gouvernement d'être de connivence avec les Américains et la C.I.A. ? Intellectuels d'âge moyen, issus de la bourgeoisie citadine, formés généralement en Grande-Bretagne, les responsables du L.S.S.P. ont pris une part active à la lutte contre le colonialisme. Ils furent exclus de la IV<sup>e</sup> Internationale lorsque, après l'indépendance, ils participèrent au premier gouvernement de M. Bandaranaike, le mari de l'actuel premier ministre. Ce sont des « trotskistes indigènes », entend-on dire à Colombo, un autre petit groupe, dirigé par un syndicaliste, M. Bala Tampoe, représente maintenant la IV<sup>e</sup> Internationale. Les deux groupes sont-ils convaincus d'être trotskistes ? Il est difficile de le dire.

Irremédiablement antichinois, sans être pour autant prosoviétiques, les « trotskistes » ceylanais ont accepté depuis longtemps de jouer le jeu du système parlementaire, sans doute parce qu'ils appartiennent à une bourgeoisie locale, pour laquelle le verbe tient lieu d'action et de réformisme de politique. En les éliminant du pouvoir, M. Bandaranaike espère tirer le maximum d'avantages politiques des nationalisations, « l'œuvre du régime » en politique intérieure dans la perspective des élections générales qui devraient normalement avoir lieu en 1977. Le L.S.S.P. ne va-t-il pas cependant s'efforcer de rattraper les récents et de rassembler l'extrême gauche ? On parle d'une chaîne de rapprochement entre les deux groupes trotskistes et l'inconditionnel et minuscule P.C. prochinois de M. Samnugathan. Bien des « contradictions » devront être surmontées. En revanche, les grèves, plutôt rares depuis cinq ans, risquent de se multiplier.

Aussi bien, Mme Bandaranaike pourrait-elle avoir des difficultés à « tenir » la gauche de son parti, parfois qualifiée de « prochi-noise », et qui sort cependant affaiblie de l'épreuve ? Le force avec les trotskistes. Au sein du Parti de la liberté, c'est le centre qui domine, c'est lui qui gouverne. La droite, elle, est proche des milieux d'affaires et de certains propriétaires terriens — au nombre desquels, quoiqu'elle ait distribué une partie de ses biens, la famille Bandaranaike. « Il y a une gauche saine au gouvernement », il y a aussi une droite réactionnaire », fait remarquer un Ceylanais proche du pouvoir. La crise de septembre a accentué le glissement vers le centre. Et le Parti de la liberté tend de plus en plus à se comporter comme un parti unique. La position du P.C. prosoviétique n'est dans ces

conditions guère enviable. Désormais seul partenaire du mouvement de Mme Bandaranaike, ne comptant que six membres dans l'Assemblée et un seul ministre au gouvernement, le parti communiste, le parti communiste orthodoxe a une influence très limitée (sauf dans les milieux étudiants). Mme Bandaranaike tire cependant argument de sa présence au pouvoir pour affirmer que le Front uni de gauche existe toujours. Cela n'empêche pas Pékin d'entretenir d'excellentes relations avec Colombo.

#### L'influence prépondérante des modérés

Si l'influence des marxistes est désormais insignifiante, on ne saurait en dire autant de celle des modérés du « Palais », comme on dit à Colombo — en fait une modeste résidence gouvernementale dans l'avenue saine de Colombo, longeant le bord de mer. Mme Bandaranaike s'appuie plus sur sa famille que sur l'appareil de son parti pour gouverner Sri-Lanka. Pour l'essentiel, le pouvoir est centralisé et se partage entre les membres d'une même famille. Mme Bandaranaike fait fonction de ministre de la défense et de ministre des affaires étrangères. Son neveu, M. Felix Bandaranaike, chrétien dans un milieu bouddhiste, remplace M. Perera aux finances, et cumule ce portefeuille avec celui de la justice. Agé d'un peu plus de quarante ans, adepte de la « petite reine », cet homme d'ordre est le principal rédacteur des dispositions maintenant l'Etat sous un régime d'état d'urgence.

Il était, jusqu'en septembre, le seul membre du cabinet à faire contrepoids aux hommes porteurs d'idées marxistes. C'est lui qu'avait choisi le premier ministre pour des missions auprès des pays pourvoyeurs de pétro-dollars, en Arabie Saoudite, au Koweït, en Iran. Partisan d'un certain libéralisme économique, il prône sans doute mieux que son prédécesseur l'ouverture aux conseils du Fonds monétaire international et il s'apprête à ouvrir les portes de Sri-Lanka non seulement aux pétro-dollars, mais aux investisseurs étrangers, qui se verront accorder certaines garanties.

Mais l'élément spirituel, sinon prépondérant, du régime, son double montante en tout cas, c'est le fils unique de Mme Bandaranaike, Ni parlementaire ni ministre, mais placé par sa mère à la tête de l'organisation (non gouvernementale) de jeunes du Parti de la liberté, la Freedom youth League, Anura Bandaranaike, qui a voyagé ces dernières années en U.R.S.S., aux Etats-Unis, en Chine, tendant ainsi à imposer sa

personnalité auprès du public. Des études de marxisme à Londres ne l'empêcheront pas d'être la cible favorite des trotskistes et d'adopter des positions résolument conservatrices.

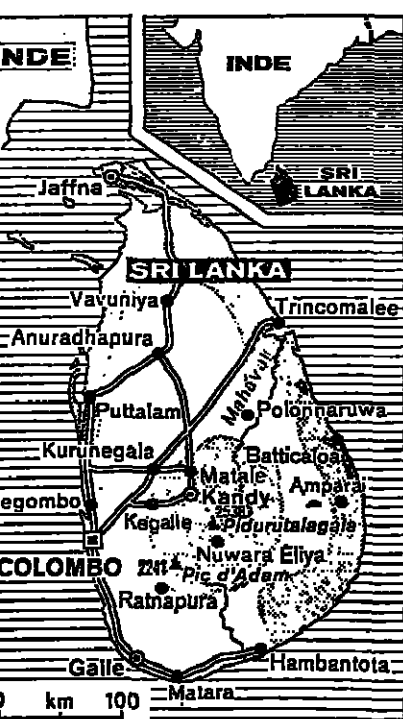
#### Des filles et un gendre gauchistes

Il faut tout d'abord l'habileté politique, ou tout simplement, l'autorité familiale de Mme Bandaranaike pour arbitrer entre les groupes rivaux de la gauche. Car, ces modérés ne tiennent, s'opposent, en premier lieu, et quasi ouvertement, les deux filles du premier ministre. Sumetra, sa cadette, est une jeune femme, mariée à un étudiant à Londres au moment de l'insurrection des jeunes en 1971 ; passant volontiers pour une « jeune fille de la gauche », elle critique alors sa mère dans un journal partisan. C'est à une tête politique », assure-t-on. En revanche, l'autre fille, Chandrika, chargée des coopératives et de la coordination du plan au ministère de l'Agriculture, se défend d'avoir des ambitions politiques. Exilée en France, elle a abandonné des recherches avec le professeur Charles Bettelheim, car elle juge plus exaltant pour le moment de mener de guerre dans la fonction publique l'enseignement qu'elle en a tiré.

L'enfant terrible, un peu assagi, actuellement à l'écart, c'est

Kumar Rapainghe, le mari de Sumetra. Ce gendre encombrant, de trente et un ans, a un passé gauchiste qui, lui aussi, l'a marqué. Ancien élève de la London School of Economics, il a exercé dans la capitale britannique, nous assure-t-il, une trentaine de métiers ; il se défend d'être maoïste, mais ne cache pas son admiration pour la révolution chinoise. Autant pour mobiliser son énergie que pour garder un œil sur lui, Mme Bandaranaike lui a confié la direction d'une organisation gouvernementale. C'est le Conseil national de la jeunesse. Aussi tente-t-il d'encourager les jeunes à participer à des actions de développement. Son influence, si modeste qu'elle soit, a été cependant rapidement contrebalancée par l'action d'Anura. Ce n'est un secret pour personne, à Colombo, que le fils et le gendre du premier ministre n'éprouvent guère de sympathie l'un pour l'autre. Mme Bandaranaike arbitre, à défaut de trancher.

La puissance de la famille Bandaranaike ne s'arrête pas là. Un frère du chef du gouvernement, M. Makkasa Ratwatte, assure son secrétariat privé. Médecin, faisant figure d'homme de gauche, il appartient cependant à la même génération que sa sœur. Un autre frère, M. Seewali Ratwatte, est directeur général de l'Export Promotion Council. On le dit démocrate libéral. Un troisième est président de la State



En gris oblique : régions à majorité tamoule.



## DIPLOMATIE

## POLITIQUE

## LA VISITE DE M. SAUVAGNARGUES AU PORTUGAL

Libres opinions  
Une leçon de choses

par MICHEL JOBERT

APRÈS les gouvernements italien, néerlandais, allemand, après l'assistant de M. Kissinger, le gouvernement français a délégué en fin de l'année son représentant officiel. Certes, le président de la République portugaise, le général Costa Gomes, avait effectué sa première visite officielle en Europe occidentale chez nous. Mais cette visite avait semblé faire pièce aux entretiens presque hebdomadaires de MM. Mitterrand et Soares dans les Landes, et les conversations, en apparence chaleureuses, avaient été sans le moindre lendemain, puisque la France, dès le début de juillet 1975, avait persisté à bloquer les propositions de la Commission de Bruxelles, pour une aide communautaire d'urgence.

Quand enfin, en octobre 1975, celle-ci fut accordée par la Communauté européenne, nous nous sommes sans doute pour ce, entre la proposition anglaise de 200 millions d'unités de compte (les conseillers ne sont pas les peuples...) et celle allemande, de 100 millions, la « poire » fut coupée en deux. Mais, d'ores et déjà, nous commençons de bloquer toute allusion à un protocole financier.

Cette manière de faire française n'est évidemment pas passée inaperçue à Lisbonne, et nos partenaires de la Communauté l'auraient soumise à un examen. Au plan bilatéral, elle a été encore plus restrictive. Dès le mois de juin 1975, les États-Unis avaient accordé deux concours symboliques d'une trentaine de millions de dollars au Portugal. Puis, à la suite de la décision communautaire, sont venus dans les caisses portugaises une aide de l'A.E.L.E. de 100 millions de dollars, un prêt industriel allemand de 75 millions de deutschemarks et diverses facilités commerciales des pays de l'Est, modestes il est vrai, sauf de la part de la Roumanie et de la Yougoslavie. Nous balançons alors — gravement — pour donner une aide de 50 à 150 millions de nos francs, sachant de surcroît — comme les Américains avant nous, et les Belges après nous — les fonds précédemment votés pour les réfugiés vietnamiens et devenus disponibles — heureusement, Saigon était tombé entre-temps — pour les réfugiés d'Angola. Quand l'Élysée décide finalement d'envoyer des messages aux mains vides. Les Allemands, eux, accordèrent une aide à la balance des paiements portugaise de 250 millions de dollars, gagés sur l'or, suivant la méthode inaugurée avec l'Italie, à l'automne de 1973, puis les Américains, une aide économique portant leur concours à près de 200 millions de dollars. Pour nous, le seul cadeau à Lisbonne est la probabilité d'une visite de M. Giscard d'Estaing, une fois que les élections du mois d'avril prochain auront chassé, sans surprise, les dernières sorcières.

Car la politique de la France au Portugal — ou plutôt notre absence de politique — est une leçon de choses résumant la manière dont nos affaires sont « conduites » depuis bientôt deux ans. Voilà un pays où notre langue était, jusqu'il y a quelques mois, première langue étrangère obligatoire; où les travailleurs de retour de France résistent, pour l'expansion de notre culture et de notre langue, une élite bourgeoise tournée de plus en plus vers le monde anglo-saxon après avoir été déçue au dix-huitième et au dix-neuvième siècles par la propre langue nationale à notre profit. Voilà un pays dont la France est le quatrième fournisseur et le cinquième client, améliorant d'année en année sa position, — un pays qui n'est notre troisième ou quatrième partenaire commercial, avant l'Inde, le Brésil et les pays pétroliers. Voilà un pays dont près de huit cent mille des citoyens (soit près de 10 % de la population métropolitaine) travaillent chez nous et sont fort appréciés, faisant de Porto, avant Porto, la deuxième ville portugaise.

Ces raisons — objectives — auraient dû déjà d'orienter notre effort financier et industriel. A cela, nous avons répondu, ces derniers temps, par le silence ou par des atermoiements sur des projets industriels d'urgence. Durant quelques mois même — sous des prétextes « techniques » — nous avons cessé toute importation de vins de Porto, alors que nous absorbions entre le quart et le tiers de l'exportation portugaise.

Ce n'est pas seulement le gaspillage de nos cartes culturelles et industrielles qui se démontre ainsi depuis deux ans au Portugal, ce sont aussi les attitudes politiques réelles de notre gouvernement. Accueilli si souvent à Paris et sur nos écrans de télévision, le général de Spínola a surtout prêché aux travailleurs portugais en France la méfiance devant la situation « politico-militaire » prévalant dans leur pays.

Ce sont les jeunes du parti actuellement le plus à droite et dans l'opposition, le C.D.S., que les Jeunes giscardiens sont venus officiellement rencontrer à Lisbonne et à Porto, pendant le gouvernement du général Vasco Gonçalves, qui incarnait bien sûr un tout autre effort. C'est le général Galvão de Melo, champion des nostalgiques de l'outre-mer et d'une politique musclee, qui a été reçu à la fin de septembre dernier par le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, dans son appartement de Neully. C'est cette vision machinée de la situation portugaise, qui a fait le mainteneur dans les toasts échangés par les présidents Costa Gomes et Giscard d'Estaing à l'Élysée, en mai dernier. C'est cet aveuglement, trop soucieux de compenser les 300 000 voix seulement qui séparèrent, il y a deux ans, si artificiellement les Français, qui ont fait manquer à la France officielle une décisive occasion de reconnaissance, si près de nous, une volonté d'indépendance nationale nouvellement née.

Car le pari de la « révolution des œillets » n'est pas vraiment, ni seulement, le renversement d'un régime tant qu'il s'agit d'écarter, en 1976, la monarchie du trop jeune Manuel II. C'est le pari d'un pays retrouvant sa jeunesse, retrouvant le goût de compter sur les seules forces de son territoire métropolitain et de son peuple.

Le précédent de la France — au temps du général de Gaulle — est sur toutes les lèvres officielles au Portugal. Pourquoi ne l'a-t-il pas été dès le début à Paris, où le commencement de l'ère nouvelle — coincé d'ailleurs avec celui du nouveau Portugal ? Pourquoi la France n'a-t-elle pas, jusqu'à présent, reconnu financièrement, et surtout politiquement, que, à Lisbonne, se déroule le même psychodrame que chez elle, chaque fois que le nation redécouvre l'idée première de tout ? Et très concrètement, pourquoi la France n'a-t-elle pas, jusqu'à présent, fourni le contrepoint tant attendu, le contrepoint au « protectorat » germano-américain qui, à coups de dollars et moyennant les bases militaires appropriées sur le « continent » — et aux Açores, traditionnellement concédées par l'ancien régime, s'installe au bord du Tage depuis la fin de l'automne dernier et le coup d'État marqué du 25 novembre ? Sommes-nous vraiment désemparés à ne voir l'avenir de l'Europe qu'à travers des lunettes du général Haig, aux stupéfiantes déclarations ?

La question portugaise n'était pas de savoir si les chères sociétés cancérologiques à Lisbonne l'avaient de la Liberté et celle de la République. Il s'agissait, pour cela, passer à travers la France et l'Espagne, et on ne les y a pas encore vus ! La question portugaise est seulement celle d'un peuple assez dénué, à un tournant décisif d'une histoire millénaire et décidant de vivre avec ses moyens, voulant reconstruire à sa mesure et suivant ses fins nationales une économie périmée et trop dépendante de l'extérieur et de l'outre-mer, voulant — parce que le Portugal a vu quotidiennement entre son nord et son sud, pratiquement, la non-alignement entre les nantis dont, diplomatiquement et financièrement, fait encore partie le pays, mais non psychologiquement et financièrement, fait encore partie des pays dont il se sent solidaire, même (et peut-être surtout) pendant les guerres coloniales qu'il vécut.

Cela, la France, parmi tous les pays d'Europe, était exceptionnellement apte à le comprendre et à le faire comprendre. C'est ce qu'on attend, c'est ce qu'on attend encore à Lisbonne.

Mais s'en est encore, à Paris, une vision précise de notre rôle dans le monde ?

Lisbonne souhaite que Paris intervienne  
pour accélérer la mise à sa disposition  
de crédits européens

De notre correspondant

Lisbonne. — La visite officielle de M. Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, invitée par son collègue portugais, le commandant Melo Antunes, a permis de constater une identité de vues sur la situation politique internationale, ainsi que sur le rôle que les deux pays peuvent jouer comme facteurs de liaison entre l'Europe et l'Afrique. Telle est l'impression ressentie après deux délégations.

Les ministres ont discuté, jeudi 26 et vendredi 27 février, de la situation politique au Proche-Orient, au Sahara et en Afrique australe. La question anglaise a retenu tout particulièrement leur attention. A propos de la reconnaissance par la France du gouvernement du M.P.L.A., M. Sauvagnargues a dit, dans une conférence de presse, qu'il fallait tirer rapidement les conclusions d'une situation de fait en Angola, où le M.P.L.A. est devenu la seule force militaire sur le terrain. L'Afrique, a-t-il ajouté, ne doit pas devenir le « champ clos » où s'affrontent les super-puissances.

Les milieux diplomatiques portugais considèrent que l'attitude prise par le gouvernement français est dictée par le souci de chercher un équilibre des forces en Angola, et d'empêcher le gouvernement de Léopoldville de soutenir uniquement par l'Union soviétique et Cuba. En privé, on se pose pourtant des questions sur la volonté politique du M.P.L.A. de diversifier ses contacts à l'étranger.

En ce qui concerne le barrage de Cabrita-Bassa, au Mozambique, M. Sauvagnargues a obtenu certaines garanties de gouvernement portugais quant aux investissements de la France dans cet ouvrage. Les installations industrielles sont dirigées par une commission mixte franco-portugaise depuis la mi-décembre, a annoncé le directeur des services pénitentiaires militaires. Il reste encore deux cent quatre-vingt-dix tonnes de matériel militaire, dont des armes, des munitions, des véhicules, des équipements, etc., dans les prisons portugaises. D'autre part, une vingtaine des quelque cent cinquante militaires arrêtés après les événements du 25 février, ont été libérés, mais les autres, après la libération conditionnelle, le 25 février, de cinq officiers. — (A.F.P.)

## Le général Haig publie

## la version officielle de sa déclaration

Bruxelles (A.F.P.). — Pour éviter tout « malentendu », le quartier général du commandement suprême des forces alliées en Europe a publié, vendredi 27 février, la texte officiel des déclarations faites dimanche dernier, à Munich, par le général Haig, concernant la parité des « partis marxistes » à des gouvernements occidentaux.

« La question des partis marxistes dans les gouvernements occidentaux a été, à Munich, un sujet important pour nous de ne pas perdre de vue le fait que — que cela nous plaise ou non — l'attitude des partis marxistes dans le monde occidental est un problème qui touche uniquement le monde sous-développé ou moitié « tiers monde ». C'est un problème beaucoup plus sophistiqué et beaucoup plus gros de conséquences en termes de société occidentale industrialisée en soi. A mon avis, ses composantes ne comprennent pas seulement les aspects purement fiscaux de la crise socio-économique à laquelle nous devons faire face aujourd'hui. »

Cette crise socio-économique, a dit encore le général Haig, « représente dans sa totalité un défi au système lui-même (...). La mort peut être tout aussi facile lorsqu'elle vient de l'intérieur que d'au-delà des frontières existantes ».

[Ce texte diffère sensiblement quant à la forme, mais non quant au fond, de la version publiée par « le Monde » le 24 février. Cette-ci, plus ramassée, nous avait été communiquée par un des participants d'après l'interprétation en français.]

M. SARRE : ce n'est pas une maladresse

M. Georges Sarre, membre du bureau exécutif du parti socialiste, a déclaré, au cours d'une réunion publique vendredi 27 février à Fos, que la déclaration du général Haig n'est pas une maladresse. Selon M. Sarre, cette déclaration reprend en écho les propos du président Ford lui-même, qui a rappelé l'opposition idéologique des États-Unis à l'entrée des communistes dans le gouvernement des pays membres de

l'OTAN, notamment l'Italie. « La question est de savoir, demande M. Sarre, si l'appartenance à l'Union européenne est le programme commun de gouvernements de la gauche française ne remet pas en cause — doit interdire aux pays membres de s'engager dans des voies autres que celle du capitalisme ».

Une question de M. J.-P. Cot

M. Jean-Pierre Cot, député socialiste de la Savoie, demande, dans une question écrite à M. Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, si le gouvernement français entend réagir prochainement ou non aux propos scandaleux du commandant Melo Antunes, à l'occasion d'une conférence de presse, par ailleurs, la France ne fait pas partie (1) de l'Association de solidarité franco-arabe (12, rue Augereau, 75007 Paris), émanant dans un premier sur leurs richesses nationales et ont souhaité « faire de la Méditerranée un lac de paix. Il faudra pour ce faire, estiment-ils, éliminer les facteurs de tension — attiser par l'impérialisme — et les ambitions extérieures à cette région du monde ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

EN RÉPONSE À M. CHIRAC

M. Mitterrand déclare s'être informé  
auprès des services compétents  
avant de se rendre en Algérie

La visite que M. François Mitterrand vient de faire en Algérie à la tête d'une délégation du parti socialiste et à l'invitation du F.L.N. (« le Monde » des 27 et 28 février) permet à la majorité de relancer son offensive contre l'ancien candidat à la présidence de la République. L'opinion publique est prise à témoin du fait que le leader socialiste traite de l'action diplomatique française avec un chef d'État étranger, alors qu'il refuse de rencontrer le président de la République. C'est ainsi que, comme nous l'avons indiqué dans nos dernières éditions du 28 février, M. Chirac a déclaré, vendredi, en fin de matinée : « Les relations entre la France et l'Algérie ne sont pas des relations de parti politique à parti politique, ce sont des relations d'État à État. (...) M. Mitterrand semble avoir voulu s'immiscer du côté algérien sur ces problèmes et sur ces relations. L'Algérie qu'il aura à cœur, dès son retour, de s'informer, soit auprès du président de la République, soit auprès du ministre des affaires étrangères ou du premier ministre, du point de vue français sur ces affaires. Cela me semble logique. »

A son retour à Paris, le même jour, M. Mitterrand a fait état des déceptions du gouvernement algérien devant l'attitude de la France, à laquelle il est reproché de ne pas tenir ses engagements. « Faut-il, a demandé M. François Mitterrand, critiquer le gouvernement français ? En tout état de cause, il semble que des choix ont été faits, une politique a été engagée qui n'est pas aujourd'hui suivie. »

En fin de journée, le parti socialiste publiait, en réponse au premier ministre, la mise au point suivante : « M. Mitterrand n'a pas manqué de se procurer les informations nécessaires auprès des services compétents avant de se rendre en Algérie. »

Il remercie M. Chirac de son initiative, qui, arrivant trop tard, n'a plus de raison d'être. »

La polémique ne s'en est pas moins poursuivie, alimentée par MM. Bord (U.D.R.) et Kiffer (reformateur), tandis que M. Marchais répétait à Europe 1 qu'il avait lui-même été reçu en Algérie avec les mêmes égards que M. Mitterrand. Le secrétaire général du P.C.F. a réitéré, à cette occasion, qu'il n'y avait pas de leader unique de l'opposition de gauche.

LE COMMUNIQUÉ COMMUN  
DU F.L.N. ET DU P.S.Une coopération  
actuellement détériorée

Dans le communiqué commun publié vendredi 27 février à Alger sur les entretiens entre les dirigeants du F.L.N. et du P.S., les deux délégations soulignent « l'importance de la coopération algéro-française, actuellement détériorée », et ajoutent : « Améliorer cette coopération suppose de réaliser entre les deux pays des échanges équilibrés, contrairement à la situation présente, qui joue au détriment de l'Algérie, de tout mettre en œuvre pour que le réseau des travailleurs algériens, qui contribuent de manière importante au développement économique, soit effectivement assuré, et d'agir dans le cadre de la communauté internationale pour l'établissement de relations nouvelles entre pays industrialisés et pays en voie de développement. »

Le F.L.N. et le P.S. ont marqué « leur volonté commune d'agir en faveur d'un nouvel ordre économique mondial (...) par la coopération et la souveraineté des peuples sur leurs richesses nationales » et ont souhaité « faire de la Méditerranée un lac de paix. Il faudra pour ce faire, estiment-ils, éliminer les facteurs de tension — attiser par l'impérialisme — et les ambitions extérieures à cette région du monde ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...). Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à celui-ci d'exercer son droit à l'autodétermination ».

Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et se sont entendus à poursuivre à d'autres échanges d'information ».

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le

## POLITIQUE

La préparation des élections cantonales

## Un débat national en marge d'une campagne sans passion

En marge d'une campagne électorale qui, sur le terrain, se poursuit calmement, au ras du canton, c'est un véritable débat politique qui se développe au niveau national. Débat ? Plutôt une polémique confuse sur le caractère politique ou apolitique des prochaines élections cantonales, hachées d'initiatives désordonnées et souvent improvisées. On se lance des défis en pensant moins aux cantons qu'aux consultations suivantes, municipales de 1977, législatives de 1978. M. Jean-Pierre Fourcade a relevé celui de M. Mitterrand et l'a affronté à la télévision le 2 mars sur les questions écono-

miques. Hors campagne électorale, mais pendant celle-ci. Les communistes et les radicaux de gauche s'étonnent de cette faveur offerte au premier secrétaire du parti socialiste et au président des clubs giscardiens Perspectives et Réalités. Du coup, M. Marchais défie M. Chirac — car, dit-il, M. Fourcade ne fait pas le poids ! — de venir s'expliquer avec lui à l'échelle nationale. M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, se tourne vers M. Fontanille, auquel il propose un débat télévisé ou, simplement, radiodiffusé.

Les dirigeants de la majorité auxquels il a été demandé de se manifester ne sont pas en reste, et si apolitiques que soient, selon eux, les élections cantonales, ils entretiennent une passion préélectorale digne d'un enjeu national. Tout se prête à cette mêlée générale : les divergences des communistes français et soviétiques, les affaires judiciaires, le voyage de M. Mitterrand en Algérie, la hausse des prix. Ainsi se déroule, grâce aux grands moyens de communication, une campagne électorale qui, faute d'être accueillie officiellement sur les ondes nationales et réglementée avec équité,

trouve place ailleurs, mais d'une manière anarchique. On peut déplorer, comme le fait M. Alain Peyrefitte, qu'il en soit ainsi et que l'on tire alors que la chasse n'est pas encore ouverte. Il serait vain, en tout cas, de chercher à savoir qui a ouvert le feu. Si le débat préélectoral repart avec une ampleur qui déborde l'enjeu des cantonales, c'est parce que le rapport des forces et la conjoncture s'y prêtent. Il serait tout aussi vain de croire qu'il peut être ouvert ou stoppé, d'après ou décrié selon les convenances ou les intérêts d'une des parties. A. I.

## COTES-DU-NORD : après Plevin, la gauche ?

De notre envoyée spéciale

Saint-Brieuc. — « Le score sera serré », prévient avec autant d'assurance que de certitude, la gauche voit, non sans raison (les Cotes-du-Nord ont accordé 50,22 % des suffrages à M. Mitterrand le 19 mai 1974), dans les élections cantonales l'occasion de renverser la majorité au sein du conseil général, où elle détient vingt-deux des quarante-neuf sièges qui le composent. La majorité, dont quatorze représentants sont soumis à renouvellement sur les vingt-quatre cantons concernés par le scrutin des 7 et 14 mars, doute de régner au point de voir lui échapper la direction de l'assemblée départementale qu'elle assure depuis 1948. C'est, en effet, à cette date que M. René Plevin s'est installé dans le fauteuil de président du conseil général — qu'il décide aujourd'hui d'abandonner — soutenu par une majorité qui se réclamait du « plevinisme ». Ni doctrine ni philosophie, le « plevinisme », dont la renommée n'a guère franchi les frontières bretonnes et l'influence des limites du département, se définit, selon son fondateur, comme « une conception selon laquelle le conseil général ne doit pas jouer à l'assemblée politique, et au nom duquel le conseiller général élu doit s'occuper avec et pour tout le monde, et s'efforcer de collaborer avec les responsables de l'administration d'une façon efficace ». Et M. Plevin ajoute que la continuation du plevinisme dépendra de « l'énergie de son successeur » à défendre cette conception.

Mais qui sera le successeur du « président » ? Si la majorité conserve l'avantage, le choix devrait se faire entre MM. Yves Sabouret, suppléant de M. Plevin en 1973, élu conseiller général de Malignon la même année, et Bernard Lemarié, sénateur, Centre démocrate, dont le siège qu'il détient depuis 1945, à Guéhenne, ne semble pas menacé. Pour M. Sabouret, C.D.P., adjoint au directeur général de Matra et adjoint au vice-président délégué du groupe U.D.R. à la présidence du conseil général constituerait un atout sérieux dans la bataille qu'il compte mener aux prochaines élections législatives contre M. Charles Josselin, P.S., vainqueur de M. Plevin en mars 1973. Mais... la jeunesse de l'ancien membre de cabinets ministériels — il n'a pas quarante ans — n'est pas sans lui enlever quelque crédibilité. Reste M. Lemarié, ancien conseiller général : « Je ne prendrai la présidence que si j'y suis obligé ».

En cas de victoire de la gauche, M. Josselin se trouve le mieux placé, bien qu'officiellement cette éventualité n'ait été étudiée ni au sein de la fédération socialiste ni avec la fédération communiste. Les responsables du P.C. rappellent d'ailleurs qu'en 1973 la désignation du candidat unique de la gauche à la présidence du conseil général, M. Le Coent, P.C., s'était faite en tenant compte du nombre des voix obtenues par chacun des deux partis. Ce critère de désignation pourrait ne plus être celui des candidats qu'ils aient une grande influence dans une compétition qui

la répartition des voix de gauche nettement défavorable à la gauche non communiste aux scrutins de 1970 et de 1973 (le P.C. ayant recueilli, lors du premier tour des élections législatives de mars 1973, 0,56 % de plus de suffrages que le P.S. et le P.S.U. réunis). Pour la première fois, le P.S. présente des candidats dans tous les cantons, « car », explique M. Josselin, « le P.C. était présent partout, et aujourd'hui nous avons les moyens de l'être aussi ».

Renforcée par l'arrivée de près de 75 % des militants P.S.U., fortement implantés dans les Cotes-du-Nord, la fédération du P.S. compte mille cinq cents adhérents. Pour la campagne électorale, « l'homogénéité des mots d'ordre », selon l'expression de M. Yves Le Foll, lui-même ex-P.S.U., député socialiste, maire de Saint-Brieuc, a été réalisée : les professions de foi ont été « harmonisées », et une jufiche départementale a été tirée. Une affiche qui fait sourire certains : le texte mentionne le programme commun, lequel n'a pas été signé par le P.S.U., dont sont issus plusieurs candidats du P.S., Mme Simone Darcel, ancienne militante de la S.F.I.O., puis du P.S.U., candidate aux élections sénatoriales de 1971 sur la liste de M. Le Foll, estime que le programme commun, « point de départ », « symboliquement bon », est « insultant et trop vague ».

Candidate socialiste dans le canton de Plouguenast, maire de Pleasa, elle a pour adversaire, outre le plus jeune candidat du P.C.F., M. Denis Mahé, vingt-quatre ans, Mlle Marie-Madeleine Dienesch, ambassadrice de France au Luxembourg. Député de ce département depuis 1945, l'ancienne secrétaire d'Etat à l'action sociale, qui s'est heurtée après son départ du gouvernement au refus de son suppléant, M. André Glan, appartenant au groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, de se retirer pour, à la faveur d'une élection partielle, lui permettre de retrouver son siège de député, a décidé — il y a six mois — de renouer une attachée locale par mandat électif interposé. « J'aime les gens, c'est par attachement sentimental que je me lance dans cette bataille. Ma candidature est purement locale, de ne pas de politique partisane, c'est pour cela que je me présente sans étiquette », affirme celle qui se souvient avoir été classée à la tête du hit parade des leaders politiques bretons. Le canton qui a élu — à la surprise générale — M. Guy Caro, alors P.S.U., aujourd'hui « socialiste breton », qui se présente cette fois dans le canton voisin de Collinée, a toujours donné une confortable avance aux candidats de la majorité.

Sur quatre-vingt-quatre candidats, trois se réclament du courant autonomiste, outre M. Caro, M. Loïc Kervois (U.D.R.) à Lannion et M. Maurice Heger (indépendant fédéraliste régionaliste et européen) à Saint-Brieuc-Sud. On n'attend pas de ces candidats qu'ils aient une grande influence dans une compétition qui

annonce serrée dans ces deux cantons. A Lannion, où M. Mitterrand totalisait plus de 54 % des suffrages, le conseiller général sortant, favorable à la majorité, M. Frédéric Gourvenec ne se représente pas, laissant la place à M. René Guillou qui se retrouve face à M. Pierre Jagoret, P.S., et M. Jean Le Lagadec, journaliste à l'Humanité. A Saint-Brieuc, sept candidats se présentent, dont trois se réclament de la majorité : M. Paul Lavollée, qui s'était déjà présenté en 1970 avec l'étiquette U.D.R., suppléant de l'ancien député non-inscrit, M. Arthur Charles, président de la chambre d'agriculture, lequel tente sa chance à Plouguenast-Lie, contre le sortant M. Louis Morin (P.S.). M. Charles Gaudy, avec l'étiquette « Indépendant », se révèle assez proche des républicains indépendants bien qu'il n'ait pas reçu leur investiture ; et M. Jean Tassel, secrétaire fédéral, membre du comité central de l'U.D.R., qui se présente avec l'étiquette « majorité », à la tête de laquelle, précise-t-il, se trouvent le président de la République et Jacques Chirac ; et parce que « j'ai peur que la majorité présidentielle ne coupe la France en deux ». Revendiquant mille adhérents, la Fédération fait un effort pour s'implanter dans ce département où elle n'est pas représentée au conseil général.

On compte trois autres primaires au sein de la majorité, dont deux à Quintin et à Lézardrieux, dans lesquels les sortants favorables à la majorité, MM. Jean de Bagnoux (R.I.), sénateur, président de la commission des affaires culturelles au Sénat, et Yves Le Chevalon, ne se représentent pas, et ont constaté que des candidats modérés venaient s'opposer aux dauphins qu'ils s'étaient choisis. La troisième se déroulera à Guingamp, où la majorité trouve des raisons d'optimisme dans les récentes élections à la chambre d'agriculture qui ont marqué un très net recul du MODEF au profit de la F.O.S.E.A. Le trop-plein dans certains cantons est d'autant plus apparent qu'à Callac, Belle-Isle-en-Terre et Gouarec, l'absence de la majorité laisse face à face socialistes et communistes. La présence systématique du P.S., si elle correspond à un souhait autrefois exprimé et qui n'a pas été oublié des communistes, qui se plaignaient d'être trop souvent seuls « à se battre contre la réaction », ne va pas sans éveiller chez ces derniers quelque suspicion. M. Quemper, conseiller général du canton de Saint-Brieuc-Nord, non soumis à renouvellement, explique : « Nous ne

voions aucun inconvénient à la présence du P.S. partout, mais nous sommes surpris qu'il n'y ait pas de candidat de la droite dans ces trois cantons », ajoutant que les conseillers généraux socialistes sortants, MM. Léon Launay, à Gouarec, et Jean Coantier, à Belle-Isle-en-Terre, « ne font pas une campagne sur des bases claires, ils se font élire par la droite ». Les responsables socialistes ont décidé de ne pas entamer de polémique, d'autant que les deux cantons concernés ont donné en 1974 la majorité au candidat de la gauche uni. Pourtant, le P.C., qui revendique quatre mille adhérents, note qu'aux élections législatives c'est le candidat communiste qui arrive en tête de la gauche au premier tour, à Callac, M. Félix Layzour, conseiller général sortant (P.C.), affirme dans une déclaration écrite : « Rien n'empêchait la droite d'avoir un candidat. Si elle n'en a pas, c'est parce qu'elle ne se sentait pas en mesure de nous enlever le siège. Dans les conditions ainsi créées sans chefs de file souhaileraient sans doute pouvoir nous barrer la route en misant sur l'autre candidat ».

Elections politiques ou non ? Ce débat pour l'électeur des Cotes-du-Nord est un faux débat. Il a le choix entre une majorité et une opposition et comme il « prend ses devoirs de citoyen au sérieux ». M. Plevin en veut pour preuve les taux d'abstentions, généralement inférieurs à la moyenne nationale. — L'enjeu politique du scrutin lui apparaît clairement. En face d'une gauche qui s'affirme, la majorité n'a que mollement réagi. Organisée par un réseau personnel autour de l'ancien président du conseil, les modérés de tradition démocrate chrétienne, indépendants ou gaullistes forment « un groupe composite voire hétéroclite », comme le reconnaît l'un d'eux. Quant à la gauche, elle ne se contente pas de désigner, M. Plevin n'a pas — volontairement — choisi de successeur si ce n'est dans son canton de Dinan-est où il épaula M. Benoist. Qu'ils conservent les rênes du pouvoir ou se retrouvent dans l'opposition, les « plevinistes » se verront proposés par M. Sabouret l'extension au niveau départemental de l'association qu'il a mise sur pied à Dinan pour regrouper tous ceux qui soutiennent le président de la République. La gauche, quant à elle, jugerait « anormal », comme le dit M. Quemper, de ne pas remporter la victoire. Et déjà, socialistes d'un côté, et communistes de l'autre, se disent prêts à « gouverner » et à appliquer « une politique départementale » qui soit autre chose que l'addition des intérêts de chaque conseiller.

ANNE CHAUSSEBOURG.

## FINISTÈRE : unité de candidature de la majorité présidentielle sauf à Quimper

Vingt-cinq cantons sur quarante-huit sont renouvelables et parmi eux ceux de trois députés U.D.R., conseillers généraux, MM. Bédaride (Quimper), Benoit (Brest 3), Guernier (Douarnenez) ; et ceux de trois sénateurs de l'Union centriste, MM. André Colin, président du conseil général (Quessant), Orvoën (Pont-Aven) et Le Jeune (Châteaulin).

Mme Ploix, conseiller général du Faou, ancien député U.D.R. et ancien secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, ne se représente pas, et son siège est brigué par M. Jean Crenn, député U.D.R. de la 6<sup>e</sup> circonscription. De même M. Prat, conseiller sortant de Morlaix, qui était l'unique représentant du P.S.U. dans l'assemblée départementale, renonce à son

siège. Le candidat du P.S.U. sera M. Morin, adjoint au maire. Le P.C. et le P.S. sont présents dans tous les cantons renouvelables. Les formations de la majorité présidentielle, absentes dans deux cantons (de Huelgoat et Sizun) dont les sièges sont détenus par la gauche, ont réalisé l'unité des candidatures dès le premier tour dans tous les autres cantons, sauf à Quimper où aura lieu une primaire.

Les « mouvements régionaux » ne présentent que quatre candidats : trois à l'Union démocratique bretonne, à Brest 3, Morlaix, Huelgoat ; et un candidat de Strollan ar vro (« le parti du pays », dont le sigle SAV signifie : « debout », à Châteauneuf-du-Faou.

## M. Peyrefitte : la « présidentialisation » contribue à la crispation

M. Alain Peyrefitte, ancien ministre, qui vient d'être chargé de présider un comité d'études sur la violence, indique, dans une interview à la République lorraine, samedi 28 février, qu'il s'interdit de « participer aux controverses politiques » pendant le délai d'un an imparti aux travaux de ce comité. Il ajoute :

« Je crois que, pour parvenir à la décrispation de la vie nationale, que M. Giscard d'Estaing souhaite juste titre, il convient que les « témoins » obtiennent plus de bonhomie. J'estime en outre que l'esprit de notre régime implique une nette séparation

entre le niveau présidentiel, d'une part, et le niveau gouvernemental et parlementaire, de l'autre. Notre Constitution met le chef de l'Etat à l'abri d'un retour aux inappréhensions de chrysanthèmes. Mais ça ne veut pas dire qu'il doive se confondre avec un chef du gouvernement. Les grandes orientations sont du domaine du président, mais pas la politique de tous les jours, qui est totalement controversée. Par exemple, les questions économiques et financières. Je crois que la présidentialisation contribue précisément à provoquer cette crispation... »

## CHARENTE : deux socialistes s'affrontent à Mansle

Seize cantons sont renouvelables sur trente-trois. L'opposition, minoritaire, ne dispose que de dix sièges. M. Ange Molard, maire de La Couronne et conseiller général sortant (P.S.), affronte son adjoint, M. Guinaudeau (P.C.). Dans le canton de Mansle, dont le conseiller sortant est un radical vaudois, M. Alexandre Martin, deux candidats socialistes s'opposent, l'un, M. Gaston Bernard, a reçu l'investiture du parti, l'autre, M. Marcel Chautaud, estime avoir une présence sur le

candidat officiel du fait de l'ancienneté de son appartenance au P.S.

● Hauts-de-Seine. — M. Jean-Luc Bruneau, candidat sans étiquette aux prochaines élections cantonales à Sèvres, nous prie de préciser qu'il n'y a pas eu d'élection triangulaire au second tour des municipales de mars 1971, sa liste s'étant officiellement retirée au profit de celle conduite par M. Fosset.

**RTL**  
cantonales  
chaque soir à 18h30  
6 conversations-éclair  
sur l'essentiel  
dimanche  
**Jacques Chirac**  
lundi  
**Robert Fabre**  
mardi  
**Jacques Dominati**  
mercredi  
**François Mitterrand**  
jeudi  
**Georges Marchais**  
vendredi  
**Jean Lecanuet**

chaque matin à 8 h 45  
récit de 6 batailles  
indécises

lundi Châtelleraut

Pierre Abelin  
contre Edith Cresson

mardi Côtes du Nord

la succession  
de René Plevin

mercredi Territoire de Belfort

J.-P. Chevènement  
contre Jean Bailly

jeudi Puy de Dôme

le département de  
Giscard basculera-t-il  
à gauche ?

vendredi Lyon

le retour d'Edouard  
Charret  
contre Charles Béraudier

samedi Val de Marne

les communistes à  
l'assaut des  
nouveaux cantons

Paris, le 27 février 1976

## L'ASSOCIATION DES PEUPLES DE FRANCE ET DU TIERS-MONDE COMMUNIQUE :

Les nouvelles qui nous arrivent du Caïro confirment ce que les milieux bien informés des pays arabes, nous ont signalés, notamment qu'un complot inspiré par l'impérialisme américain et encouragé, quel qu'il soit, par les différents acteurs de l'Égypte, est en cours pour éliminer et supplanter par des mensonges le nom prestigieux de Gamal Abdel Nasser, libérateur de l'Égypte et symbole honore de la Nation arabe tout entière. Diverses rumeurs concernant cette campagne, qui constitue une trahison contre l'indépendance et la dignité de la Nation arabe, ont déjà paru dans la presse mondiale.

L'ASSOCIATION DES PEUPLES DE FRANCE ET DU TIERS-MONDE, en exprimant sa vive indignation contre ces manœuvres au profit de l'impérialisme, constate ce fait : déjà encouragé par l'Égypte, que, sous Nasser, « l'Égypte a été libérée de toute manumission et domination égyptienne, tandis que sous Sadate, la C.I.A. avec ses satellites espions, après au début de l'Égypte, avec ses satellites espions, ont déjà paru dans la presse mondiale.

En méditant dans le calme de la nuit, on croit entendre d'outre-tombe la voix du Général de Gaulle, porte-parole de ces grands disparus qui, inspirés de Victor Hugo, s'adressent aux peuples du monde :

« Indigne-toi, grand peuple. O Nation suprême,  
Tu fus de quel cœur tendre et fier : le Caïre... »

Etienne RAUX,  
Président de l'Association.

94, boulevard de Courcelles, 75017 PARIS - Tél. : 766-40-47.

صلى الله عليه وسلم



## SOCIÉTÉ

### LA PROSTITUTION DE TRANSSEXUELS

## Un médecin marseillais est accusé d'avoir prescrit à un mineur des injections massives d'hormones féminisantes

De notre correspondant

Marseille. — Mme Monique Marbelly, premier juge d'instruction à Marseille, a ouvert, le 25 février (le Monde du 23 février), une information après la plainte déposée le 4 octobre 1975 par la mère d'un mineur âgé de seize ans, qui se prostituait en se transformant. Celle-ci accuse un médecin généraliste marseillais, le docteur Elise Salem, d'avoir délivré à son fils Jean-Louis, alors âgé de quinze ans — des ordonnances prescrivant des injections d'hormones féminisantes destinées à « féminiser » son corps.

Aussi, M. André Fraticelli, qui lui a confié sa fille, se constituait partie civile pour engager l'action publique en vertu de l'article 18 du code pénal, qui punit celui qui aura occasionné à autrui une infirmité ou incapacité, en lui administrant volontairement et de quelque manière que ce soit des substances qui, sans être de nature à donner la mort, sont nuisibles à la santé, d'une peine de cinq à dix ans « si la maladie ou l'incapacité de travail a duré plus de vingt jours ». Est-ce le cas de Jean-Louis ? A cause du « traitement » du docteur Salem, a-t-il subi une transformation jugée irréversible ? Il est actuellement hospitalisé au C.H.U. de La Timone, à Marseille, car les injections d'hormones provoquent de tels bouleversements psychiques et physiologiques qu'elles s'accompagnent d'administrations de tranquillisants, et ceux-ci ont altéré la santé du jeune garçon.

Un certain nombre de questions se posent à la lumière d'une enquête qui n'en est qu'à ses premières et qui révèle des détails pour le moins étonnants. La plainte de la mère du mineur, qui habite Saint-Jean, remonte au 5 octobre 1975. Jusqu'au 23 février 1976 elle n'avait connu aucune suite judiciaire. On peut donc être surpris de constater qu'elle n'a pas fait moins de cent soixante-dix jours pour que le parquet désigne un magistrat afin d'instruire une plainte qui avait donné lieu à une enquête minutieuse de la police et à l'audition de plusieurs témoins.

L'enquête a permis d'établir

que Jean-Louis se prostituait depuis l'âge de douze ans. Sa mère a déclaré qu'elle ignorait tout des conditions, on se demande pourquoi Mlle Berliet, juge des enfants à Marseille, avait fait plaquer, en septembre 1974, Jean-Louis au foyer du Cascaro, qui pratique une action en milieu ouvert, en faisant notamment des prostituées masculines et des travestis. La directrice du foyer vient d'être entendue à son tour par le juge d'instruction. Il semble qu'elle ait tenu, depuis très longtemps, en vain, d'attirer l'attention sur les conséquences dramatiques de ces transformations, notamment après le suicide d'un autre travesti fréquentant le foyer.

En fait, la mère de Jean-Louis ne dépose plainte qu'après avoir été avertie par le responsable du foyer, et sur le témoignage d'un éducateur. En retrouvant son fils, la mère fut bouleversée par la transformation radicale qu'il avait subie.

### Une filière ?

Sachant que depuis plusieurs mois Jean-Louis subissait des injections répétées et massives d'hormones féminines, la directrice du foyer avait, de son propre chef, tenté de persuader le docteur Salem de cesser ces prescriptions. Les certificats médicaux délivrés par des neuro-psychiatres ayant pu constater les ravages occasionnés sur les travestis se soumettant au traitement ont été versés au dossier. De plus, ayant alerté la directrice du foyer, le docteur Salem a été entendu par le juge d'instruction. Les certificats médicaux délivrés par des neuro-psychiatres ayant pu constater les ravages occasionnés sur les travestis se soumettant au traitement ont été versés au dossier. De plus, ayant alerté la directrice du foyer, le docteur Salem a été entendu par le juge d'instruction.

Les enquêteurs sont persuadés que le cas de Jean-Louis, pour être extrême, n'est pas isolé. Jusqu'à présent, les plaintes étaient restées isolées, les parents reculant devant l'ampleur d'un scandale qui risquait de compromettre la réputation de leur fils. Il aura fallu la prise de conscience tardive d'une mère qui, elle-même, ancien époux s'est jointe à l'initiative d'un avocat pour que l'affaire soit révélée.

JEAN CONTRUCCI

## ARMÉE

## AÉRONAUTIQUE

Se voulant « un lien entre l'armée et la nation »

## L'association Défense nouvelle accuse le P.C.F. et le CERES d'être des « partis antinationaux »

« Il n'y a pas de malaise dans l'armée, il y a ce que la subversion a créé par ses médias gauchistes ou bien-pensants », a déclaré, vendredi 27 février à Paris, M. Déodat du Puy-Montbrun, président de l'association Défense nouvelle, qui veut être un lien entre l'armée et la nation. Déclarant se situer « hors de toute politique », M. du Puy-Montbrun, qui s'est présenté comme un ancien officier supérieur paraplégiste devenu journaliste et écrivain, a vigoureusement dénoncé l'« insidieuse propagande du parti communiste, du Centre d'études, de recherche et d'éducation socialistes (CERES) et des extrémistes gauchistes, qui sont des organisations antinationales ».

« Les jeunes utilisés par les communistes et la faction socialiste du CERES, a ajouté le président de Défense nouvelle, sont prêts à démolir leur propre société et notre civilisation chrétienne et européenne ». Devant deux cents personnes environ, parmi lesquelles des militaires en civil, des cadres de réserve et des dirigeants de grandes sociétés qui ont, ensuite, pris la parole en annonçant leurs fonctions, M. du Puy-Montbrun a dénoncé « l'activité sournoise d'activistes techniciens du désordre et du fustige » et le bolchevisme de 1917 qui est un système matérialiste, utopique, scientiste, destructeur, despotique et impérialiste, qui étend ses tentacules sur le monde ».

« Les comités de soldats élus sont la désagrégation de l'armée », a encore indiqué le président de Défense nouvelle. « Aussi longtemps que l'armée restera saine, qu'elle obéisse à la loi nationale, tout soulèvement sanglant conduit par une minorité sera voué à l'échec. C'est pourquoi, des Français égarés ou récemment francisés des minoritaires copys par des fractions de partis politiques, essaient de détruire l'armée », a ajouté M. du Puy-Montbrun, qui a remercié aux applaudissements de l'assistance.

l'augmentation des crédits militaires.

Vice-président de l'association, M. François Klotz a dénoncé, de son côté, après avoir cité Ernest Renan, Maurice Barrès, Charles Péguy, le cardinal Jean Daniélou et MM. Michel Droit et Thierry Maulnier, « le masochisme des intellectuels et dévoyés », « le progressisme bourgeois des classes qui se croient dirigeantes » et « la pourriture actuelle de l'enseignement », « le goût du suicide de ces gogos, manipulés par le communisme, est exploité par la subversion ».

★ Défense nouvelle, 37, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris. Tél. 248-40-10. Le comité de patronage est notamment composé de : l'amiral Marc de Jobert ; M. Jean Charbonnet, professeur d'université ; André Decore, doyen de la faculté de droit de Lyon-III ; M. Doher, vice-président du conseil de Paris ; M. Daniel Dugue, directeur de l'Institut de statistique des unités militaires de Paris ; Yves Durand, directeur de l'U.E.S. d'histoire à Nanterre ; Jacques Lafourcade, professeur de médecine ; et le colonel Paul Palliole. L'association a reçu un télégramme de soutien du ministre de la défense.

## LÉGÈRE DIMINUTION EN 1975 DES COMMANDES À L'ÉTRANGER

Les commandes enregistrées de l'étranger par l'industrie aéronautique française en 1975 ont atteint un total de 9 210 millions de francs, soit une diminution de l'ordre de 11,5 % par rapport aux commandes de 1974, qui s'élevaient à 10 423 millions de francs. Selon les spécialistes, cette diminution n'est pas très significative, dès lors que le montant des commandes de 1975 ne comprend pas l'évaluation de l'ordre de 1 500 millions de francs — du contrat entre la France et le Maroc sur la livraison d'avions Mirage F-1, dont le principe a été acquis à la fin de 1975 mais dont le règlement financier ne devrait intervenir qu'en 1976.

Parmi les principaux matériels commandés, on peut citer la série des avions de combat Mirage-III, Mirage-5 et Mirage F-1, ainsi que l'Airbus, les avions d'affaires Mystère-10 et 20, les hélicoptères et les missiles tactiques.

On observe en revanche un accroissement régulier, depuis plusieurs années, des livraisons à l'exportation, ce qui traduit, d'après les spécialistes, l'évolution des échanges commerciaux avec l'étranger. En 1975, l'industrie aéronautique française a livré à l'étranger pour 6 970 millions de francs de matériels civils et militaires, contre 5 350 millions en 1974.



### Iraqi airways

ANNONCE L'OUVERTURE  
DE SA NOUVELLE AGENCE

**144, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 - PARIS**

**TÉL. : 225-62-25 - 26**

à compter du 26 février

## RELIGION

### CORRESPONDANCE

### A propos de l'intercommunion

À la suite de l'article de M. Jean Guittou, sur l'intercommunion (le Monde du 29 janvier), le pasteur J. Bresch, de Colmar, nous écrit notamment : « Sur le ton du bon apôtre, M. Jean Guittou s'attaque à l'intercommunion que pratiquent de jeunes catholiques et protestants célébrant ensemble la même Eucharistie. »

Que se passe-t-il dans l'esprit de ces communistes ? Ils sont désolés que les rapprochements œcuméniques ne signifient pratiquement rien. Ils sont désolés de l'immobilisme des hommes d'Eglise, enfermés dans leur tradition et leurs habitudes, et qui ne voient pas l'attente des hommes. On connaît la multiplication des sectes : les Témoins de Jéhovah, le Christ de Montefiore, les Messianistes, les disciples de Moïse, le Mouvement charismatique et combien d'autres. C'est le signe que beaucoup d'hommes d'aujourd'hui sont avides et cherchent. Le monde visible ne leur suffit pas.

M. Guittou préconise le dialogue entre les divers théologiens dans l'espoir d'aboutir à une entente à un « programme commun » comme il dit. Hélas ! la méthode est stérile et le mot du pasteur Marc Boegner est toujours vrai : « Ce qui empêche les Eglises de s'unir, c'est ce que chacune pense d'elle-même. » C'est l'orgueil, et il ne se laisse pas vaincre par les concubines ou le voit donc — il faut des actes qui jadis ont tout droit de l'évangile ou la vie divine ou le merveilleux.

On ne peut non plus recentrer l'idée de l'hospitalité eucharistique. Un évêque, dans l'excellent intention de pratiquer un commencement d'ouverture, a commencé dans son diocèse cette hospitalité eucharistique dans le cas, par exemple, où lors d'un mariage, une partie célèbre dans l'Eglise catholique, le conjoint protestant peut être invité à participer à la communion, et inversement. Mais les cas autorisés sont si rares qu'ils sont sans portée.

L'article de M. Guittou exprime aussi la crainte que de telles intercommunion ne risquent de créer une nouvelle Eglise. C'est un argument inventé pour faire peur. Lorsqu'on connaît ces groupes d'intercommunion, on sait qu'ils n'ont qu'un seul désir : se faire entendre de leur propre Eglise pour qu'elle change.

Le groupe d'intercommunion, réalisant leur vœu évangélique, y ont trouvé la possibilité de sortir des ornements et de créer, au sein, ils ont d'abord surpris, puis on a compris que c'est conforme à l'ins-

titution de la Sainte Cène et que, de surcroît, des communautés vivantes surgissent. Il y a quelques jours, dans une petite ville du Haut-Rhin, un groupe de jeunes protestants ont célébré avec leur pasteur l'Eucharistie à laquelle étaient joints un groupe de jeunes catholiques avec leur prêtre. La prochaine fois, ce sera l'inverse. Le résultat n'est pas une désagrégation de la paroisse, ce n'était pas une anticipation prématurée, mais une actualisation de la volonté unificatrice du Seigneur, une poussée en avant par l'animation nouvelle des paroisses.

L'œcuménisme, devenu officiel, s'est figé. Il faudra de nouveaux actes conformes à l'évangile et à l'esprit du Seigneur, et de nouvelles espérances se réaliseront.

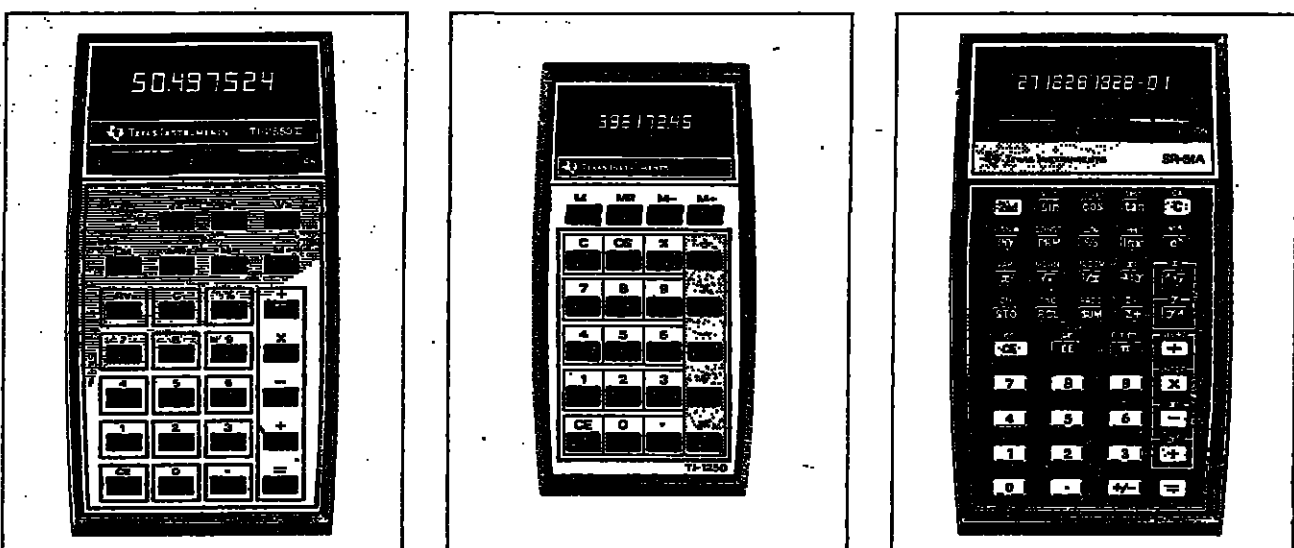
### La réponse de M. Jean Guittou

Aux observations qui lui ont été présentées, M. Jean Guittou répond : « Voici, pour conclure, quel est mon sentiment. Revenons à l'essentiel. Nous sommes d'accord sur l'objectif œcuménique : diminuer les différences entre les Eglises afin d'avancer vers l'unité. Si nous différons, c'est sur les méthodes. Mes correspondants insistent sur l'importance qu'il faut attacher à l'intercommunion eucharistique, signe d'amour, anticipation de l'unité. Mais que serait-ce si ce n'est sans accord préalable sur la vérité religieuse que chaque confession recherche avant tout et qui est le motif profond de la séparation ? La réforme a rejeté la doctrine traditionnelle sur le sacerdoce, l'Eucharistie, la messe, le centre du culte catholique. Supprimer le problème résolu en favorisant l'intercommunion, c'est créer une équivoque, qui, dans chaque Eglise, suscitera une nouvelle séparation. La confusion du culte accentuera la division des esprits. Une union ambiguë retardera l'heure de l'union véritable. »

Le texte d'Erasme auquel j'ai fait allusion est sa lettre à Boniface Amerbach du 26 mars 1522. Erasme n'admet pas que l'on pratique l'intercommunion entre gens qui n'ont pas la même foi : ce serait aller contre la conscience.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article de Henri Maron « Le christianisme hier et aujourd'hui » (le Monde du 23 février, page 15) il fallait lire : « Le dossier d'aujourd'hui sur les chrétiens (et non les dissidents) et les grandes religions de l'Asie » aurait gagné à être précédé d'une évocation historique... »

## Texas Instruments 3 valeurs sûres à des prix justes...



TI-2550 II 295<sup>f</sup> (n.c.) TI-1250 99<sup>f</sup> (n.c.) SR-51 A 680<sup>f</sup> (n.c.)

Pour les étudiants, les hommes d'affaires et tous ceux qui jonglent avec les chiffres, voici une toute nouvelle calculatrice Texas Instruments. Elle a une mémoire, une touche pourcentage et la constante automatique. De plus elle élève au carré, extrait les

Économique et portable, la TI-1250 fonctionne sur pile 9 V. Elle possède un système complet de mémoire, la constante automatique, calcule les pourcentages et effectue les 4 opérations arithmétiques de base. L'adaptateur secteur est disponible en option.

Véritable calculatrice électronique professionnelle, elle calcule puissances, racines, inverses, factorielles, exponentielles, les fonctions trigonométriques et hyperboliques, les régressions linéaires, les variances, les arrangements et génère des suites de nombres aléatoires.

Statisticiens, ingénieurs ou étudiants, la SR 51 A est faite pour vous (elle a 3 mémoires, calcule sur 13 chiffres et en affiche 10).

et 4 autres valeurs sûres.

TI-1200 85<sup>f</sup> (n.c.) 4 opérations. Touche %. Fonctionne sur pile 9 V (adaptateur secteur en option).

SR-50 A 445<sup>f</sup> (n.c.) Toutes les fonctions de la règle à calcul. Notation scientifique, mémoire. Livrée avec chargeur-adaptateur, housse de protection et manuel d'utilisation.

TI-5050 895<sup>f</sup> (n.c.) Calculatrice imprimante silencieuse et portable. 9 chiffres + symboles complets, repère de frappe. Livrée avec chargeur-adaptateur, housse de protection et manuel d'utilisation.

NOUVEAU : SR-52 2 450<sup>f</sup> (n.c.) Programmable par cartes mémoires. Notation algébrique. 224 pas de programme. 20 registres mémoire indépendants. 9 niveaux de parenthèses. 10 touches-utilisateurs. 2 niveaux de sous-programmes, adressage indirect. La SR 52 est livrée avec bibliothèque de 18 programmes pré-enregistrés, manuel d'utilisation, 20 cartes programme vierges, housse de protection et chargeur-adaptateur.

## TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

La Boursière Bloc A - R.N. 186 - 92350 Le Plessis-Robinson - Tél. : 630.23.43  
Pour la Belgique : Texas Instruments Belgium S.A. - 21, Avenue Édouard-Lacombe - 1040 Bruxelles - Tél. (02) 733.96.23

A l'origine des calculatrices électroniques, une invention de Texas Instruments : le premier circuit intégré.

## De notre envoyé spécial

## Pas nous...

le mouvement durera-t-il ? Pour l'instant, les grévistes affichent la satisfaction. La décision, prise par le conseil de l'université, de suspendre les examens partiels et de « geler » le contrôle continu les a libérés de toute

**GUY HERZLICH.**

**M. RAYMOND POLIN EST ÉLU  
PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ  
DE PARIS-SORBONNE**

M. Raymond Polin, professeur de philosophie morale et politique, a été élu vendredi 27 février, président de l'université de Paris-Sorbonne (Paris-IV) en remplacement de M. Alphonse Dupront. M. Polin a été élu au premier tour par vingt-huit voix sur cinquante-quatre votants; M. Robert Garapon, directeur de l'unité d' Littérature française, et dirigeant du Syndicat national autonome des lettres et sciences humaines, a obtenu quinze voix; il y a eu onze abstentions.

● **Nouvelle grève dans les lycées techniques.** — Le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) annonce deux nouvelles journées de grève des professeurs techniques, professeurs techniques adjoints (P.T.A.), chefs de travaux et maîtres auxiliaires des lycées techniques, le lundi 1<sup>er</sup> mars et le jeudi 11 mars.

## De notre envoyée spéciale

# SPORTS

**M. MAZEAUD :**  
ne s'intéresse pas

Après les récentes déclarations concernant le statut de l'athlète de haut niveau (*le Monde* du 12 septembre), M. MazEAUD, secrétaire d'Etat à la jeunesse et

**Football.** — Le premier match a été déclenché mardi très vite avec un septième des « Grévistes » actifs sur sept mille inscrits. Les Grévistes ont pu se couvrir. Les commissions de section (commissions par U.E.R.) ont déserté. Les A.G. ont tenu. Les mobilisés ont couru en rond. Les Grévistes ont pu de discuter de la ré-  
sultat.

**Handball.** — A l'issue des GYMNASTIQUE. — A l'issue des GYMNASTIQUE, l'équipe de France mena devant le Breizh, par 265 à 245, dans

## L'âge ingrat

C'est un énorme contresens. Le savoir ne dévitalise pas la pensée, mais l'excite. Comprendre n'empêche pas de sentir, au contraire, car le cerveau interprète et complète les perceptions. Aucun météorologue n'a jamais cessé de jouir, autant que tout poète, de la fraîcheur du vent sur ses joues. La mer ne cesse pas

**le parti socialiste  
au sport français**

**M. MAZEAUD : le parti socialiste**

**ne s'intéresse pas au sport français**

« J'ai vu de près le directeur de l'Institut de la Santé publique, et j'ai pu constater que son attitude n'est pas celle d'un homme qui se laisse aller à de vaines déclarations. Il a dit à son sujet que la projection de son sur le développement du sport, qu'il apporte des solutions concrètes. C'est une première solution au problème de l'athlète de haut niveau. Ce n'est pas tout, car il a aussi dit que le sport est un moyen de défense. Par contre, les socialistes l'ont repoussé. Ils n'ont jamais voté le budget de la jeunesse, ils n'ont pas voté la loi sur la préséance, et qui est en constante évolution, même si l'on peut toujours dire que celle-ci est insuffisante. C'est pourquoi, pour nous, communistes, qu'ils ont signé, j'ai le regret de dire que le n'y ai guère trouvé, dans les trente lignes de la loi, rien de plus que le contenu d'un quelconque intérêt pour que

de parti socialiste, on fait remarquer que nous pas voter une loi ou refuser un budget c'est non pas se désolidariser, mais se désolidariser. Au contraire, souligner les insuffisances des solutions qui sont proposées. Or, rappelle que M. François Mitterrand, quand il était ministre de la Jeunesse, a clairement défini les positions de son parti en la matière. Il a dit que le sport n'est pas un libéralisme de l'Etat, mais un sport d'un produit de taxe réservé à des minorités ou une simple marchandise ».

Enfin, il souligne que c'est en réalité l'ensemble du programme commun qui traite de la question, la possibilité de pratiquer le sport pour tous, la possibilité de pratiquer des moyens d'existence des citoyens

## ***D'un sport à l'autre...***

**GYMNASTIQUE.** — A l'issue des exercices imposés, l'équipe de France mène devant la Grande-Bretagne, par 265 à 245,25, dans

Gutenberg. Ce n'est que depuis qu'ils ont des tracteurs que les paysans ont cessé d'être des machines à sueur et qu'ils redressent l'échine pour regarder le ciel, chacun de son oeil propre.

Cette réaction moderne contre les œuvres de la raison et de la science ne doit pas être traitée comme un caprice mignon de la mode intellectuelle.

A plus grande profondeur, il y a pire. La démocratie est condamnée à une dégradation rapide si les citoyens ne cessent plus suivre les complexes croissantes de la vie moderne, de plus en plus chargée en technique. Qui méprise la raison cultive la démagogie. Qui s'enivre d'irrationalité tombe dans le viol des toutes. C'est un véritable drame, pour la cité, que de voir désertir l'école intellectuelle, de plus en plus, jusqu'à ce qu'il est plus facile de croire que les citoyens comprennent un spectre de plus en plus vaste de faits naturels, techniques et sociaux, ainsi que les modes de pensée efficaces. Ajoutons que le culte du faillissement spontané, qu'on décore des splendeurs de la science, la raison, conduit à tout droit au règne de la violence. Une société qui ne prise pas la science ne saurait être libérale, cultivée et tolérante.

Si on ne concilie pas enfin les deux cultures littéraire et scientifique, si le divorce s'aggrave entre la science et les esprits de ce temps, si de ce fait la science et la technique se mettent à dépérir, alors ce n'est pas le bonheur champêtre que nous nous préparons, c'est le sac de Rome

**ÉDOUARD LABIN.**



# Le Monde aujourd'hui

## Opinion

### LE VIOL DE PLYMOUTH

DEUX nouvelles ont paru récemment dans la presse, qu'on n'a pas jusqu'ici songé à mettre en rapport. Une cour d'appel française a décidé de renvoyer en cour d'assises (et non en correctionnelle) trois hommes accusés de viol. A Plymouth (Grande-Bretagne), un tribunal a condamné à de sévères peines de prison ferme quatre femmes accusées d'avoir violé un homme.

La première information manifeste un renversement de la tendance antérieure à l'indulgence et à la sous-qualification des faits. La seconde révèle qu'entre les sexes le problème n'est plus à sens unique.

L'ensemble du sujet mérite d'être traité avec sérieux et situé correctement dans le temps. Le procès de la perpétration, l'existence de la conception, l'égalité des sexes, la reconnaissance de la sexualité féminine lui donnent de nouveaux aspects. Essayons donc d'abord de l'envisager tel qu'il se présente en 1976.

Le professeur Lesaut, commentant à la radio la campagne féministe en faveur d'une répression plus sévère du viol, a estimé que cette question avait dû être soulevée en même temps que celle de l'avortement. On comprend le propos, si l'on se rappelle que dans le passé le viol a été souvent considéré en fonction de la naissance illégitime qu'il pouvait entraîner une conséquence inévitable. La diffusion de la contraception et la légalisation de l'avortement rendent cette préoccupation moins aiguë. Ne passons pas pour autant d'un extrême à l'autre. En France, le nombre des femmes perpétrant des viols a augmenté, et une grossesse est encore très rare, et un avortement,

même légal, peut provoquer un traumatisme.

Cependant, le présent annonce déjà l'avenir. On verra un jour la mise au point et peut-être l'emploi généralisé d'un moyen de contraception *a posteriori*. De même, le cas jugé à Plymouth, qui est encore exceptionnel, deviendra plus fréquent, et sans doute sera-t-il sévèrement sanctionné, car la participation de complices, qui a toujours été considérée comme une circonstance aggravante du viol, apparaît comme un élément constitutif presque nécessaire du viol commis sur l'homme.

Le législateur d'hier, soucieux d'un acte « contre nature » comme moins grave qu'un acte naturel. Aujourd'hui, l'association d'idées viol-contrainte est affaiblie et la notion d'acte « naturel » tend à s'élargir. Il en résulte que l'atteinte à la pudeur, comme le viol, se situe dans un éclairage différent. On attend une définition nouvelle, inspirée du souci de la dignité humaine plutôt que de la pudeur.

La justice d'hier n'attendait et ne rencontrait que des victimes féminines. Le femme était considérée comme physiquement plus faible. Ce n'est déjà plus vrai des « patrouilles » de Detroit et des spécialistes féminins du karaté d'un peu partout. Ce ne sera bientôt plus vrai, l'espèce des Françaises, que Benoîte Groult exhorte justement à perdre leur réputation de passivité (1). On considérera aussi que la femme était plus séduisante. Une réédition en 1968 d'un manuel français de droit pénal dit encore que « les charmes de la femme sont naturellement plus attractifs que ceux de l'homme ». L'auteur (2) ajoute que les hommes n'ont pas de pu-

teur et ne peuvent donc pas être victimes d'un attentat contre celle-ci. De telles notions sont vouées à être remises en question. Le droit au plaisir actuellement invoqué par les mouvements féministes implique que les hommes ne sont pas moins « attractifs » que les femmes, et le genre d'attentat que le jugement de Plymouth vient de sanctionner est propre à créer chez eux un sentiment de pudeur.

Pour ce qui concerne le viol, une émission de la télévision britannique a permis, en 1975, de cerner assez bien l'état présent du débat. Les femmes violentes qu'on interrogeait paraissaient considérer que le scepticisme rencontré par leurs témoignages avait été pour elles aussi pénible que le viol lui-même. Dans une minorité de cas, une preuve certaine peut être apportée (notre ancien droit l'exigeait). Mais quand il s'agit plutôt pour le juge, comme c'est notre tradition récente, de se faire une intime conviction, l'indication est permise. Beaucoup de femmes ne déposent pas de plaintes et beaucoup d'autres ne violent pas leurs plaintes retenues. Ce serait une injustice absolue si toutes les plaintes, et même toutes les « intimes convictions » féminines, étaient justifiées. Le plus souvent, les hommes ne pensent pas qu'il en soit ainsi. L'émission de télévision britannique avait été soumise par une proposition de loi exemptant de toute responsabilité le violeur persuadé d'avoir en affaire à une « victime » secrètement consentante. C'était caractéristique d'un sexisme.

(1) *Le Quotidien de Paris*, 5 février.

(2) Louis Lambert.

ALFRED FABRE-LUCE.

(Lire la suite page 16.)

## Famille

### AU VOLEUR !

À la fin de la journée, le père, homme d'affaires, l'assé, met les pieds sur son bureau et, se renversant en arrière, appelle sa petite famille au téléphone. Il tombe sur son garçon de six ans.

« J'ai trouvé 30 francs à l'école, dit celui-ci. »

— Bravo ! 30 francs nouveaux ? (Question stupide et démodée.)

— 30 francs, répète le garçon.

— Des pièces ou des billets ? dit le père, soudain excité.

— C'est trois billets de 10 francs, dit le garçon. Ils étaient dans une flaque d'eau, à la récréation. Je vois les gardes.

Le père reprend son fils et dit : « Tu sais, il va falloir que tu les rendes. »

— Non.

— Ils ne sont pas à toi.

— C'est moi qui les ai trouvés.

La voix du garçon change, il est à la fois furieux et tout près des larmes.

« Tu ne traites pas ce genre d'affaire au téléphone. »

« Bon, écoute, je vais bientôt rentrer. On verra ça tout à l'heure. »

Et en voiture, sur le chemin du retour, le père se demande tellement comment il faut s'y prendre qu'il brûle galement un feu rouge.

À la maison, le garçon dessine sagement, à plat ventre sur le tapis. Le regard qu'il jette à son père est plus circospect que d'habitude. Le père s'assoit sur le lit et le plus gentiment du monde demande à voir les billets en question. Il gague du temps. Le garçon ouvre son cahier vert et rouge, farfouille dans ses livres, sort le livre de géographie et l'ouvre à la première page. Les trois billets sont là, plus les serres mais encore humides de la flaque d'eau. Le garçon reforme aussitôt le livre.

« Ça fait beaucoup d'argent, dit le père.

— Je la garde », dit le fils, qui a toujours mis l'argent au fémi-

— Est-ce que tu as montré les billets aux autres garçons de la classe ?

— Non. Seulement à mes amis.

— Qu'est-ce qu'ils ont dit ?

— Rien, ils ont regardé. Mais j'ai montré le bout, pas tout.

— Pourquoi le bout ?

— Pour qu'ils n'y touchent pas. Je les cachais dans ma main.

Le père pense que le fils est prudent, c'est une qualité comme une autre.

« Ce qui est embêtant, dit le père, c'est qu'en ce moment, un petit garçon de l'école, peut-être un de ta classe, a perdu ces billets et son papa est en train de l'attraper, et il pleure, le pauvre, ou bien c'est la maman d'un d'éc, peut-être un de tes copains qui les avait dans son sac et qui... »

— Ou c'est peut-être un professeur.

— C'est ça, un professeur. Bon, enfin tu vois, cet argent est à quelqu'un et celui qui l'a perdu va venir voir la directrice pour lui demander si on ne l'a pas retrouvé. Il est même sûr d'avoir déjà vu. Est-ce que tu comprends ?

— Oui.

— C'est pour ça qu'il faut le rendre.

— Non. Je la garde, un point c'est tout.

La mère arrive et le père passe le relais avec soulagement. La mère cajole, embrasse, prend contre son cœur, caresse les cheveux, promet une petite voiture, tout en développant la même argumentation. Et le fils éclate finalement en sanglots, tout en confirmant dix fois sa décision, à celui qui les aura réclamés, que cette somme énorve, le traite d'Auvergnat, d'écossais, de voleur.

Miracle, le lendemain matin, le garçon est tout à fait d'accord pour que les billets soient rendus à celui qui les aura réclamés, ajoutant : « Si la directrice demande pourquoi je les ai emportés à la maison, qu'est-ce que je dirai ? »

— Tu diras que tu ne saurais pas quoi en faire. D'accord ?

— D'accord.

Et père et fils, main dans la main, entrent dans le bureau de la directrice, à l'ouverture de l'école. Madame, dit le père, un peu cérémonieux, Arnaud a trouvé hier soir trois billets de 10 francs dans la cour. Les voici. Je pense qu'on vous les a réclamés.

« Mais non, personne », dit la directrice en fourrant les billets dans un tiroir. Merci. Je vais en parler aux professeurs.

— Ah ! », dit simplement le garçon, qui devient tout rouge.

Mais il n'en dit pas plus, il est devant la directrice. Il regarde ses pieds.

Et le père, après avoir posé la main ouverte sur la tête du fils, prend congé de la directrice et s'éloigne à grands pas, parce qu'il n'est plus très sûr en cet instant de sa figure de père.

OLIVIER RENAUDIN.

## PLAISANCE

### Tristesse d'un paradis

ON le dit, et c'est vrai. Avec ses baies jolies où chante la bonne brise, avec ses ports goudichés de tamaris, avec ses rias où, sous la torche des pins, l'Atlantique vient amoureusement épouser la rivière, la Cornouaille est la paradis de la plaisance.

De Lorient jusqu'à Bénodet, j'ai parcouru le paradis, et j'ai trouvé, en cette saison, d'une poignante tristesse.

Serrés au long des quais et des passerelles, envahés dans les criques, amarrés aux corps morts, des navires par centaines attendent mélancoliquement les Pâques de la mer. Grands yachts ou simples dériveurs, grands cotres ou ketchs aristocratiques, les voiles qui tiennent sur l'amarrage et remuent leurs fiances au moindre clapot ; comme s'ils voulaient, impatients de l'atmosphère, se lancer sur la mer. C'est partout la même chanson pleine de nostalgie. Je l'ai entendue à Doélan, Port-la-Forêt, Beg-Meil : « Laissez-nous partir », murmurent les bateaux entravés. La brise dans les haubans faisait un bruit de guller, lequel accompagnait la longue plainte de la plaisance. Plaisance orpheline pendant neuf mois de l'année. O beaux oiseaux marins ! Finie la joie des partances et des croisières. Les oiseaux vous ont abandonnés.

Inutile de s'interroger sur leur identité. Parisiens amoureux de la mer et de la Bretagne, lointains touristes initiés aux choses du yachting par le centre des Glénans, riches colonisateurs ou le plus souvent, réels poètes des îles et des voiles, ces oiseaux éprouvent, beaucoup plus que les oiseaux qu'ils possèdent, les nécessités migratoires !

Le mot plaisance est un mot délicieux. Il signifie « plaisir ». Et à revêtir cette admirable côte cornouaillaise, on découvre que tout a été fait pour l'agrément des plaisanciers. Les appartements et les postes d'amarrage se sont multipliés dans les eaux des ports et des abris. Au point que l'on peut se demander s'il n'y a pas eu un transfert des priorités dans la mise en valeur d'un littoral depuis toujours voué à la pêche. Le spectacle des chalutiers désarmés, voiles qui font plus mal que celui des yachts à l'hivernage. Gens de mer en chômage, équipages désemparés, proues immobiles barbotées de barbelés de rouille, on connaît ça à Concarneau et à Lorient. Et la fin de mois des cotillades... Ah ! pourquoi faut-il que la vie, toujours, déserte nos pays ?

Tout de même, beaux navires de plaisance, je vous nomme mouettes, cormorans, albatros. Beaux navires, superbes inventions humaines, enfants fabuleux de la vague et du vent, quand donc émergerez-vous de la palmeraie de Comouaille qui fleurit bon le carter et la bruyère ? Là, aujourd'hui, assés dans les herbes multiples, vous êtes comme un collier de perles passé à la gorge de la Bretagne. Bretagne mère, jeune mère et souveraine des mers.

Le temps viendra. Il y aura ce moment paradisiaque où l'oiseleur retrouvera l'oiseau fidèle dans le soleil, où il branchera son poste sur Radio-Conquet, jarguera les amarrés, souquera la grand-voile et, à l'ancre de son navire, sentira trembler l'âme des vents sur la coque qui navigue. Et les bateaux, sur les bales, seront fleurs de lotus sur une Amérique gentiment japonaise.

En attendant, flotilles, reposez. Voici venir les mois noirs des plus furieuses tempêtes.

XAVIER GRALL.

### Au fil de la semaine

LA tempête justicière qui vient de secouer, une fois de plus, la France semble s'apaiser, au moins pour un temps. Cette séance d'exorcisme collectif qui exorcise le sang d'un meurtrier pour abolir le crime laisse dans la bouche un goût de cendres. Surtout quand les cris de mort sont d'abord poussés par certains de ceux, ministres et élus, moralistes et journalistes, qui devraient, au contraire, s'arc-bouter de toutes leurs forces pour faire prévaloir dans l'esprit public non la haine et la vengeance mais la confiance dans la justice. Ce sont là des moments, il faut bien le dire, où on n'est pas précisément fier de son pays.

Dépassant l'occasion et oubliant, s'il se peut, l'actualité, c'est peut-être, à la faveur de l'émotion ressentie, l'occasion de s'interroger sur le fond des choses. Plus exactement de se poser deux ou trois questions très simples, celles-ci par exemple : nos lois et nos coutumes sont-elles, en matière de répression du crime, adaptées à l'époque et ne sont-elles pas de nature à attiser les flammes de la vindicte populaire ? Comment peuvent agir les pouvoirs publics en présence de certaines formes de violence, de crimes particulièrement odieux ? Les controverses qui tournent autour d'une seule donnée, la peine de mort, ne masquent-elles pas d'autres aspects tout aussi graves et préoccupants de la lutte contre la criminalité ?

Il y a eu, semble-t-il, soixante-deux exécutions capitales pour crimes de droit commun en France depuis 1950, soixante-deux condamnés à mort auxquels la grâce présidentielle a été refusée et qui ont été guillotines. Mais la courbe est fortement décroissante : pour les huit premières de ces années (1950 à 1957), quarante-quatre exécutions ; dans les huit années suivantes (1958 à 1965), douze ; au cours des huit dernières (1966 à 1973), six (1). C'est dire que, n'en déplaise aux partisans de la peine capitale, la sensibilité de l'opinion évolue puisque les gouvernements et les juges ne font guère, dans ce domaine comme dans bien d'autres, qu'enregistrer, dans leurs décisions, les changements déjà intervenus dans les esprits. Peut-on penser que le mouvement va se poursuivre et qu'on en arrivera, comme c'est le cas en Belgique depuis 1917, à une abolition de fait sans qu'il soit nécessaire de modifier la loi ?

On ne reprendra pas ici les éléments d'une controverse où tous les arguments ont été si souvent ressassés qu'ils ne peuvent plus convaincre personne dans un sens ou dans l'autre. Sous le titre « Assez de pitié pour les monstres ! », M. René Barjavel écrivait la semaine passée (2) : « La société ! La société ! La société ! Combien de fois n'avons-nous pas lu et entendu ce mot depuis quelques jours ?... Et bien, oui, la société est coupable : elle est coupable de pitié ! ». Très bien. A la guillotine, et tout de suite. Mais alors, il faut aller jusqu'au bout.

Puisque la grande, la seule justification de la peine de mort, c'est son effet dissuasif, c'est l'exemplarité, pourquoi dissimuler honteusement l'exécution dans le petit matin gris d'une cour de prison ? Que la guillotine fonctionne au grand jour, que la cérémonie reçoive toute la publicité nécessaire afin de jouer pleinement le rôle éducatif qui lui est prêt. La diffusion du meurtre légal par la télévision permettrait de regarder, en face l'exemple ainsi donné. Et ce spectacle aura du succès puisque la France demeure, avec l'Espagne, le dernier pays d'Europe occidentale où la peine capitale continue d'être appliquée.

La grâce présidentielle pose d'autres problèmes. Elle en pose d'abord à celui qui porte cette terrible responsabilité, et nombreux sont les présidents de la République qui ont gémé très haut du poids de ce fardeau, écrasant en effet. Georges Pompidou avait eu à ce sujet des phrases éloquentes et définitives. Jusqu'au jour où il a dû céder à son tour et, après trois ans de mandat, se résoudre à envoyer à l'échafaud Buffet, le meurtrier de Clairvaux, et son complice Bontems, sous la pression de l'administration pénitentiaire.

Le président décide en son âme et conscience, on veut le croire. Mais peut-il décider en toute liberté d'esprit, en toute indépendance ? Certainement pas. La comme ailleurs, il est le dépositaire de la majorité électorale, le garant du bon fonctionnement de l'État. Ce n'est pas un homme qui statue comme une sorte de prophète inspiré

## LA MORT ET LA GRACE

PIERRE VIANSSON-PONTE

recevait la lumière du Très Haut et s'aidant des seules règles morales. C'est le chef de l'appareil policier et judiciaire, comble de l'ordre public devant ceux qui l'ont élu et même ceux qui n'ont pas voté pour lui, c'est le leader de la majorité qui doit veiller que veille suivre ses troupes, c'est le personnage politique et lui seul. Georges Pompidou n'avait-il pas éprouvé le besoin, dans l'affaire que l'on vient de rappeler, de se faire cautionner deux jours avant la double exécution par un sondage d'opinion ?

Que l'exercice de ce pouvoir solitaire soit douloureux, on n'en doute pas. Que l'indignation de ce « dernier recours » foule parfois le verdict des jurés d'assises qui se disent qu'après tout ils ne font qu'exprimer un vœu en prononçant la peine de mort, on le voit bien. Mais alors pourquoi ne pas retirer à l'homme seul la charge qui l'écrase, pourquoi ne pas mettre le droit de grâce à l'abri des pressions de toutes sortes et d'abord des incitations de l'opinion, pourquoi laisser toute la responsabilité à un monarque en l'espèce absolu, maître de la vie et de la mort ?

Puisque de déposer leur projet de suppression de la peine de mort au début de chaque législature pour n'en plus parler ensuite (puisque'il n'y a eu sur ce thème aucun débat de fond au Parlement français depuis 1908), les abolitionnistes seraient mieux inspirés de s'en prendre au droit de grâce, dans un premier temps tout au moins. Non certes pour le supprimer, mais pour le confier à une instance bien composée, un « conseil des sages » de sept, neuf ou onze membres choisis de façon à échapper aux aléas de la politique. La responsabilité s'en trouverait diluée ; les pressions aussi et la courbe des exécutions, déjà fortement descendante, tendrait vite vers zéro.

Ce n'est pas tout. Ce débat sur la peine de mort, qui reprend à chaque crime effroyable, n'est pas un faux débat : il met en jeu un principe et il pose un problème bien réel. Ce débat, en définitive, un très petit nombre de cas exceptionnels dans l'horreur ou l'objection. Ainsi il masque et fait oublier des situations moins spectaculaires, infiniment plus répandues et, somme toute, d'une gravité très comparable.

Les prises d'otages : quelle que soit la doctrine mise en œuvre par les responsables de l'ordre public — encore qu'on puisse se demander s'il faut vraiment avoir, en pareille matière, une doctrine rigide, — il importe avant tout de ne pas perdre de vue quelques simples vérités. Par exemple que la vie d'un enfant n'a pas de prix et qu'il n'y a aucune rançon au monde qui ne doive être payée, et sur-le-champ, pour tenter de la sauver (comme l'a compris la police dans l'affaire Mérieux contre l'avis même du ministère de l'Intérieur). Ou encore que la volonté de décourager les auteurs d'enlèvement en faisant voir qu'ils paieront de leur vie la capture d'innocents, même si les otages doivent, eux aussi, périr, est plus facile à proclamer qu'à pratiquer. La preuve : on imagine facilement les cas — enlèvement de personnalités importantes ou de membres de leur famille — où tout serait fait pour sauver les otages, dût-on en passer par les conditions des ravisseurs ; et puis les affaires — et on l'a bien vu, hélas ! — où la priorité est donnée à la répression, fût-ce au prix de la vie des victimes.

Et puis il y a le reste, tout le reste, qu'un avocat, M<sup>re</sup> Robert Badinter, après avoir rejeté ce qu'il nomme « la face cachée de la justice, la justice qui tue », exprime ainsi (3) : « La torture est un problème essentiel de ce temps, et on n'assiste pas à des débats sur la torture comme on assiste à des controverses sur la peine de mort... On ne fait pas de débats sur l'internement psychiatrique, ou très peu, on ne fait pas de débats sur l'internement arbitraire. Ils sont les vraies lèpres de notre temps, et je suis frappé de voir à quel point cela mobilise moins l'attention que le problème de la peine de mort. »

(1) Ces chiffres sont avancés par Antoine Maréchal, journaliste, dans un livre récent qui est un cri contre la peine de mort, *Tuer les fautes*, éd. Téma, 156 p., 30 F.

(2) Dans le *Journal du dimanche* du 22 février.

(3) Dans l'ouvrage d'Antoine Maréchal, déjà cité. M<sup>re</sup> Badinter, qui fut l'un des avocats de Bontems, a d'autre part prononcé, dans son livre *L'Exécution* (Grasset, 1973), un terrible réquisitoire contre la peine de mort.

## ETRANGER

## Reflets du monde entier

## Le budget Ford

« Comment un homme qui gagne 135 000 dollars par an (600 000 francs) après déduction d'impôt, peut-il n'avoir que 1 339 dollars (5 000 francs) sur son compte bancaire ? » C'est l'une des questions qui a été posée au président Gerald Ford lors de sa dernière conférence de presse à Washington, rapporte l'hebdomadaire TIME.

Le président a répondu : « Il doit payer la plupart des dépenses de ses quatre grands enfants et l'université pour trois d'entre eux (Susan, Steve et Mike). En outre, il achète pour chacun un bon d'Etat de 50 dollars et verse 100 dollars à une mutuelle chaque mois. Selon le secrétaire de presse du président, Mme Ford achète aussi ses vêtements sur la cassette de son époux, ainsi qu'environ 800 dollars par mois de produits alimentaires pour toute la famille. Les réceptions privées (y compris les heures supplémentaires payées aux domestiques de la Maison Blanche), les vacances, les assurances personnelles, les impôts et l'entretien de la Mustang 1971, des deux Jeeps, et des résidences secondaires de Virginia, du Colorado et du Michigan sont aussi à ajouter à ce que TIME appelle « un mode de vie » étonnamment confortable. »

24

## Une armée vraiment populaire

Le quotidien de Lausanne, VINGT-QUATRE HEURES, rapporte cette information de Châteauneuf :

« L'armée suisse est-elle la seule armée véritablement populaire d'Europe, voire du monde ? C'est en tout cas la conviction profonde du colonel Matile qui avait organisé hier un défilé à Châteauneuf. Les deux mille hommes du régiment d'infanterie 5 et les quatre-vingt-dix chevaux du train ont reçu un accueil chaleureux de la population. »

« Populaire, notre armée ? A en juger par l'accueil des habitants du chef-lieu du Pays-d'Enhaut, cette affirmation du colonel Matile prend une dimension toute particulière. Quel enthousiasme, quelle animation dans les rues du village ! Il faut dire qu'une bonne partie des soldats et des officiers qui défilait étaient de la région, détail qui nous a valu d'entendre cette remarque : « Ils se sont tous bien conduits. »

## THE SUNDAY TIMES

## Les passants de la place Wenceslas

« Le rythme de la vie quotidienne est réellement plus rapide dans une grande ville que dans une petite », écrit SUNDAY TIMES, qui analyse les travaux de deux chercheurs de l'Institut Max Planck, à Munich.

« Marc et Helen Bornstein, écrit le quotidien anglais, ont fait leurs observations dans quinze localités de six pays (...). Les piétons les plus pressés étaient ceux de la place Wenceslas, à Prague, qui se déplaçaient à près de 6 mètres seconde. Les plus lents sont ceux d'Ile de Grèce, qui se contentent d'un pas plus de 2 mètres. Toutes les mesures prouvent que la vitesse s'accroît avec la taille de la cité. »

« Les Bornstein pensent que la marche rapide est un comportement d'adaptation, destiné à minimiser les tensions de l'environnement. En d'autres termes, les habitants des grandes villes, bousculés dans des rues bondées, ébranlés dans les trains et les autobus, se pressent pour tenter d'échapper à des contacts encore plus désagréables. Les habitants des petites villes, au contraire, qui ne sont pas soumis aux mêmes tensions, les recherchent peut-être. »

U.S. News  
& WORLD REPORT

## Des épouses disparaissent...

Un nouveau phénomène social inquiète l'hebdomadaire U.S. NEWS AND WORLD REPORT : les fuites d'épouses. Le journal écrit :

« A travers tous les Etats-Unis, on trouve un nombre croissant d'épouses en fuite qui ont quitté mari, enfants, maison et responsabilités. Elles sont maintenant plus nombreuses que les maris manquants sur les listes de personnes recherchées dans les régions urbaines. »

« Une femme privée de New-York, spécialisée dans la recherche des personnes disparues, rapporte qu'en 1975 les épouses en fuite ont été presque deux fois plus nombreuses que les maris manquants, alors qu'en 1960 on recherchait trois cents maris pour une seule femme. »

« Qui sont ces femmes qui ont perdu tout sens de leurs responsabilités ? »

« L'épouse en fuite type appartient à une classe relativement aisée. Elle est mariée à dix-huit ou dix-neuf ans et a eu très tôt des enfants. Elle disparaît vers trente-cinq ans lorsqu'elle pense que les enfants sont capables de se débrouiller seuls. »

## ivoire dimanche

## Les petits métiers en expansion

L'hebdomadaire d'Abidjan IVOIRE-DIMANCHE décrit un nouveau petit métier en pleine expansion : la librairie-par-terre.

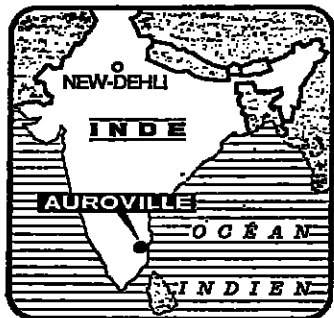
« Aux abords de l'un des nos multiples cinémas de quartier, nous avons rencontré Tati Koffi Pierre, jeune Ivoirien de dix-huit ans qui exerce la fonction de « librairie par terre ». Ayant un moyen du cours démentiel, il se trouvait désolé quand l'un de ses copains Mossi l'a initié au boulot. Tous les matins, à partir de 7 heures, il s'installe aux abords du cinéma avec ses livres aussi divers que variés. »

« On y rencontre indifféremment des Nous Deux, des livres scolaires de mathématiques de sixième ou d'université, des romans, etc. »

« Quels sont les principaux clients de ces « librairies par terre » ? C'est évidemment très fluctuant. Mais, en moyenne, il s'agit de la clientèle d'affaires journalière d'une « librairie par terre ». C'est évidemment très fluctuant. Mais, en moyenne, il s'agit de la clientèle d'affaires journalière d'une « librairie par terre ». C'est évidemment très fluctuant. Mais, en moyenne, il s'agit de la clientèle d'affaires journalière d'une « librairie par terre ». »

## Lettre d'Auroville

## La sagesse pour 1 000 roupies par mois



C'est toujours qu'une car-casse métallique sur laquelle une vingtaine de volontaires coulent du ciment à la cadence indienne. Tirée par un traile, une théière monte lentement vers le sommet de l'ouvrage pour la pause de 15 heures. Le Matrimandir, qui devait symboliser « l'âme d'Auroville », illustre plutôt la fin d'un rêve. Comment croire, quatre ans après le début des travaux, que ce monument deviendra un jour « une sphère dorée émergeant du cratère de la Terre, avec des sautes de méditation pour l'école des forces du futur ? »

La maquette de l'ouvrage est, paraît-il, la réplique d'une « vision de la Mère ». La mère, c'est Mira Alfassa, fille de banquiers d'origine égyptienne, née avec la nationalité française. Elle rencontre en 1914 Sri Aurobindo, nationaliste indien qui s'était réfugié dans le complot français de Pondichéry pour échapper à la police britannique. L'homme était aussi un mystique, auteur, entre autres ouvrages, d'une Synthèse du yoga, d'un essai sur le Cycle humain et d'un poème épique de vingt-huit mille vers. A sa mort, en 1950, Mira lui succéda à la tête de l'ashram de Pondichéry, sorte de « monastère », mais aussi entreprise prospère qui possède des terres, des immeubles et beaucoup de commerces auxquels sont associés des capitalistes indiens, exemptés d'impôt de ces activités.

EN 1964, le Sri Aurobindo, qui administrait l'ashram et les entreprises annexes, eut l'idée de bâtir, à une dizaine de kilomètres au nord-ouest de Pondichéry, une ville internationale de cinquante mille habitants désignée « Auroville », une nouvelle humanité. L'UNESCO s'intéressa au projet. Le 28 février 1968, jour de la fondation officielle de la ville, de la terre provenant de cent vingt pays fut scellée dans une urne. La cité, de forme concentrique, devait couvrir une surface de 4 000 hectares. Des pavillons devaient être construits par de nombreux Etats. Huit ans plus tard, seul celui de l'Inde, au demeurant modeste, a été commencé.

Réparties en petites communautés au nom évocateur — Fraternité, Aspiration, Promesse, Félicité, —

quatre cents personnes résident en permanence dans la cité. Sur 322 Aurovillais recensés récemment, un peu plus de la moitié ont entre vingt et quarante ans et on comptait en tout 87 Indiens, 58 Américains, 47 Français, 41 Allemands, puis des Australiens, des Canadiens et des Italiens.

Quelques privilégiés ont leur villa : les autres vivent dans des « huttes avec eau courante ». Ces constructions dispersées ne suffisent pas à créer un paysage urbain. En attendant les « véhicules publics sans échappement gazeux » prévus par le charte de la ville, l'autobus desservant Pondichéry emprunte les mauvaises pistes qui conduisent aux principales communautés. Entre celles-ci, des paysans qui commencent à désespérer de voir monter les prix de leurs terres, vivent toujours dans des villages très pauvres. Les Aurovillais les emploient parfois comme domestiques ou comme manutentionnaires sur leurs chantiers. Il y a aussi une fabrique de « jouets intelligents », une boulangerie qui n'utilise que de la farine « non traitée » et un atelier de montage de machines à travailler le cuir, considéré comme l'entreprise-pilote de la ville. Malgré son nom — « Toujours mieux » — cet atelier ne paraît pas connaître une activité fébrile.

UN Français — Guy, puisqu'il on ne s'appelle que par son prénom — fait travailler quelques adolescents indiens dans une fabrique de bâtonnets d'encens « garantis sans substances toxiques ». Un autre Français, agrégé de mathématiques, vient de monter une pompe solaire. Il est très admiré par Roger, soldat Américain d'une trentaine d'années. Ancien journaliste qui a « découvert la vanité de son job », celui-ci a maintenant fondé un périodique pour les Aurovillais : Sri Aurobindo's Action. Une machine à écrire et une raquette de tennis sont posées à côté d'une bibliothèque bien garnie, dans la ville qu'il vient de se faire construire ici avec sa femme.

Pris individuellement, ces hommes ne sont pas antipathiques. On ne peut que les écouter avec intérêt, aussi longtemps qu'ils parlent de l'aspect technique de leur travail. Mais dès qu'ils commencent à évoquer l'exemple et l'enseignement de la Mère, dont le portrait est toujours placé en évidence sur leur table de chevet. Pourquoi, comment, être Aurovillais ? Une brochure, inspirée par les écrits de la Mère, nous l'explique :

« Auroville est pour ceux qui veulent une vie essentiellement divine, mais qui renoncent à toutes les religions... Nos agitateurs ont été croulés : elles rétorquent leur poussière... Nos patriotes nous écrasent, nos machines nous écrasent, C'est le temps d'autre chose, le temps du

Grand Sens. Le Grand Sens, le Vrai Sens, nous dit que l'homme n'est pas le fin. Ce n'est pas la triomphe de l'homme que nous voulons, pas l'amélioration du gnome intelligent. C'est un autre être sur la terre, une autre race parmi nous. Nous devons nous mettre au travail pour trouver le secret de la transition, le grand passage vers l'Etre nouveau, comme un jour nous avons trouvé le passage du singe à l'homme, et collaborer à notre propre évolution. »

Tous les Aurovillais prennent-ils cette littérature au sérieux ? Sans doute pas l'architecte parisien qui a dessiné les plans de certains ouvrages ni les dirigeants de la State Bank of India qui ont ouvert une succursale dans la ville. Mais tous ceux chez lesquels, en creusant un peu, on découvre une secrète ténacité, d'ordre sentimental ou professionnel, se raccrochant à un « enseignement » suffisamment vague pour prêter à toutes les interprétations. Et puis, dit un Pondichérien, « à Auroville, vous pouvez vivre assez confortablement, sans soucis et sans efforts, avec 1 000 roupies (500 francs) par mois. Le gouvernement indien accorde le permis de séjour les yeux fermés aux personnes recommandées par l'ashram. Pour le prix d'une voiture dans son pays d'origine, l'Aurovillais peut s'offrir cinq ans au grand air, à la recherche de la sagesse. »

HALANSTERE en béton, Auroville hérite entre Fourier et le Club Méditerranée. Les filles qui reviennent d'Aurobeach, la plage distante de quelques kilomètres, sur leur vélo à guidon haut, ne sont pas laides — enfin, pas toutes. Selon la volonté de la Mère, il n'y a pas de mariages à Auroville. Mais des enfants naissent, qu'aucun consulat n'enregistre. Ils jouent, en cinq ou six langues, dans l'« école sans contraintes » de la principale communauté.

En dehors d'un noyau de convaincus, qui affirment être installés ici jusqu'à leur mort, les Aurovillais ne sont finalement que des gens de passage. Parmi eux, il y a beaucoup d'étrangers qui « s'intéressent au projet », mais ne restent vivants à Pondichéry, où l'ashram possède de confortables résidences et où, à la longue, on s'ennuie moins.

En décembre dernier, un conflit a éclaté entre quelques Aurovillais et le Sri Aurobindo Society, société d'obédience essentiellement à des préoccupations mercantiles depuis la mort de la Mère, en novembre 1973. Une communauté forte d'une soixantaine de personnes a réclamé « plus d'autonomie » pour la ville. Mais d'autres communautés se plaignent de n'avoir pas été consultées pour cette prise de po-

tion. Les contestataires, s'ils veulent sauver Auroville, devront faire vite. Près du Matrimandir, l'amphithéâtre prévu pour les débats publics au voisinage de la cité future, est déjà érodé par la pluie et le vent comme un vestige du passé.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## Des classes de neige américaines en France

PARCE que le français était de moins en moins parlé aux Etats-Unis, M. André Girod, universitaire détaché dans le Middle-West par les services culturels de l'ambassade de France à Washington, eut une idée : faire envoyer dans notre pays des classes de fin d'études primaires et leurs instituteurs, pour participer à des classes de neige, avec des écoliers français.

L'esprit d'enfants de dix à douze ans est encore vierge d'impressions extérieures, nous dit-il : d'autant que la plupart des jeunes Américains de cet âge n'ont pratiquement pas quitté leur ville d'origine : avec leurs maisons particulières entourées de jardins, leurs parcs, leurs centres de sports, les cités du Middle-West, infiniment plus étendues et sereines que les nôtres, connaissent d'autant moins nos migrations vacancières que le pique-nique du week-end y est de règle et que la durée des congés annuels accordés aux adultes est faible. Il n'existe aucune colonie de vacances, aucune classe de neige municipale, aucune aide financière en dehors des activités proprement scolaires. Le voyage et le séjour seraient donc entièrement à la charge des parents. La majorité de ceux qui insisteraient leurs enfants appartiendrait, certes, à des milieux aisés, capables d'exercer une influence. Mais pour ceux qui n'auraient pas les moyens, le connaissant la réaction américaine : se démenner pour obtenir des amis ou des commerçants du voisinage le vaticane nécessaire.

Conscient de ces atouts virtuels, il fallut trois ans à M. André Girod pour convaincre à son tour parents, autorités municipales et scolaires. Mais, l'an dernier, en accord avec Versailles — choix astucieux — deux classes de Sedar-Rapid (Iowa) traversèrent l'Atlantique. Cette année, elles sont dix. Combien seront-elles l'an prochain, car une émulation se dessine entre les villes du Middle-West, en attendant les autres ?

Du côté américain, Springfield (Illinois), Cleveland (Ohio) (dont le maire, M. Park, est allé défendre Concord à Washington...), ont suivi les traces de Sedar-Rapid dans des classes de neige de Versailles et de Sèvres, à Villeneuve-la-Saïe, près de Serre-Chavaler, de Naullieu-sur-Seine, de La Chapelle-d'Abondance, de Saint-Germain-en-Laye, à Fistic, près de Saint-Véran. Le séjour fut précédé d'une préparation de six mois, avec échange de textes et de documents : il se prolongera naturellement de la même façon, en même temps que se manifesteront des liens d'amitié individuels.

Les classes américaines et les classes françaises ont suivi parallèlement leurs programmes respectifs, à l'exception d'une demi-heure consacrée journalièrement à perfectionner les notions de français ou d'anglais données depuis le début de l'année scolaire. Mais, à table, dans les dortoirs, aux veillées, le brasseage était systématiquement opéré.

A l'issue du séjour, après un voyage intentionnellement effectué de jour, en autocar, pour que la diversité de nos paysages puisse apparaître aux jeunes voyageurs, chaque Français emmena un petit camarade américain passer quarante-huit heures dans sa famille.

On parle plus volontiers de coups d'éclat, par définition sans lendemain. Une telle action, en profondeur, se perpétuant et s'élargissant d'année en année, ne veut-elle pas d'être, elle aussi, mise en lumière, sinon en vedette ?

PIERRE COULOMB

## Les souks marocains

DANS la pâle lumière de l'aube, des groupes d'hommes et de femmes descendent des montagnes. Peu à peu ces silhouettes blanches se regroupent et de longues files se forment sur les pistes, puis sur les routes. Tandis que le soleil monte dans le ciel et se fait plus chaud, des cohortes compactes de piétons, de cavaliers juchés sur des mulets ou sautillant sur des ânes, apparaissent aux quatre coins de l'horizon et convergent en un flot serré. Des autocars bondés de passagers, des camions chargés à ras bord se fraient un passage à grands coups de klaxon. Tous, véhicules, bêtes et gens se dirigent vers un même point, là-bas dans la plaine, la vallée ou le bassin, vers cette ville fragile de toile blanche qui miroite et grossit d'heure en heure : le souk.

Au commencement de l'économie et des cités du Maroc était le souk, lieu privilégié de l'échange, pôle d'appui des campagnes et une réalité économique des plus importantes du pays. La migration périodique mobilise plus de trois millions de paysans dans les huit cent cinquante souks ou marchés ruraux qui se tiennent chaque semaine à travers le pays. Le déploiement de couleurs et de lumière, les voix qui fusent et montent avec la poussière brune, la rencontre d'hommes et d'intérêts, donnent à ces agglomérations éphémères, et pourtant fixes, une vitalité que certains confondent avec un vestige folklorique entre le commerce et la fête.

Dans les pays du Maghreb où l'espace rural est de loin le plus

important, l'attraction des marchés a certes été plusieurs fois étudiée, mais rarement étudiée scientifiquement. Jean-François Troin, maître de conférences à l'université de Tours et ancien professeur de géographie à la faculté des lettres de Rabat, vient de publier la première étude d'ensemble sur les souks marocains (1). Cet ouvrage, de volumes est le résultat de onze années de travail, dont six sur le terrain. Il a parcouru 60 000 km et visité (surtout aussi) trois cent quatre-vingt-quatre souks dans la moitié nord du Maroc. « L'importance du phénomène, non étendue spatiale, la masse de gens et de produits drainés étaient, telles que nous avons dû limiter notre investigation à la moitié septentrionale du pays », écrit-il dans l'introduction. L'espace de recherche choisi intéresse 42,3 % de la population rurale marocaine et touche près de cinq millions de personnes. C'est pour éviter le survol général que J.-F. Troin s'est limité à cette région qui s'étend quand même sur plus de 110 000 km<sup>2</sup>.

Avec ce travail passionnant, clair et d'une grande rigueur, l'auteur démonte dans un premier temps le mécanisme complexe d'un souk marocain et fait apparaître ses structures, tant spatiales que temporelles. Il décrit ensuite l'organisation des échanges et analyse les structures commerciales en indiquant leur répartition dans l'espace du nord du Maroc. Les facteurs d'implantation et d'évolution des marchés sont minutieusement analysés, ainsi que les liaisons

entre souks, les courants, les pôles d'action, etc. Phénomène courant, les souks sont généralement agglomérations et de villes. C'est dans ce sens qu'une longue étude est consacrée à « la dynamique des souks ». Un nouveau type d'habitat se répand à la périphérie des villes. Compensant en conclusion les souks des différents pôles du tiers-monde, J.-F. Troin affirme que les souks marocains, qui sont « plus ruraux », mieux ancrés dans le monde des campagnes, indispensables à la clientèle campagnarde autant qu'au rayonnement des cités qu'ils appellent, bénéficient de la vitalité des structures rurales du pays, d'un certain « éclatement » régional.

Au moment où les supermarchés mécanisés et inhumains envahissent les villes, la lecture de cette étude remarquable qui touche, en plus de la géographie, aussi bien à l'histoire, à l'économie qu'à la sociologie, nous rappelle que les souks, dans leur folie et leur festivité commerciale, perpétuent le contact humain, l'échange de la parole et l'établissement de la réalité marocaine.

TAMAR BEN JELLOUN.

(1) Les Souks marocains, marchés ruraux et organisation de l'espace dans la moitié nord du Maroc : « Connaissance du monde méditerranéen », éd. Edisud (La Calade, 13100 Aix-en-Provence) : ouvrage publié avec le concours du ministère de l'éducation et du CNRS, 1 vol. 1, 508 pages ; vol. II (Atlas), 28 planches ; 105 notices explicatives, 195 F (T.T.C.).

سكنا من الامم



LE SUPER-8 AU FESTIVAL DE MONTE-CARLO

# Un regard « familial » sur la réalité française

PRÉSENTANT à la presse le Festival du film super-8, organisé par Antenne 2 à Monte-Carlo, dans le cadre du Festival International de télévision, Armand Jammot rappelle l'origine de cette manifestation et l'intérêt tout nouveau suscité par ce petit format. La « télévision du téléspectateur », comme on appelle le super-8 à Antenne 2, répond à la fois au désir de créer un plus large échange avec le public et à un besoin : après l'éclatement de l'O.R.T.F. et la naissance, entre autres, d'Antenne 2, on a pris la décision de faire fonctionner les chaînes une partie de l'après-midi. Il a fallu trouver le plus rapidement possible des programmes nouveaux avec un budget relativement limité. C'est ainsi qu'on a eu recours au super-8, dont une heure allée être diffusée chaque mois. Les auteurs des films retenus seraient dédommés en pellicule ou par le paiement d'un droit, modique : 700 F environ.

Ce concours, lancé en septembre 1975, a abouti à l'envoi au comité de présélection de trois cent vingt-huit films français ou francophones (neuf belges, six suisses). Cinq catégories étaient définies (fiction, reportage, documentaire, animation, essai et recherche) qui parfois se chevauchaient. Une vingtaine de films ont été retenus dans chaque catégorie pour participer à la compétition finale : cinq prix ont été attribués, plus deux grands prix, celui d'Antenne 2 et celui du comité d'organisation du Festival. Les films primés passeront à l'antenne dans le cadre de la « télévision du téléspectateur », chaque mardi, entre 18 heures et 18 h 30.

## Cinéma chez soi

Le plus surprenant pour les journalistes présents à Monte-Carlo qui ont eu la possibilité de voir ces films super-8, un peu nœuds dans le contexte du Festival de télévision, réside à la fois dans leur bonne qualité moyenne et, plus encore, dans l'état d'esprit qu'ils révèlent. Là où on s'attendait à retrouver des manières de la mini-pellicule qui perpétuent les mythes de la cinéphilie traditionnelle, on découvre des Français moyens, souvent jeunes, qui éprouvent naturellement le besoin d'exprimer par le cinéma comme M. Jourdain faisait de la prose : au gré de la vie quotidienne.

Le plus joli film présenté, et primé (catégorie documentaire), avait un peu valeur d'exemple : *Ma tante l'escargotière*, de Jean-François Gonzales, jeune professeur de français dans un C.E.S. près de Toulouse. Cette bonne dame, qui approche de ses soixante-dix ans, part régulièrement à travers sentiers et prairies à la cueillette des escargots qu'elle vendra en ville. Selon l'auteur, le film a pour but de consigner sur pellicule la présence d'un être aimé, tout en faisant revivre des souvenirs d'enfance. Les moyens de tournage ont été dérisoires, 600 F, le son laisse à désirer, et pourtant nous y rencontrons cette chose rare aujourd'hui sur nos écrans : une émotion authentique, un sentiment.

Pierre Straben, professeur d'arts plastiques au lycée d'Albi, a été primé dans la catégorie animation pour ses *Sauvages*, en couleur, travail de patience et d'amour : le tournage avait lieu le soir, étalé sur une période d'un an, au gré des envies — qui resuscitaient la fable des bons sauvages, noirs, face à une soldatesque barbare qui occupe leur île.

*Histoire de famille*, premier prix dans la catégorie fiction, a été

réalisé par un jeune avocat de Versailles, Alain Doumenjou. Il conte la fabuleuse histoire de quatre frères, les Burtons, qui, sous la conduite de leur sœur, s'installent dans un Oust américain recréé aux portes de Paris. Une vengeance sanglante s'ensuivra. Alain Doumenjou joue lui-même le héros vengeur en copiant assez remarquablement les tics et les manières de Clint Eastwood. Toute la famille a été mobilisée, la femme du réalisateur et ses quatre frères, parents, grand-parents. Un humour discret hausse le film au-delà du pastiche, lui donne un ton. Coût de l'aventure : 7 000 F.

Les grands prix sont revenus à deux films très soignés, aux limites d'une sorte de professionnalisme : *Fatima*, de Bernard Bloch et Josette Lessaque (prix d'Antenne 2), et *Ding, dingue*, dirigé de Jean Devos (prix du comité d'organisation).

*Fatima*, tourné en l'espace de trois jours consécutifs, au Portugal, décrit un lieu de pèlerinage mondialement connu et toujours aussi fréquenté depuis la révolution du 25 avril 1974. Bernard Bloch, peintre, graveur, actuellement au chômage, qui tenait la caméra, a su filmer en couleurs, des couleurs remarquables, l'essentiel de l'événement ; il a su « lire » la réalité sans pour autant forcer les significations : religion à Fatima, on s'en doute un peu, devient très concrètement synonyme de superstition.

*Ding, dingue*, montage rapide sur les absurdités de la vie moderne française, est dédié à Jean Yanne par l'auteur, cinquant-cinq ans, cinéaste amateur chevronné, décorateur-étalagiste de son métier, à Arras.

production commerciale régulière de films en super-8 commandités par des particuliers ou des institutions (et tournés selon des normes strictement professionnelles), la projection de *Fatima* sur le petit écran était inacceptable. Sur la suggestion de M. Locquin, Antenne 2 s'est pourtant équipée d'un appareil assez coûteux, le Télécinéma Philippe, d'un coût de 300 000 francs, qui permet le transfert des films super-8 en signal vidéo. Mais *Fatima*, filmé à 18 images par seconde, a dû passer à l'antenne à 16 images 2/3, produisant une harmonique de 50 périodes (chiffre qui correspond au nombre de périodes nécessaires pour un balayage de l'écran télévisuel). Il en résulte que le son original est déformé, « pleure » en raison de la modification de la vitesse de déroulement des images, le phénomène étant plus sensible avec le ralentissement de cette vitesse. La reproduction couleur ne semble pas non plus avoir rendu justice à la qualité exceptionnelle obtenue par le laboratoire qui a développé *Fatima*.

La « télévision du téléspectateur », en réponse aux réclamations des syndicats, affirme son caractère strictement amateur, et, comme l'expliquent ses responsables, ne saurait en aucune façon entrer en compétition avec le cinéma professionnel tourné par les salariés de la télévision française. Un réseau a néanmoins été créé à travers toute la France : quatre-vingt-cinq correspondants, chacun muni d'une carte délivrée par la télévision française, à qui on peut demander à l'occasion, comme le déclarait à Monte-Carlo Armand Jammot, d'évoquer un dimanche en famille ou de filmer l'éclosion d'une fleur, tâches qui échappent aux possibilités de la télévision professionnelle.

Inversement, André Couvart, le constructeur de caméras bien connu, négocie avec la Société française de production de Jean-Charles Edelstein et Transistur national de l'audio-visuel, la possibilité de fabriquer spécialement pour la télévision une caméra super-8 « sophistiquée », d'un coût assez élevé — on cite le chiffre de 50 000 francs — qui rejoindrait les normes professionnelles, et serait maniée par des professionnels.

Est-ce une raison suffisante pour qu'Antenne 2 ne permette pas aux téléspectateurs de voter dans des conditions techniques satisfaisantes ces films amateurs tournés en super-8, qui nous proposent un cinéma libéré de certaines contraintes commerciales ?

LOUIS MARCORELLES.

\* Tous les mardis, Antenne 2, 18 h.

## RADIO-TELEVISION

### Les écrans de l'étranger

## DÉVERGONDAGE ANGLO-SAXON

PUIDIBONDE jusqu'ici comparée à celle des pays scandinaves, la télévision anglo-saxonne se dévergonde. Ainsi, les Américains réservent-ils un triomphe inattendu à Mary Hartman, la nouvelle héroïne de ce que l'on appelle là-bas un « soap opera ». Poète bourgeoise très comme il faut, la malheureuse a épousé un gargon qui perd tout ses moyens dès qu'elle suggère un rapprochement et qui, pis, voit dans le moindre de ses gestes une tentative de séduction. Résultat : néant. Leurs voisins, des gens très bien eux aussi, ne sont pas mieux lotis : lui se montre plein de bonne volonté, mais il a vingt-cinq ans de plus que sa nymphette de femme et n'arrive pas à tenir le rythme. Exhibitionnisme, impotence, masturbation, règles douloureuses, les personnages ne se gênent pas pour parler de tout et du reste de la façon la plus franche et la plus naturelle qui soit.

Refusée par les trois grandes compagnies, le C.B.S., l'A.B.C. et la N.B.C. — elles avaient peur d'y toucher — cette série découpée en épisodes d'une heure a été ramassée par Norman Lear, le roi Midas du petit écran sur U.S.A. « All in the Family » en tête, à peu près tout ce qui figure depuis dix ans en haut du tableau des sondages établis chaque semaine par la Nielsen, véritable petit livre rouge de la profession. Grâce à lui, Mary Hartman fait, depuis le mois dernier, la joie de quatre-vingt-onze chaînes régionales. Célébre du jour au lendemain, l'actrice qui l'incarne (elle a divorcé d'avec Woody Allen en 1970), ne voit rien d'extraordinaire dans ce rôle, refait, dit-elle, de la vie la plus banale et la plus quotidienne.

Sans aller jusqu'à poser et résoudre, dans le cadre d'un feuilleton, les différents problèmes sexuels qui peuvent se poser au grand public, les Anglais, eux, en ont fait le sujet d'une courte émission hebdomadaire pas comme les autres, intitulée « Problèmes », justement, elle tente de cerner une à une les difficultés, les anomalies, rencontrées par la clientèle des conseillers en matière conjugale agréés par la Sécurité sociale. C'est avec la bénédiction des plus hautes autorités religieuses, et dans l'une des cases qui leur sont réservées, que l'I.T.V., la chaîne privée, s'est lancée, après consultation des fidèles, à la recherche de personnes souffrant ou des suites d'une hystérectomie, ou d'écoulement précoce, ou de frigilité, d'impuissance ou de stérilité, ou de non-consommation du mariage. Les frustrations causées par le mariage feront-elles aussi l'objet d'un exposé suivi d'un bref

débat d'un quart d'heure programmé à minute ? J'ai vu les deux premières de ces émissions. Dans l'une et l'autre cas (hystérectomie et éjaculation précoce) les couples concernés ont accepté de venir raconter leur expérience à visage découvert, en ne laissant que leur nom de famille — on les désigne par leur prénom, dans la moindre gêne et sans aucune ambiguïté. Récemment opérée, Doris — une quarantaine avancée — souffre des troubles propres à la ménopause et, au grand dam de Marc son mari — il a l'air très gentil, — n'éprouve plus aucun désir pour lui. Il fait preuve de patience et de compréhension, mais les mois passent et le ménage s'ajuste sérieusement de l'aila quand Doris, à bout de nerfs, lit dans un magazine un article consacré au traitement hormonal recommandé en pareil cas. Elle appelle le journal, note l'adresse de l'apothicaire et quand nous la rencontrons au bout de cinq semaines elle est arrivée au bout de ses peines. Tout est rentré dans l'ordre. Les commentaires exhaustifs et clairs de la chroniqueuse médicale à qui elle doit ce sauvetage et d'un gynécologue en renom, également invité au studio, visent à inciter les téléspectateurs intéressés à consulter, ou du moins à se renseigner.

La semaine suivante, c'est un jeune couple beaucoup plus modeste, beaucoup moins évolué qu'on nous a présenté. Leur confiance et leur sincérité ont fait merveille dans l'exposé d'un cas délicat dont la guérison implique, avant et durant l'acte sexuel, des attitudes et des gestes exposés dans le détail à l'antenne. Et par eux et par les spécialistes venus appuyer leur témoignage d'avis plus autorisés.

Ce que nous voulons, affirme la productrice de l'émission, c'est aider les gens, leur prouver qu'ils ne sont pas seuls. A en juger par le courrier, l'audience est considérable, et, si l'on songe à l'heure tardive, véritablement à l'effort de ce qui peut la sortir de l'isolement où la plongent des difficultés qu'on n'ose souvent à peine s'avouer à soi-même.

A côté de cela, le responsable des émissions d'histoire et d'archéologie à la B.B.C. nous confiant ses craintes à la perspective de montrer — il y est absolument décidé — à l'occasion d'une évocation des premiers Jeux olympiques, les athlètes grecs tels qu'ils étaient, dans le simple appareil d'une totale nudité. Il craint les pires ennuis. Si l'on peut déjà parler de certaines choses outre-Manche, il semble qu'on ne puisse pas encore les étaler à l'écran. Il n'y a que le premier pas qui coûte, il est vrai.

CLAUDE SARRAUTE.

### L'écho des postes

## VIGILANCE

A téléspectateur, cette petite île du logis, ne devrait jamais prendre de repos. Elle veille sur le respect des conventions et la propriété mentale des téléspectateurs. Plus vigilante que jamais en ce temps de marasme, de désordre et de violence, elle qui a supprimé le débat autour de l'étranger de Barrois, sous le motif : pas de publicité pour la violence, peu avant la mise en place, par le gouvernement, d'une instance spécialisée, avait pu trouver d'autres motifs pour interdire les films que nous proposons récemment la télévision.

Le Commandant des diables, de Richard Brooks : le soulèvement mal-mau du Kenya ne peut raviver les âneries souvenirs du F.L.N. en Algérie.

Cette terre qui est mienne, de Henry King : peu indiqué de décrire la vie de propriétaires vicieux de Californie alors que les vicieux français souffrent des importations étrangères.

Les 5 000 doigts du docteur T., de Roy Rowland : la fétie et le rive n'ont pas de place dans une soirée avancée qui ne jure que par l'efficacité et le rendement.

Yvette, de J.-P. Marchand : inutile de rappeler qu'un dimanche, de la France, une certaine France ne pense qu'à se plaindre.

Le Sommeil de José Giovanni : une sorte de comédie du Veron, donc à éliminer de la même façon.

La Forêt interdite, de Nicholas Ray : puisqu'elle est interdite, mieux vaut en rester là. De plus, des massacres d'oiseaux ne peuvent que donner de pénitentes idées à un peuple déjà volonchier.

En cas de malheur, de Claude Autant-Lara : trop facile, peu opportuniste de prouver que, depuis dix ans, aucune comédie française n'a jamais eu le charme, la beauté et la tendre pervasité de Brigitte Bardot.

Les Griffes du lion, de Richard Attenborough : tant qu'il n'y a pas de film consacré à de Gaulle, il serait injurieux de passer un film consacré à Churchill.

Le Dernier Châti, de Richard Brooks : deux films de Brooks en une seule semaine, c'est trop. Pas de publicité gratuite à la télévision.

Equipe sur un chemin apaisé, de José Langford, de Elio Petri : on devrait jeter ce film ordurier aux poubelles et jeter en prison le meneur en scène qui a eu l'idée absurde de faire vivre un policier assis.

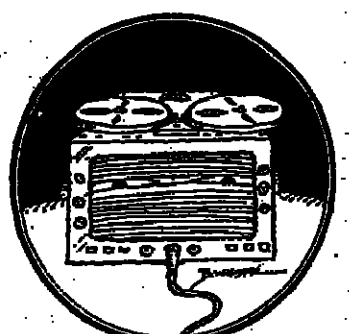
Les Hommes contre, de Francesco Rosi : un film farouchement antimilitariste, à détruire.

Donc, en fin de compte, une semaine sans cinéma. Il reste des heures et des heures de programmes spécialement conçus pour la télévision, donc soigneusement peaufinés, jactés, revus et corrigés pour tous les publics au sein d'une France propre, déléguée et à peine pensante.

JACQUES STERNBERG.

## Une grève administrative

## LES REVENDEURS DE L'OUEST CONTRE LA DUPLICATION DE TF 1



UN millier d'adhérents du Syndicat des professionnels de la radio, de l'électronique et de la télévision de l'Ouest (SPRETO), dont le siège est à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), refusent, depuis un mois, de transmettre au Service de la radiodiffusion les déclarations de ventes de téléviseurs et d'appareils radio. Cette décision s'accompagne du refus de recevoir les contrôleurs du Service de la radiodiffusion et les contrôleurs de la concurrence et des prix (de l'Ordonnance du 17 février).

Le SPRETO, qui déclare regrouper 70 % des revendeurs de treize départements de l'Ouest (1), entend ainsi protester contre l'absence de concertation entre l'administration et les professionnels sur l'organisation de la profession.

Jusqu'à présent, les revendications du SPRETO avaient porté principalement sur la création de C.A.P. spécialisés en radio-télévision et en électroménager, sur une redistribution du taux de la T.V.A. sur la liberté des prix et sur l'établissement d'un statut de la profession.

Aujourd'hui, le SPRETO proteste également contre le procédé de duplication retenu le 17 septembre 1975, en conseil interministériel, pour la coloration de la première chaîne de télévision. L'emploi de ce procédé, qui maintient la diffusion d'émissions de la première chaîne sur 819 lignes, est, selon ce syndicat, un véritable abus de confiance envers l'adhésion, puisque toutes les prises de vues sont effectuées en définition 625 lignes comme pour les deux autres chaînes. Elles sont ensuite converties sur 819 lignes, ce qui altère la qualité de l'image.

Le lignage unique en 625 lignes que réclame le SPRETO permettrait, selon lui, d'aligner la France sur les définitions uniques européennes et de respecter l'égalité des Français en diffusant immédiatement, comme c'est d'ailleurs possible depuis le 17 juin 1970 (2), le premier programme en couleurs à 99 % des téléspectateurs équipés en conséquence, alors que le procédé retenu ne le permettra pas avant 1985.

Selon le SPRETO, le lignage unique permettrait également d'augmenter consi-

dérablement la fiabilité des récepteurs. « Les statistiques prouvent, estime M. Emile Poligné, président du SPRETO, que 50 % des réparations sont dues à la double définition 625-819 lignes. Cette double définition nécessite de corriger à chaque changement de lignage — donc en passant de la première à la deuxième chaîne — à la fois la stabilité des images, la stabilité des images agissant sur la largeur de l'image, sur sa hauteur, sur sa lumière et sur les convergences. La simplification en un seul lignage abaisserait probablement, ajoute M. Poligné, le coût du produit de 500 à 1 000 F à la vente. »

Il reste que nombre d'appareils ne peuvent recevoir le programme de la première chaîne qu'en 819 lignes. Le lignage unique nécessiterait l'indemnisation de leurs propriétaires. C'est d'ailleurs l'argument principal retenu par le conseil interministériel du 17 septembre 1975 pour la conservation du double lignage. Le SPRETO estime que seuls les récepteurs construits depuis plus de quatorze ans sont dans ce cas, et, selon ce syndicat, le coût de l'opération a été considérablement exagéré, « les enquêtes de l'INSEE étant faites

par des personnes ne sachant pas de quoi elles parlent, posant des questions à des usagers ne comprenant pas de quoi on leur parle ».

Les professionnels de la vente et de la réparation sont, estime M. Poligné, « les plus aptes à connaître les besoins des consommateurs, dont l'intérêt rejoint, en définitive, celui des commerçants ». « Ce mouvement de grève administrative, entamé le 1<sup>er</sup> février, se poursuivra, estime M. Poligné, « tant qu'une véritable concertation sérieuse de débats publics ne sera pas concertée entre le gouvernement et les professionnels ». Le SPRETO entend associer tous les revendeurs de radios et de télévisions à son action en convoquant une assemblée générale du syndicat le 1<sup>er</sup> mars, à la salle de la Mutualité, à Paris.

ANDRÉ MEURY.

(1) Côtes-du-Nord, Finistère-Nord et Finistère-Sud, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Vendée, Indre-et-Loire, Cher, Vienne.

(2) Le SPRETO déclare avoir constaté, dès le 10 juin 1970, que l'O.R.T.F. procédait tous les mardis, de 8 heures à 10 heures, à des essais d'émission sur la première chaîne en couleurs dans de très bonnes conditions.



## NOUVEAU

à l'intention de nos hôtes : ENTRÉES GRATUITES à la Patinoire artificielle couverte et aux piscines couvertes

1.200 - 2.100 m.

Adressez ce coupon à l'Office du Tourisme, 1854 LEYSIN

☐ 1<sup>re</sup> classe ☐ standard ☐ touriste

du ..... / ..... lits ..... chambres

Nom et Prénom .....

Rue .....

N° postal et localité .....

## RADIO-TELEVISION

## CORRESPONDANCE

## Contre la suppression du « Masque et la Plume »

M. Roger Diamantis, directeur du cinéma d'art et d'essai du Saint-André-Art, nous écrit :

Je trouve inadmissible la suppression de l'émission télévisée *Masque et la Plume*, décision imposée, dit-on, par un groupe représentatif de la profession cinématographique. Moi, je n'ai pas été consulté, et je ne dois pas être seul dans ce cas.

Une telle décision est grave et partiellement arbitraire. Cette émission permet un débat permanent entre le public et la critique, contribue à une meilleure connaissance du cinéma, permet, entre autres, à des cinéastes décriés à tort ou à raison, comme Claude Lelouch, d'être défendus par certains critiques ou par des spécialistes.

Je ne vois pas ce que la profession cinématographique ait à craindre

d'une telle émission, qui sert à la fois le cinéma et la télévision.

Le seul reproche qui pourrait être fait, cette émission est peut-être un peu longue. C'est une émission qui devrait être plus longue, afin que le public présent, qui donne son avis sur les films, n'ait pas à le faire dans un climat de jeu télévisé du style : « Stop chronomètre, vous avez une minute pour répondre ».

Peut-être aussi son heure de passage, on est obligé d'abandonner le film sur la première chaîne, qui, quelquefois, est intéressante (ce arrive), pour regarder le *Masque et la Plume*.

Il serait souhaitable que tous les gens concernés qui aiment le cinéma, la télévision, les débats contradictoires et la tolérance négocient contre cette décision, comme l'ont fait certains journalistes de la presse écrite et écrite.

## La gaillardise d'Anne Gaillard

Les responsables de l'inter-comité du Marais nous écrivent à propos de l'inter-comité d'Anne Gaillard publié dans le Monde daté 1<sup>er</sup>-2 février.

Oh ! bien sûr, Mme Anne Gaillard a certainement raison, elle parle fort, elle parle d'une façon péremptoire, elle sait doser le chéri et l'aloïette. Cinq, dix minutes d'antenne pour M. le président de la chambre syndicale des propriétaires, qui aura pu expliquer aux foules attendries toutes les misères dont ils sont les victimes de la part des méchants locaux, et dix secondes pour le Père Buisson, qui voulait essayer de dire combien il lui avait été difficile d'obtenir ce fameux point France-Inter.

Cinq, dix minutes pour le représentant des promoteurs, c'est-à-dire pour le représentant des expulsés de la rue des Tournelles. Oh ! bien sûr, elle a été bien polie avec le petit vieux qui est venu tout tremblant lire au micro les revendications de pauvres expropriés, bien polie vraiment, et puis on est passé à autre chose.

Mme Anne Gaillard est une femme gaillarde, elle sait y faire. Elle le dit et nous avons pu largement nous en apercevoir : ce n'est pas son émission qui risque de gêner ou de remettre en cause quel que soit. Elle, ce qu'elle veut, c'est informer. C'est fou ce que l'on tient à informer ceux qui sont menacés

d'expulsion, de façon à probablement, pouvoir leur dire : de quoi vous plaignez-vous, c'est de votre faute, il fallait vous informer !

N'y aurait-il pas autre chose à attendre d'une personne qui affirme vouloir tout dire... Tout dire de ce qui ne risque pas de gêner ceux-là même qui ont confié la mission de faire prendre des vessies pour des lanternes, et la rudesse, voire la grossièreté de langage pour autant de vérités irréfutables.

Ce que réclament les comités de défense, regroupant tous ceux dont le logement est menacé, c'est de pouvoir dénoncer et à leur tour informer du scandale de la situation qui leur est faite afin d'alerter l'opinion. Car nul n'est à l'abri.

Combien de propriétaires de logements auront été expropriés, mal indemnisés, obligés de quitter des lieux pour l'acquisition desquels ils avaient fait tant de sacrifices. Combien de locaux se seront vu chassés, dans des conditions inhumaines, pour faire place à d'autres, qui auront eu sur eux l'avantage de la fortune ou du piston. Est-ce être communiste que de se défendre ? Que de dénoncer une situation intolérable. Que de réclamer des solutions effectives ?

Nous laissons à Mme Anne Gaillard sa bonne conscience et le brève de satisfaction qu'elle s'est décerné dans les propos recueillis par Matthilde La Bardonnelle. (..)

## Les films de la semaine

## ● KATIA, de Robert Siodmak. —

Dimanche 29 février, TF 1, 20 h. 30. Encore marquée par la mythologie de Sissi, Romy Schneider joue très gentiment la tendre Katia, « démon bleu du tsar », selon le roman de Lucille Deaneux (princesse Bibesco), qui fit rêver les jeunes filles.

## ● LA REINE AFRICAINE, de John Huston. —

Lundi 1<sup>er</sup> mars, TF 1, 20 h. 30. Comment Katharine Hepburn, extraordinaire fille anglaise en robe de tulle, force Humphrey Bogart, ivrogne invétéré et jamais rasé, à lancer son bateau démantibulé, l'*Africain-Queen*, sur les rapides d'une rivière africaine, pour courir sus à une canonnnière toulonnaise. L'ironie, le goût de l'aventure humaine et le sens de l'absurde de Huston, dans ce qui est aujourd'hui un de ses classiques.

## ● LE TEMPS DES LOUPS, de Sergio Gobbi. —

Lundi 1<sup>er</sup> mars, FR 3, 20 h. 30. Gobbi, spécialiste du ciné-roman de gare, s'efforce à donner le style américain façon *Donnie et Clyde* à cette histoire de malfaît qui se prend pour Dillinger.

## ● LA CHUTE D'UN CORPS, de Michel Polac. —

Mardi 2 mars, A 2, 21 h. 15. Portrait-robot d'un guru qui semble disposer d'un certain pouvoir, mais dont les intentions restent suspectes. Michel Polac ne prend pas parti. Il s'attache surtout au détraquement psychologique de son héros, une bourgeoisie qui a suffisamment de loisir pour se permettre de donner dans la mode du spiritualisme à l'orientale. Un film irritant et flou mais qui se prête à tant de discussions qu'il est vraiment bien placé pour le débat des « Dossiers de l'écran ».

## ● LES BARBOUZES, de Georges Lautner. —

Mardi 2 mars, FR 3, 20 h. 30. Une parodie des films façon « James Bond » qui date de la grande époque Audard-Lautner. Bernard Blier en espion suisse à mine de cafard et Francis Blanche en espion soviétique qui se serait fait la tête de Khrushchev sont particulièrement savoureux. Moins, peut-être, que les Chinois anonymes dissimulés dans les murs d'un château du Lichenstein (1). De toute façon, il y a de quoi rire.

## ● DOLLARS, de Richard Brooks. —

Mercredi 3 mars, FR 3, 20 h. 30. Manière d'anthologie du film noir américain des années 50, où passent des souvenirs de Dassin, de Kazan et de Huston, mais où hélas ! Richard Brooks a oublié d'être lui-même. Simple exercice de haute voltige technique.

## ● ALFREDO, ALFREDO, de Pietro Germi. —

Joué 4 mars, FR 3, 20 h. 30. Surprenante métamorphose de l'acteur américain Dustin Hoffman en

petit-bourgeois italien piégé par le mariage. Germi, auteur du célèbre *Divorce à l'italienne*, donne dans la critique acerbe, en s'inspirant des situations de la vie quotidienne. Un humour communicatif.

## ● L'HOMME-LIOPARD, de Jacques Tourneur. —

Vendredi 5 mars, A 2, 22 h. 35.

Excellente adaptation d'un « thriller » de William Irish : *Alibi noir*. L'enquête policière se colore de fantastique. Une atmosphère de mystère et d'angoisse à couper au couteau. Ce film fait partie des productions de Val Lewton pour la R.K.O., qui renouvèlent dans les années 40 le film de terreur par la suggestion des monstres criminels.

## ● RAPHAEL LE TATOUÉ, de Christian-Jacque. —

Dimanche 7 mars, TF 1, 17 h. 20.

Comment Fernandel s'invente un frère jumeau (sorte de M. Hyde) à cause d'une escapade dans un parc d'attractions, et comment, pris au sérieux, il est obligé d'être deux fois lui-même dans une course automobile truquée. Ce vaudeville, semé de gags grotesques, très cinématographique d'avant-guerre, — à pour auteur Jean Nohain (en collaboration avec Maurice Diamant-Berger).

## ● LA VIEILLE FILLE, de Jean-Pierre Blanc. —

Dimanche 7 mars, TF 1, 20 h. 30.

Amitié amoureuse, dans une station balnéaire façon Jacques Tati, entre Annie Girardot, vieille fille solitaire, et Philippe Noiret, bon gros célibataire bloqué par une panne de voiture. Justesse de ton dans les rapports du couple et caricature forcée dans la peinture du milieu. Un — premier — film un peu malhabile, mais sympathique et remarquablement interprété.

## ● LE RENARD DU DÉSERT, de Henry Hathaway. —

Lundi 8 mars, TF 1, 20 h. 30.

Tentative d'explication psychologique du comportement du maréchal Rommel, présenté comme un héros sans peur et sans reproche, et qui fut condamné au suicide pour avoir trahi pendant l'attente du 20 juillet 1944 contre Hitler. Ce film suscita jadis des polémiques qui retardèrent de douze ans son exploitation en France. Il provoquerait plutôt, aujourd'hui, l'indifférence par son schématisme.

## ● LE FRANCISCAIN DE BOURGES. —

Lundi 8 mars, FR 3, 20 h. 30.

Histoire vraie d'Alois (dit Alfred) Stanke, franciscain qui, sous l'uniforme allemand, fut le bon Samaritain de résistants torturés par la Gestapo, à la prison de Bourges, sous l'occupation. Aujourd'hui est monté au parapet pour lancer avec passion un message de paix et de fraternité. Il a vidé de toute « grâce » et de vérité profonde le personnage de Stanke.

## Écouter, voir

## ● DRAMATIQUE : LA TER-

RASSE DES BERNARDINI.

— Jeudi 4 mars, A 2, 20 h. 30.

De vieilles amies, très vieilles, se retrouvent parfois le soir sur la terrasse des Bernardini, pour dire d'anciennes peines et les petites riens de leur ordinaire. Le roman de Suzanne Prou, adapté par Jean-Louis Bory, reconstitue le passé de Laure Bernardini, lorsqu'elle était Laure Lambert, fille de boucher, et celui de Thérèse Reboul, quand elle était fille de maître. Entre ces deux femmes, existe un secret dont la rumeur publique s'est emparée, sans tout savoir ni tout transmettre.

## ● ENQUÊTE : LES CHEFS-

D'ŒUVRE VOUS QUES-

TIONNENT... « L'EMBAR-

QUEMENT POUR CY-

THÈRE ». — Jeudi 4 mars,

A 2, 21 h. 55.

René Berger, conservateur au musée des Beaux-Arts de Lausanne, produit une nouvelle série artistique sur la deuxième chaîne où il se propose de répondre aux questions que nous posent les chefs-d'œuvre : *L'Embarquement pour Cythère*, de Watteau, sujet de la première émission réalisée par Gérard Goulan, « pourrait à bon droit, selon le spécialiste suisse, nous demander ce que nous avons fait d'un mythe auquel ont consacré tant de générations. L'*Embarquement* est aujourd'hui l'affaire des publicitaires : les marchands de voyages pour les vacances envoient sur le sable des îles ceux qui ont assez d'argent pour s'offrir le soleil — ou assez de chance pour le gagner dans un jeu quelconque.

Un couple type de « Cythériens », un reportage dans un camp de rêve, des interviews, témoignage de cet univers où « les signes se substituent au réel », mais où le besoin de bonheur est demeuré intact.

## ● MAGAZINE VENDREDI :

« AILLEURS... COMMU-

NISME A L'ITALIENNE ».

— Vendredi 5 mars, FR 3,

20 h. 30.

Quand la vie politique italienne se heurte à l'instabilité gouvernementale et à la crise économique, le P.C.I. semble plus près que jamais du pouvoir. Un pouvoir qu'il exerce à l'échelle municipale, régionale, en se présentant comme le seul parti de l'ordre démocratique.

Christine Ochrent — qui a déjà réalisé *New-York ou la fin d'un rêve* pour « Vendredi » — montre l'Italie familière et l'autre différente : elle fait l'historique du parti, décrit les municipalités communistes et aussi Rome, capitale de l'Etat italien et de l'Eglise catholique ; elle rencontre Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., Giovanni Agnelli, président du groupe Fiat, Luciano Lama, secrétaire général de la principale centrale syndicale italienne, Gian Carlo Pajetta, du comité central du P.C.I., l'écrivain Alberto Moravia et le padre Sorge.

Pendant 3 000 ans, on avait cru que Troie était une ville imaginaire, celle d'Homère et de Virgile, jusqu'au jour où le fils d'un pasteur du Mecklenbourg, Heinrich Schliemann, à la fin du dix-neuvième siècle, éventa la colline et découvrit des maisons, des rues, des murailles enfouies et même un trésor. Le trésor n'était pas celui de Priam ; Schliemann n'avait pas découvert une ville mais neuf, superposées, construites au cours des trois derniers millénaires avant Jésus-Christ.

Henri de Turenne et Daniel Costelle, assistés de Juan Carmigniani, ont tourné sur les lieux, en Grèce et aussi en Turquie, à Troie, près du village d'Hisarlik. Un tragédien grec prête sa voix au texte d'Homère, à l'histoire du détroit des Dardanelles, passage entre deux mers, deux mondes, à la légende de la guerre de Troie, symbole d'une longue série d'expéditions pour la conquête de l'Asie mineure ; bien plus que le récit de l'enlèvement de la belle Hélène.

## ● MESSIEURS LES JURÉS :

L'AFFAIRE MARTINE

CLEURIE. — Samedi 6 mars,

A 2, 20 h. 30.

Martine Cleurie est-elle coupable d'avoir, le 13 mars 1975, volontairement donné la mort à Pierre Stoltz, l'ami d'enfance avec qui elle aurait voulu, voudrait encore, se marier ? A-t-elle agi avec préméditation ? Y a-t-il des circonstances atténuantes ? La cour, le jury, auront à répondre, à l'histoire du procès, avec ses débats clos, l'intérêt se porte ici sur l'his-

toire d'une femme criminelle par amour (ou par amour-propre) déçu, d'une femme qui se libère de sa solitude anxiante par l'action, le goût du pouvoir, le sentiment de possession. Jacques Krier est le réalisateur — attentif — de cette affaire d'amour d'une femme d'affaires, conçue par André Michel et écrite par Frédéric Pottecher.

● GRANDE REPRISE : UN OTAGE. — Samedi 6 mars, FR 3, 20 h. 30.

L'action se passe en 1950, à Dublin, chez « Monseigneur », un vieillard en kilt qui joue de la cornemuse. En 1930, « Monseigneur » était général dans l'I.R.A., l'organisation nationaliste. Son immeuble abrite quelques locaux désargentés, et aussi une maison de tolérance, dirigée par « Pat », ancien compagnon d'armes, plein de mépris pour l'I.R.A. nouvelle manière, à l'inverse de sa femme Meg, A Belfast, un jeune terroriste de l'organisation, auteur d'un attentat, est condamné à mort. Pour le sauver, ses camarades ont pris en otage un soldat anglais du même âge, Leslie. Gardé chez « Monseigneur », parmi les prostituées, les homosexuels et une vieille salubrité qui aime le whisky, Leslie tombe amoureux de la servante Teresa. Idylle.

Créée à Paris au Théâtre des Nations, en 1969, la pièce de Brendan Behan a été montée à l'Odéon en 1962. Marcel Cravenne, le réalisateur a repris, pour la télévision, cette comédie burlesque assez cruelle, en s'inspirant de la mise en scène de Georges Wilson. Arletty jouait Meg. Ici, Meg, c'est Simone Signoret.

## ● TRIBUNE LIBRE. —

Chaque

lundi, FR 3, 19 h. 40.

Des philosophes, des économistes, des écrivains, des hommes de sciences, tous intellectuels ayant marqué l'évolution de la pensée contemporaine depuis la dernière guerre mondiale, seront invités à la tribune libre de J.-P. Alessandri, qui inaugure une nouvelle formule à partir du 8 mars et l'appliquera une fois par semaine.

L'économiste Alfred Sauvy viendra parler des « idées mal reçues ». Le philosophe Henri Lefebvre lui succèdera sur le thème « Liberté, égalité, fraternité » ; le sociologue Jean-Marie Benoit évoquera « la douceur d'un village » et l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie traitera de « l'imagination au pouvoir ».

● LES GRANDES BATAILLES DU PASSÉ : LA PRISE DE TROIE. — Vendredi 5 mars, FR 3, 21 h. 25.

● MESSIEURS LES JURÉS : L'AFFAIRE MARTINE CLEURIE. — Samedi 6 mars, A 2, 20 h. 30.

Martine Cleurie est-elle coupable d'avoir, le 13 mars 1975, volontairement donné la mort à Pierre Stoltz, l'ami d'enfance avec qui elle aurait voulu, voudrait encore, se marier ? A-t-elle agi avec préméditation ? Y a-t-il des circonstances atténuantes ? La cour, le jury, auront à répondre, à l'histoire du procès, avec ses débats clos, l'intérêt se porte ici sur l'his-

toire d'une femme criminelle par amour (ou par amour-propre) déçu, d'une femme qui se libère de sa solitude anxiante par l'action, le goût du pouvoir, le sentiment de possession. Jacques Krier est le réalisateur — attentif — de cette affaire d'amour d'une femme d'affaires, conçue par André Michel et écrite par Frédéric Pottecher.

● GRANDE REPRISE : UN OTAGE. — Samedi 6 mars, FR 3, 20 h. 30.

L'action se passe en 1950, à Dublin, chez « Monseigneur », un vieillard en kilt qui joue de la cornemuse. En 1930, « Monseigneur » était général dans l'I.R.A., l'organisation nationaliste. Son immeuble abrite quelques locaux désargentés, et aussi une maison de tolérance, dirigée par « Pat », ancien compagnon d'armes, plein de mépris pour l'I.R.A. nouvelle manière, à l'inverse de sa femme Meg, A Belfast, un jeune terroriste de l'organisation, auteur d'un attentat, est condamné à mort. Pour le sauver, ses camarades ont pris en otage un soldat anglais du même âge, Leslie. Gardé chez « Monseigneur », parmi les prostituées, les homosexuels et une vieille salubrité qui aime le whisky, Leslie tombe amoureux de la servante Teresa. Idylle.

Créée à Paris au Théâtre des Nations, en 1969, la pièce de Brendan Behan a été montée à l'Odéon en 1962. Marcel Cravenne, le réalisateur a repris, pour la télévision, cette comédie burlesque assez cruelle, en s'inspirant de la mise en scène de Georges Wilson. Arletty jouait Meg. Ici, Meg, c'est Simone Signoret.

## ● TRIBUNE LIBRE. —

Chaque

lundi, FR 3, 19 h. 40.

Des philosophes, des économistes, des écrivains, des hommes de sciences, tous intellectuels ayant marqué l'évolution de la pensée contemporaine depuis la dernière guerre mondiale, seront invités à la tribune libre de J.-P. Alessandri, qui inaugure une nouvelle formule à partir du 8 mars et l'appliquera une fois par semaine.

L'économiste Alfred Sauvy viendra parler des « idées mal reçues ». Le philosophe Henri Lefebvre lui succèdera sur le thème « Liberté, égalité, fraternité » ; le sociologue Jean-Marie Benoit évoquera « la douceur d'un village » et l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie traitera de « l'imagination au pouvoir ».

● LES GRANDES BATAILLES DU PASSÉ : LA PRISE DE TROIE. — Vendredi 5 mars, FR 3, 21 h. 25.

● MESSIEURS LES JURÉS : L'AFFAIRE MARTINE CLEURIE. — Samedi 6 mars, A 2, 20 h. 30.

Martine Cleurie est-elle coupable d'avoir, le 13 mars 1975, volontairement donné la mort à Pierre Stoltz, l'ami d'enfance avec qui elle aurait voulu, voudrait encore, se marier ? A-t-elle agi avec préméditation ? Y a-t-il des circonstances atténuantes ? La cour, le jury, auront à répondre, à l'histoire du procès, avec ses débats clos, l'intérêt se porte ici sur l'his-

toire d'une femme criminelle par amour (ou par amour-propre) déçu, d'une femme qui se libère de sa solitude anxiante par l'action, le goût du pouvoir, le sentiment de possession. Jacques Krier est le réalisateur — attentif — de cette affaire d'amour d'une femme d'affaires, conçue par André Michel et écrite par Frédéric Pottecher.

● GRANDE REPRISE : UN OTAGE. — Samedi 6 mars, FR 3, 20 h. 30.

L'action se passe en 1950, à Dublin, chez « Monseigneur », un vieillard en kilt qui joue de la cornemuse. En 1930, « Monseigneur » était général dans l'I.R.A., l'organisation nationaliste. Son immeuble abrite quelques locaux désargentés, et aussi une maison de tolérance, dirigée par « Pat », ancien compagnon d'armes, plein de mépris pour l'I.R.A. nouvelle manière, à l'inverse de sa femme Meg, A Belfast, un jeune terroriste de l'organisation, auteur d'un attentat, est condamné à mort. Pour le sauver, ses camarades ont pris en otage un soldat anglais du même âge, Leslie. Gardé chez « Monseigneur », parmi les prostituées, les homosexuels et une vieille salubrité qui aime le whisky, Leslie tombe amoureux de la servante Teresa. Idylle.

Créée à Paris au Théâtre des Nations, en 1969, la pièce de Brendan Behan a été montée à l'Odéon en 1962. Marcel Cravenne, le réalisateur a repris, pour la télévision, cette comédie burlesque assez cruelle, en s'inspirant de la mise en scène de Georges Wilson. Arletty jouait Meg. Ici, Meg, c'est Simone Signoret.

## ● TRIBUNE LIBRE. —

Chaque

lundi, FR 3, 19 h. 40.

Des philosophes, des économistes, des écrivains, des hommes de sciences, tous intellectuels ayant marqué l'évolution de la pensée contemporaine depuis la dernière guerre mondiale, seront invités à la tribune libre de J.-P. Alessandri, qui inaugure une nouvelle formule à partir du 8 mars et l'appliquera une fois par semaine.

L'économiste Alfred Sauvy viendra parler des « idées mal reçues ». Le philosophe Henri Lefebvre lui succèdera sur le thème « Liberté, égalité, fraternité » ; le sociologue Jean-Marie Benoit évoquera « la douceur d'un village » et l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie traitera de « l'imagination au pouvoir ».

● LES GRANDES BATAILLES DU PASSÉ : LA PRISE DE TROIE. — Vendredi 5 mars, FR 3, 21 h. 25.

● MESSIEURS LES JURÉS : L'AFFAIRE MARTINE CLEURIE. — Samedi 6 mars, A 2, 20 h. 30.

Martine Cleurie est-elle coupable d'avoir, le 13 mars 1975, volontairement donné la mort à Pierre Stoltz, l'ami d'enfance avec qui elle aurait voulu, voudrait encore, se marier ? A-t-elle agi avec préméditation ? Y a-t-il des circonstances atténuantes ? La cour, le jury, auront à répondre, à l'histoire du procès, avec ses débats clos, l'intérêt se porte ici sur l'his-

toire d'une femme criminelle par amour (ou par amour-propre) déçu, d'une femme qui se libère de sa solitude anxiante par l'action, le goût du pouvoir, le sentiment de possession. Jacques Krier est le réalisateur — attentif — de cette affaire d'amour d'une femme d'affaires, conçue par André Michel et écrite par Frédéric Pottecher.

● GRANDE REPRISE : UN OTAGE. — Samedi 6 mars, FR 3, 20 h. 30.

L'action se passe en 1950, à Dublin, chez « Monseigneur », un vieillard en kilt qui joue de la cornemuse. En 1930, « Monseigneur » était général dans l'I.R.A., l'organisation nationaliste. Son immeuble abrite quelques locaux désargentés, et aussi une maison de tolérance, dirigée par « Pat », ancien compagnon d'armes, plein de mépris pour l'I.R.A. nouvelle manière, à l'inverse de sa femme Meg, A Belfast, un jeune terroriste de l'organisation, auteur d'un attentat, est condamné à mort. Pour le sauver, ses camarades ont pris en otage un soldat anglais du même âge, Leslie. Gardé chez « Monseigneur », parmi les prostituées, les homosexuels et une vieille salubrité qui aime le whisky, Leslie tombe amoureux de la servante Teresa. Idylle.

Créée à Paris au Théâtre des Nations, en 1969, la pièce de Brendan Behan a été montée à l'Odéon en 1962. Marcel Cravenne, le réalisateur a repris, pour la télévision, cette comédie burlesque assez cruelle, en s'inspirant de la mise en scène de Georges Wilson. Arletty jouait Meg. Ici, Meg, c'est Simone Signoret.

● TRIBUNE LIBRE. — Chaque

lundi, FR 3, 19 h. 40.

## 625 - 819 lignes

## INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Le journal d'Yves Monnois ; 20 h. Le journal de Roger Gicquel (le dimanche Jean-Claude Bourcier reçoit un invité à 19 h. 45) ; Vers 23 h. TF 1 décamer, par Julien Besançon. Pour les jeunes : « Les fautes » de Claude Pignard (le mercredi, 17 h. 30).

A 2 : 13 h. (les samedi et dimanche). Le jour-

nal de Jean Lanzi ; 14 h. 30, « Flashs » (sauf les samedi et dimanche) ; 18 h. 30 (sauf les samedi et dimanche), le journal d'Hélène Vida ; 20 h. Le journal de Guy Thomas (Jean Lanzi, les samedi et dimanche) ; 23 h. Le journal de Maurice Wertheim.

FR 3 : 18 h. 55 et 19 h. 55, Flashs (sauf le dimanche) ; vers 22 h., Journal.

## TÉLÉTHÈQUE DE CHAILLOT

MARDI 2 MARS : 14 h. L'architecte et son temps : Jean Prouvé, de J.-M. Leveau (1973) ; 16 h. 25. Du côté de chez M. M. (1) de J.-P. Marchand et J.-M. Maurice (1973) ; 18 h. Le Nœud de Bazzaure, de R. Lucot (1968) ; 19 h. 25. La Bella Putina : le marché aux poissons, de C. Massot (1974) ; 21 h. 15. A 20 ans : Jeanne, de G. Crozes et J. Rabaut (1964).

MERCREDI 3 : 13 h. Du côté de chez M. M. (1) ; 15 h. 35. Du côté de chez M. M. (2) de C. Massot (1974) ; 16 h. 25. Le Nœud de Bazzaure, de R. Lucot (1968) ; 18 h. 50. Les premiers pas sur la Lune : Apollo 11, de M. Arnaud, J. Chapelet et J. Sallabert (1968) ; 19 h. 50. Les neiges de Grenoble, de J. Briaud (1968).

JEUDI 4 : 14 h. Du côté de chez M. M. (1) ; 14 h. 35. Jude l'obscur, de B. d'Abriégon (1973) ; 15 h. 30. La communauté religieuse, de D. Berkani (1973) ; 16 h. 35. Winston Churchill 1874, de P.-R. Duval (1974).

VENDREDI 5 : 14 h. Du côté de chez M. M. (1) ; 14 h. 35. Le prince de B. Rothstein (1973) ; 15 h. 30. La balade de pêche, avec M. Truland (1973) ; 16 h. 25. Lettre de Sète (1), de J.-C. Bringer (1960) ; 17 h. 30. A propos d'« Exodus », débat.

SAMEDI 6 : 14 h. Du côté de chez M. M. (1) ; 14 h. 35. Histoire de la Révolution, de N. Lénestien (1973) ; 15 h. 35. Lettre de Sète (II) ; 16 h. 30. La terre et la vertu (I), de S. Lorenzi (1964).

## Petites ondes - Grandes ondes

## Informations

FRANCE-INTER : A chaque heure juste et à 12 h. 30 et 18 h. 30. Bulletin complet à 5 h. 30, 6 h. 30 (Soc. mar.), 6 h. 30, 7 h. 30, 8 h. 30 (Alain Redouren), 8 h. 30 (Claude Gaudin), 9 h. 13 h. (J.-P. Elkabach), 19 h. (Paul Amour), 20 h. (Roger Teiss), 22 h. (Paul Amour), 24 h.

## EUROPE 1 : Toutes les demie-heures jusqu'à 5 h. :

Bulletin complet à 5 h. :









REVUE DES REVUES par Yves Florenne

IDEES

Cahiers : Valéry, Du Bos. — L'autobiographie

INAUGURER aujourd'hui avec un peu de retard sur la célébration du centenaire auquel ils contribuent, les *Cahiers Paul Valéry*, qui doivent nécessairement beaucoup à M<sup>me</sup> Agathe Rouart-Valéry, viennent combler enfin une place trop longtemps laissée vide parmi tous les cahiers consacrés à des écrivains, ceux de la N.R.F. en particulier (1). On pourra toujours jouer à décider qui d'entre eux est plus ou moins « grand », c'est-à-dire qui nous mettons le plus haut. Une chose au moins est incontestable : de tous, Valéry est le plus moderne ; et peut-être est-il, d'une certaine façon, le seul moderne. Il a chance de le rester. « Une modernité de toujours » : c'est justement ce que salut en lui Jean Luvallant, à qui revient d'organiser la construction de « l'espace valéryen », que lui-même désigne comme l'objet de ces cahiers.

« Valéry ou le questionnement inachevable », objet lui-même de ce questionnement jamais achevé dont Jean Luvallant est le maître. Les principes abordés s'énoncent-ils en de voir citer en tête le théâtre ? C'est peut-être parce que le prochain cahier a pour thème *Mes théâtres*. Ce cahier seul est significatif. Le possesseur est évidemment allusif, mais le théâtre, au moins comme lieu, est présent chez Valéry plus qu'on ne croit souvent, et bien ailleurs que dans *Mon Faust*. Ce qui ne surprendra pas, en tout cas, c'est que le premier cahier soit — il ne pourrait pas ne pas l'être — l'esquisse d'un traité de la poésie et de la poésie de Valéry.

Plus que précurseur, Valéry l'est dans la mesure où il n'annonce pas tant aujourd'hui qu'il le conteste d'avance, le refuse (en partie) et, peut-être le dépasse. C'est, avec des précautions, la leçon qu'on tirerait de l'étude de l'œuvre de Valéry. Il y est montré que Valéry n'est pas, comme on le dit parfois par une sorte de surréalisme, le précurseur ou même le père du structuralisme : il dément celui-ci autant qu'il le précède. On, si l'on préfère : il est cela, et il est autre. En dépit ? Ou passant outre ? Sa poésie n'est pas celle du structuralisme. Et même, la poésie du structuralisme, pour lui, en serait-elle une ? On a peine, et s'empêche elle-même. Ce ne sont pas ces choses, encore moins ces refus, que nourrit l'œuvre de Valéry. S'il se garde « d'aller trop loin » avec ceux qui penseraient que l'actualité de Valéry est de surface et que la poésie structurale n'a plus rien à apprendre de lui, ce serait fort abusif de lui prêter la pensée qu'elle aurait tout à apprendre, si elle n'était justement si largement étrangère à une telle leçon.

Ce n'est pas sans références à Todorov — à Lyotard aussi, et, bien entendu, à G. Genette, — que Jeanine Jallat s'assure, et s'avance, dans une étude très révélatrice sur les figures de rhétorique selon Valéry et dans Valéry. Ce qui n'est pas la même chose et laisse l'écart entre la doctrine et la pratique. Par là, la modernité de Valéry nous comblerait, s'il y a, comme se le demande Jeanine Jallat, « deux rhétoriques valéryennes, tournées vers les deux côtés de notre modernité ».

On sait gré au livre à la brillante et sérieuse critique de produire largement les textes, dont elle souligne la cohérence à quarante années de distance. C'est à l'origine de cette distance, et même encore en deçà, que nous ramènent les lettres inédites de Pierre Louys, datées de 1891 et 1892. Un mot saute aux yeux des premiers lecteurs de ce livre : le mot « système ». Et voilà déjà tout Valéry. Peu importe que le système ne soit encore à l'état de recherche de lui-même ; et que la poésie de cet apprenti d'homme soit plus ou moins fixée. C'est la volonté et le désir d'un projet important. *L'art littéraire étant considéré une explication du monde des mots*. « Tout nous touche dans ces lettres, jusqu'au style d'époque. Par exemple, pour exalter le style, justement, et le beau (catégories peu à notre mode) ». Que tout soit anéanti de haut et blâmé de style. Ou, symboliste et préraphaélite : « Celle-là qui n'existe pas, et qui a des yeux si pâles ».

Il est poignant, et instructif, de trouver chez ce moderne, et jusque dans l'assemblage stéréotypé des mots, les plus vieux plus de l'idée et de la littérature masculine. Pour défendre, dans un sonnet, le mot « infidèle » : « Il devrait faire songer, écrit-il, à l'essence trompeuse de la femme » (c'est nous qui soulignons). Il ne se propose pas moins de publier d'autres vers « sous un pseudonyme féminin ». Manifeste d'infidélité clandestine ? Pour ne pas trahir l'essence évidemment loyale de l'homme. Autre cloche : « Je suis depuis trois mois plongé dans l'abîme mystique... ». Cinq mois encore, et : « Je deviens athée ».

On terminera par ceci, qui n'est pas non plus sans quelque actualité : « Il faut absolument que vous nous débarrassiez de cela (c'est-à-dire, c'est le service militaire), j'ai fait et laisser le meilleur de moi, et c'est tout. N'allez pas vous

exposer à alourdir votre cerveau du poids d'un képi ». Il va à la ligne, et souligne avec une belle et très sérieuse conviction : « Ceci est d'intérêt public ».

Le numéro spécial (2) des *Cahiers Charles Du Bos* marque le vingtième anniversaire de la Fondation de la société des amis Jenny de Margerie y évoque le dialogue de « deux grands Européens », l'autre n'étant pas Gide mais Rilke. Le centenaire de celui-ci donne toute son opportunité aux vues souvent accordées des deux écrivains sur la création poétique et sur la critique. Or le texte met en évidence ces vues et ses accords est de Michèle Lelou, qui a consacré à Du Bos son étude et sa vie. Ce cahier qu'elle avait préparé, dont elle avait corrigé des erreurs, est un véritable ouvrage. Il contient l'annonce de sa mort et les paroles prononcées par le Père Tillet. Ce n'est pas par hasard que les deux contributions de Michèle Lelou au cahier se terminent par des allusions à la douleur, au de la souffrance physique, de Du Bos ; et qu'elle y a même écrit le mot « cancer ». Reste son livre, à peu près achevé, qui sera bientôt publié par les soins fidèles de Jean Mouton.

L'autobiographie est à la mode. Apparemment, ce serait presque une anti-mode. Car si on l'a laissée de côté, c'est qu'elle semblait porter en elle, avec elle, cet existant encombrant : celui qui a écrit. Alors que rien n'a d'existence que ce qui est écrit. C'était un peu manquer de confiance en soi : comme tout autre écrit, l'autobiographie peut être un objet pur. Et voilà cet objet, son histoire, son fonctionnement, qui excite l'intérêt, l'étude et la méthode. On vient de le voir avec le *Pacte autobiographique* de M. Philippe Lejeune (3), livre qui marque une étape (d'aucuns y voient un retour) dans la pensée de l'auteur de *L'autobiographie en France*. Il traite de l'autobiographie comme genre (et du concept même de genre) et de ses rapports avec l'histoire littéraire, dans le numéro spécial de la *Revue d'histoire littéraire de la France* (4) qui publie les communications et discussions du colloque sur l'autobiographie.

Discussions nullement académiques, au point que Paul Bénichou, président

d'une des séances et témoin à demi affligé, les qualifie de « controverses véhémentes ». Il a tenté de les pacifier, tout en les éclairant : l'antagonisme porte sur le point de savoir si nos études sont susceptibles d'une rigueur scientifique analogue à celle qui régit dans d'autres sciences. Mais l'expression « d'autres sciences » est déjà une pétition de principe. Le débat est plutôt entre science et hors-science. Ce qui n'est peut-être, en somme, que considérer à son point le plus élevé la glorieuse incertitude des sciences dites humaines.

On ne s'attend d'ailleurs pas sur la nature de l'objet lui-même. Ainsi, les « modernes », avec M. Lejeune, font de son histoire une histoire presque contemporaine, le reste étant préhistorique. Pour les « anciens », cette préhistoire est l'histoire même. Abélard, dans ses malheurs, est le père de Rousseau (qui ne voit d'ailleurs qu'Héloïse est sa mère ?) et l'autobiographie est vieille comme la littérature, ou davantage.

Le débat est peut-être surtout dans cela à quoi on faisait allusion en commençant : la présence ou l'évacuation de l'autobiographie, bref de l'homme. C'est ce qu'exprime un peu plus brutalement le plus « véhément » des douze, et le plus maltraité, M. Georges Gusdorf : comment expliquer, au temps de la « mort de l'homme », cet intérêt soudain pour une sorte d'écrit au centre duquel trône le « Je » individuel et non collectif ? Goût morbide et masochiste de ce « pourrissement » de l'homme-cadavre ? Ou, au contraire, manifestation de l'instinct de conservation ? On lui a répondu, avec les meilleures raisons que sa question est hors de la question. Et que, chez lui, le reste est caricature.

Il faut se réjouir, en tout cas, que dans cette universelle mort divine et humaine, quelque chose et quelqu'un n'aient jamais montré tant de vitalité : sur le créateur mort, le critique pullule. Ou plutôt : sur son texte. Beau triomphe sur la mort de tout.

(1) Gallimard, boulevard Victor-Hugo, Neuilly-sur-Seine.  
(2) Voir l'article de Béatrice Didier dans « le Monde des livres » du 22 janvier.  
(3) Armand Colin.

SOMMAIRES

Un excellent numéro des *Etudes poétiques* (Kailashé, éd.) qui apporte deux fois du nouveau sur Gollum : par des éclairages critiques et biographiques ; et par des textes inédits : la correspondance avec Jules Monnerot ; et présentée aussi par Gollum, une nouvelle *Aventure de jeunesse*, piécasse et sentimentale, où l'auteur met en scène un Jacques Callos adolescent, emporté par amour dans la troupe des « Bohémiens en voyage ».

Premier numéro des *Etudes mauritiennes* (3, av. de Lyon, Chambéry). J.-L. Darrel y publie, présente et éclaire le catalogue — évidemment instructif de la bibliothèque de Joseph Maistre.

Dans les *Etudes rennaises* (n° 34, 16, rue Chaptal), « Renan et les Goncourt » par P. Claret.

Dans le bulletin de la *Société Chateaubriand* (87, rue Chateaubriand, Chateaubriand-Malabry), P. Ribertie produit des documents qui tout en montrant la prudence ironique de Chateaubriand à l'égard de Louis XVII-Napoléon, « Les rois ne nous regardent pas, et il me semble que nous en avons un de trop », écrit-il en 1833 — donnent à penser qu'il savait que le dauphin n'était pas mort au Temple.

LA VIE DU LANGAGE

L'ennemi héréditaire

L'ACTUALITÉ de notre domaine, c'est encore la loi du 31 décembre. De la loi sur la défense du français, qu'elle était à l'origine, elle s'est sagement réduite à une « loi sur l'emploi » (du français), et les préoccupations culturelles (ou rivailleries) y ont cédé le pas à la protection du consommateur. C'est encore cependant un appareil bien lourd et bien redoutable pour un résultat très aléatoire et il est permis de se demander si une circulaire des douanes interdisant l'entrée en France de marchandises non accompagnées d'une documentation technique en français, n'aurait pas fait tout aussi bien l'affaire, à moins de frais et de tapage.

Pour montrer la nécessité de la loi, les télévisions et les radios ont mené enquête dans la rue. Le résultat en était connu d'avance : si les interrogés ignorent le sens des mots (nos anglicismes) que leur soumet à brûle-pourpoint le reporter, c'est une catastrophe nationale, il faut réagir. S'ils le connaissent, autre catastrophe : le mal est profond, nous sommes envahis, il faut réagir plus encore. Mais pourquoi telle charmante vieille dame questionnée à l'improvise devrait-elle savoir ce que sont le *leasing*, le *franchising*, ou un forage *off-shore* ? Elle en savait beaucoup du reste (cas de figure n° 2 : c'est un désastre !), alors que l'ignore ce que sont une *démarque*, une *moutarde* ou un *cut* en meuble.

Le procédé est pittoresque, accablant. Faute de bonne loi, il ne (me) convainc guère. Si je demande de but en blanc à cinquante passants et passantes, rue Lepic, ce que sont une *amphythéâtre*, la *baque*, un *idéologue*, des *domaines homonexes* une zone *sub-périvore* ou un *épiphane*, j'ai toute chance d'obtenir un zéro pointé à mes interrogés ; au moins à quarante-neuf des cinquante. Et après ? Qu'aurai-je prouvé ?

Que le français ne soit plus ce qu'il était, c'est évident. Le monde n'est plus. L'acclimation de l'histoire n'est pas un vain mot en matière de langue. Nommer, nommer encore, et toujours davantage, c'est le lot de nos générations, emportées à vitesse croissante dans le maélstrom des techniques. Et après ? Est-il en notre pouvoir de vivre en 1976 en toutes choses, hormis les mots ? La surinformation est peut-être un des fléaux de nos sociétés occidentales, comme la surconsommation et la surproduction ; mais elle s'exerce dans toutes les langues et tous les sabbats, et je préfère encore un texte clair, sec, et

bien construit au prix de quelques « xénismes » (disons « anglicismes » pour être franc), à ces bouillies franco-françaises dont nous sommes chaque jour gâtés par les pouvoirs.

En voici un bel exemple, tout frais et tout de circonstance. Il s'agit du bulletin n° 267 de la délégation générale à l'information (Actualités-Services), consacré précédemment à la loi qui nous occupe. Citation : « L'apport du législateur consiste à conforter l'usage du français dans certains domaines où des influences étrangères abouissent à la supplantation (ou) à l'altération du français ». Cette « supplantation » laisse rêveur. Nos délégués (par qui ?) à l'information ignorent-ils à ce point l'usage du verbe, qu'il leur faille le remplacer par des mots vagues ? Autre extrait, même bulletin : « Il faudrait un dictionnaire pour recapituler l'ensemble des mots en langues étrangères qui tendent à inonder la langue française ». Cet « ensemble des mots en langues étrangères » n'est pas mal non plus. Et ce qui tend à inonder « notre langue », c'est, braves gens, votre incapacité à pratiquer le français (dans votre cas) à la manier simplement.

Revenons rue Lepic. Une bonne part des « ours » très français que vous avez vu passer vient du dernier cahier de la *Cité des mots* (1), décembre 1975, n° 25. Un cahier réduit, puisqu'il donne *in fine* la liste des quatre-vingt-cinq mots, cinquante mots relevés, définis et à peu près normalisés qui figurent, en deux ans dans les vingt-cinq cahiers précédents. Lecture réconfortante, somme toute.

Le français tient bien sa place dans le développement du vocabulaire international (insistons sur le mot des sciences et des techniques : *homonexes*, *hydroprolites*, *idéologues*, *apophaneses*, etc.), sont à la fois « chez nous » (au moins du chez-nous savant) et « mondialistes ». Il est encore très capable de créations : la *baque*, mot savant, désigne cette pelouse grise, maigre, ramagée, qui revient (l'anglais le nomme *regrowth*, ce qui est moins spécifique) derrière un second incendie de forêt (en particulier, en Provence ou en Corse, hélas !), et qui est le dernier stade de survie de la végétation avant sa disparition définitive. Un *doppler-volant*, ou *dossier-camion*, vaut bien le « *way bill check-list* » anglais. Pour désigner l'appareil de téléphone dans lequel l'écou-

leur et le micro sont incorporés au socle (on commence à s'y voir), nous avons le « *noirde main-fibre* », et bientôt certainement un « *main-fibre* » tout court, avec ou sans S, il n'importe. C'est aussi bref, et plus parlant (c'est le cas de le dire) que le *speakerphone*. Relevé encore : *mousser un matériau*, lui donner une surface rêche ; et une *bouteille-bocal*, qui dit excellemment ce qu'elle a à dire.

D'autres trouvailles qui sont le fait, rappelés-les, des usagers de la langue, et non du Conseil International, simple greffier. L'étriquette supérieure, placée sur le goulot des bonnes bouteilles et qui porte souvent le millésime, est une *cravate*. L'anglais — upper label —, et l'allemand — Halsetikette —, ne sont ni plus précis ni plus bruts. Une machine à plier les cols de chemise est une *colletteuse* ; anglaise : *collar sewing machine*. Pour le « *dispatcher* », homme ou dispositif qui répartit un certain trafic, les postes emploient l'excellent : *sochemineur*. Etc., etc.

Une rédaction attendue (et nous retons dans le sujet) : celle du très classique ouvrage de M. Koesler : *les Faux Amis des vocabulaires anglais et américains* (2), épuisé depuis dix ans. Rédigé, très augmenté, très belle (riche) machine, ce qui n'était peut-être pas indispensable, et à pour inconvénient un prix un peu élevé. Avec ses 884 pages grand format, les *Faux Amis* apparaissent à la lecture comme un véritable manuel de lexicographie comparée anglo-française, aussi indispensable à l'angliciste que l'autre très classique *Stylistique comparée du français et de l'anglais*, dont une rédaction très augmentée est aujourd'hui disponible (3).

Prenez par exemple (dans les *Faux Amis*), l'anglais *record*. Le verbe (*to record*) est issu directement du latin (*recordari*, se souvenir) qui a longtemps vécu en français : *recordier*, se souvenir. Le nom (*le record*) va donc signifier, selon les situations et les contextes, tout ce qui était, soutient, fixe le souvenir. Le « *record* » sera à l'occasion, un procès-verbal d'audience ; un compte rendu parlementaire ; des notes de cours ; une copie conforme ; des archives ; une feuille de température ; un tracé d'un électrocardiogramme ; un récit de témoin ; le dossier d'un officier ou d'un fonctionnaire ; mais aussi (dans « *I know that*

*record* »), une rengaine, une chanson trop connue — je connais la chanson. Et, bien sûr, les deux « *records* » qui nous sont le plus familiers : celui des sports (c'est la mention écrite de la meilleure performance réalisée dans un domaine), et l'enregistrement sur disque, d'où le disque lui-même.

Peut-être cette différence sensible des moyens de « nomination » des choses dans les deux langues explique-t-elle à la fois le succès de l'anglais, synthétique, économique, et le mépris assez fort dans lequel le tiennent encore souvent les tenants du français « langue des élites ». Sur le même thème, une autre lecture profitable : le *Banque des mots*, n° 10 (4). Le compte rendu du colloque de mai 1975, organisé par le C.I.L.F. (5), sur les « relations entre l'anglais et le français » constitue en fait une analyse en profondeur de ces relations. Chacune des deux communautés de langues (en particulier en Grande-Bretagne et en France) se fait de la langue de l'autre, ont constaté les participants au colloque, une langue beaucoup plus complémentaire que conflictuelle. La « *cote* » du français en Grande-Bretagne est aussi positive, mais différemment, que celle de l'anglais en France. A nous de saisir le meilleur parti de cette situation.

Dans la même excellente livraison, d'Alain Rey : *terminologie et terminologie* devraient aujourd'hui se distinguer dans la théorie et la pratique, comme l'ont fait depuis quelques décennies la lexicologie et la lexicographie. De Georges Petit, une copieuse et solide étude sur « la langue des sports », préface d'un dictionnaire à paraître.

JACQUES CELLARD.

(1) Publication trimestrielle du Conseil International de la Langue Française, 105 ter, rue de Lille, Paris (75).  
(2) M. Koesler, *les Faux Amis des vocabulaires anglais et américains*, Librairie Vuibert, 120 F.  
(3) V. K. Daboul, *Stylistique comparée du français et de l'anglais*, Didier Érudition, Paris.  
(4) Semestriel. Publication du Conseil International de la Langue Française, PUF Éditions.  
(5) C'était le second colloque organisé par le C.I.L.F. sur le thème : « Le français, langue en contact ». Le premier (Grenoble, 1974) était consacré aux rapports entre l'arabe et le français. Le troisième (Paris, 23-26 mars 1976) sera consacré aux relations entre les langues africaines et le français. Renseignements au C.I.L.F., 105 ter, rue de Lille, Paris (75).

Psychologie en miettes

PARMI tous les reproches que l'on adresse aux psychanalystes, il en est un qui est particulièrement fondé : celui d'aflectionner dans leurs écrits un style ampigoulique, contourné, verbeux, inutilement précieux — bref, de se livrer, à vous en étourdissant, à toutes sortes d'acrobaties verbales... ce qui impressionne peut-être le pékin, mais attriste ceux qui pensent avec Nietzsche que « qui se sait profond tend vers la clarté, qui veut paraître profond à la foule tend vers l'obscurité ».

A côté de Nietzsche, citons encore Schopenhauer (« Rien n'est plus facile que d'écrire de façon que personne ne comprenne. Rien n'est plus difficile, par contre, qu'exprimer des pensées importantes qui doivent être comprises par chacun ») ou Karl Kraus (« Utiliser des mots inutiles est une impolitesse littéraire. On n'a le droit de gêner la marche du lecteur qu'avec des difficultés de pensée »).

C'était aussi, bien sûr, l'opinion des premiers psychanalystes, à commencer par Freud lui-même. Mais nous aimons, nous autres psychanalystes, écrit-il dans *Ma vie et la psychanalyse*, rester en contact avec la façon de penser populaire et prétendre rendre utilisable pour la science des notions populaires plutôt que de les rejeter. « Il est vrai que les psychanalystes avaient alors autre chose à faire qu'à se soucier de satisfaire l'attente des snobs ou de vouloir impressionner la monde universitaire ».

En outre, comme le remarque finement Janine Chasseguet-Smirgel (1), la vulgarisation de la psychanalyse, l'extension même du nombre des psychanalystes, sont sans doute à l'origine de cet hermétisme. Il peut être insupportable pour le narcissisme d'être confondu avec Mémé Grigolo. Il est tentant, alors, de se réjouir dans le gorgisme et de vouloir se différencier à tout prix de « collègues » stigmatisés du nom de « *maîtres nageurs* ».

La lecture de la littérature psychanalytique, pour éprouvants et nécessaires qu'elle soit souvent, ménage cependant parfois d'étonnantes rencontres. Ainsi, dans le dernier numéro de la *Revue française de psychanalyse* (2), un jeune psychanalyste, parmi les plus prometteurs, Alain de Mijolla, livre les résultats d'une enquête — psychanalytique, bien sûr, et de la meilleure veine — sur Rimbaud, cependant que Muriel Gardiner, qui fut à Vienne l'amie de l'homme aux loups, le célèbre patient de Freud, se gaussait dans une

petite pièce satirique (elle date de 1954 et elle est excellemment traduite par Marguerite Derida) des conceptions freudiennes ayant trait à la féminité ; l'humour et l'irrespect font ici merveille ; ça pétille comme dans une comédie américaine ; et puis, rien ne détonne mieux de la « santé mentale » (l'affreuse expression !) que la capacité de se moquer de soi, de ne pas se prendre au sérieux, c'est également roboratif à souhait.

Philippe Sollers : « La psychanalyse a attrapé la peste aux États-Unis : le marxisme, le choïra en U.R.S.S. Nous sommes ici (En Europe, n.d.l.r.) entre la peste et le choïra ».

ROLAND JACCARD.

(1) J. Chasseguet-Smirgel : *Freud et la surperception des disciplines*, in *Revue française de psychanalyse*, janvier-avril 1975, PUF.  
(2) *Revue française de psychanalyse*, mai-juin 1975, PUF.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75202 PARIS — TÉLÉPHONE 01  
C.C.P. 4287 - 23

**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
— — — — —

FRANCE : D.O.M. : T.O.M.  
ex-Communautés (sauf Algérie)  
50 F 160 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
144 F 273 F 402 F 530 F

ÉTRANGER  
par messagerie  
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
118 F 210 F 307 F 400 F

2 - TUNISIE  
125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne  
suivre sur demande

Les abonnés qui paient par  
chèque postal (trois virements)  
voudront bien joindre ce chèque à  
leur demande

Changements d'adresse  
d'adresse ou provisoires (deux  
semaines d'avance), nos abonnés  
sont invités à formuler leur  
demande une semaine au moins  
avant leur départ

Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance  
Veuillez avoir l'obligeance de  
réviser tous les noms propres  
en caractères d'imprimerie

## SOCIÉTÉ

Aux racines du sexisme

## LES ENFANTS SONT TOUJOURS CE QU'ILS ÉTAIENT...

LES enfants crient, s'agitent, courent en tous sens, font du bruit et des dégâts en attendant de vieillir. Mais, en attendant, n'ont-ils donc rien à dire qui mérite d'être écouté ? On leur a dit : apprenez des adultes et rien à leur apprendre ? Fille ou garçon, le beau livre de Madeleine Laik, militante du M.L.F., nous plonge d'une manière désordonnée et passionnée dans le discours profane — et parfois décevant — de l'enfance.

Pendant un an, l'auteur, qui fut psychologue, a interviewé devant un magnéphone une trentaine d'enfants de huit à quatorze ans. Deux questions toutes bêtes, mais si vastes : « Je voudrais que tu me racontes comment ça se passe pour toi d'être un enfant » et « Est-ce que tu es content (e) d'être un garçon (ou une fille) ? ». Parallèlement, avec l'aide d'un petit groupe d'amis, psychologues ou sociologues, une enquête par questionnaire écrit a touché cinq cents enfants. Ce « matériel » volumineux fournit la base, la préface, à un livre incassable, véritable autobiographie par procuration où la parole des enfants alimente la quête anxieuse de la militante féministe, se croise et s'entrecroise avec son propre discours.

Madeleine Laik n'a pas chausé les lunettes sécurisantes de l'objectivité scientifique pour observer, de loin, des enfants qui lui seraient étrangers. Son échantillon n'est pas plus « représentatif » qu'une bande d'enfants vivant dans un square. Mais pas moins. Sa méthode n'est ni rigoureuse ni prétentieuse : elle décrit ce qu'elle voit, ce qu'elle entend, ce qu'elle sent. Les citations sont choisies pour aussi bien le portrait des enquêtés que... de l'enquêtrice. Le livre n'en est que plus attachant, dénotant, pénible, glissant du « je » au « ils » comme un enfant change de jeu ou de lieu. Made-

leine Laik n'a pas fait une thèse, elle a défriché sa propre histoire, souvent avec humour. Enfant, Madeleine Laik était jurée de ne « jamais devenir une grande personne ». Devenue grande, elle a eu « envie de se retourner » et d'« aller voir là-bas quand j'étais petite ». Au milieu du livre, elle raconte un rêve : après des efforts d'alpiniste, elle est parvenue à « grimper » jusqu'au visage de sa mère. Elle est large, massive et froide comme la statue de la Liberté. Je finis par me hisser à la hauteur de sa bouche. Je lui parle. « Un peu tard pour parler enfant : il ne restait qu'à écouter ceux qui le sont encore. Madeleine Laik reconnaît qu'elle a voulu se mettre au monde avec des enfants ».

## Amère constatation

Cette démarche originale d'auto-analyse... par personne interposée n'est pas exclusive d'un goût morbide, chez une féministe radicale, victime du « sabotage de son sexe », pour la toilette aux racines du mal. Les enfants qu'interroge Madeleine Laik lui redonnent sa propre histoire, lui confirment que son combat intérieur fut, et est, douloureux : « Les filles, les femmes, sont les plus grandes ennemies de leur sexe, leur misogynie est encore plus implacable que celle des garçons ». Amère constatation pour une femme dont on peut supposer qu'elle espérait, au début de son enquête, que celle-ci lui montrerait une évolution des enfants par rapport à sa propre enfance. Non : tous les clichés sont là, les préjugés, les peurs, les inhibitions. « Les filles ont le mal d'être, les filles n'aiment pas les filles, les filles ne s'aiment pas elles-mêmes ». Sur cinq cents réponses au questionnaire, il s'est trouvé deux garçons pour dire qu'ils auraient aimé être une fille, alors que plus de la moitié des filles font état de leur regret de ne

pas être nées de l'autre sexe. « Quand ils décrivaient la femme ou l'homme qu'ils imaginaient être un jour, j'avais l'impression qu'ils me décrivaient l'existence de leurs arrière-grands-pères. Donc, il ne faut pas rêver : tout reste à faire pour que les vieilles structures mentales s'effritent. Une explication (trop simple ?) : « Comme les femmes, comme tout groupe opprimé, les enfants n'ont pas les moyens de prendre leur distance par rapport à l'idéologie qui fonde leur statut. » Un sexe annulé, immobilisé au bénéfice de l'autre : « La femme, dit un enfant, c'est d'être là, c'est de vivre sa vie tout en étant dépendante vis-à-vis de l'homme ». Un sexe qui fait partie du décor, des objets : « Être grand, dit un garçon, c'est avoir une femme et un petit pavillon ». Des femmes sans mouvement, sans parole, qui doivent se résoudre à « avoir des garçons, puisqu'elles n'en sont pas les ». Le livre de Madeleine Laik laisse un étrange goût amer, où l'espoir est bien mince. Retourner au pays de l'enfance pour constater que rien n'y a changé est peu exaltant. « Il va bientôt finir, mon livre, et c'est terrible », confie l'auteur. Il m'est arrivé de penser qu'à la fin de ce livre, grâce à tous ces enfants, moi aussi, avec les miens plus tard, je saurais ce qu'il faut faire ».

En dépit d'un ultime credo féministe appelant à la « réconciliation » des femmes entre elles — « c'est dans le même que nous accédons à la différence », au terme de son enquête, Madeleine Laik, un peu lassée qu'il faudrait « continuer le livre ». Mais que découvrirait-elle de plus que des petites filles misogynes et des petits garçons ouvertement sexistes ?

BRUNO FRAPPAT.

\* Fille ou garçon, par Madeleine Laik. Ed. Denoël-Gonthier. 320 pages, coll. « Femmes ».

## Portrait

## Pierre-Paul, mon légionnaire

MON légionnaire n'a plus vingt ans et sur sa tête la casquette de chauffeur de maître a remplacé le képi blanc depuis bien longtemps déjà. Qu'importe ! Pour tous ceux qui le connaissent, Pierre-Paul, c'est d'abord un ancien de la légion. Cent kilos qui le font respecter, un bon sourire qui le fait aimer, une histoire à l'ombre de l'histoire qui fait rêver.

Né en 1921 dans la banlieue d'Amiens, d'un père français, fonctionnaire à la direction des trains, et d'une Arménienne, Pierre-Paul n'a pas un an quand ses parents sont massacrés par les Turcs. Les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul recueillent l'orphelin et élèvent en secret sa « glorieuse », en bédard, doublement méprisée parce qu'Arménienne et parce que chrétienne.

En 1939, au moment de la déclaration de guerre, Pierre-Paul a dix-huit ans. Il voit les Turcs ? or, son service militaire approche. Il aime la France : il prend contact avec le représentant du général de Gaulle à Istanbul, entame une longue marche jusqu'à Antioche et, au risque d'être pendu, passe illégalement la frontière de Syrie.

La voici à la légion, le seul corps constitué français qui existe au Levant. Le petit Pak-Yurck, c'est-à-dire « Cœur d'or », devient Pierre-Paul Renard, légionnaire de la 7<sup>e</sup> compagnie, à la 13<sup>e</sup> demi-brigade de légion étrangère. « Le Roman de Renart », vieux souvenir scolaire, vient, à temps, souffler un nom d'emprunt au nouvel engagé.

L'élève des sœurs, à dix-neuf ans, troque l'orthographe des Enfants de Marie pour le fanion vert et rouge. « Le soir dans le vide, deux mondes qui s'opposent. Pour moi, il y avait la mère supérieure de mon couvent. Au-dessus, la France. Et au-dessous encore, Dieu. Je trouvais des hommes-robots à qui il semblait manquer une âme, des mercenaires prêts à mourir,

des durs qui, un jour, devant moi, ont exécuté un de leurs chefs qui avait failli. C'était difficile à avaler. » Le dimanche, Pierre-Paul sert la messe. Rappel des jours anciens : l'enfant de chœur en treillis se revêt dix ans plus tôt prêtant le serment de confirmation sur les genoux de Mgr Roncalli, nonce apostolique à Istanbul, le futur Jean XXIII.

## « J'ai tué mon prochain »

Un autre baptême l'attend : Pierre-Paul reçoit celui du feu à Bin-Hakem. « D'abord, je n'y ai pas cru. Je regardais cela comme une bagarre de gosses de quinze ans. A la première attaque italienne, j'étais au spectacle devant les chars qui envahissaient un peu comme ces joyeux pique-niqueurs du dimanche qui choisissent de préférence le bord de l'autoroute.

Le premier char a sauté, et j'ai vu que le grand jeu avait des limites. Mais c'est plus tard, à la sortie de Bin-Hakem, que j'ai vraiment compris que cette guerre était la mienne. Il faisait nuit. Je suis tombé dans une tranchée en face d'un homme qui dormait. L'Allemand a saisi son fusil mitrailleur. C'était lui ou moi, je lui ai enfoncé ma baïonnette dans le ventre. Ce type-là, c'est le premier que je sois sûr d'avoir tué.

Sur le coup, cela ne m'a pas touché ; je me suis relevé et me suis mis à courir. C'est en traversant le désert à la recherche de ma compagnie que je me suis dit : j'ai tué mon prochain. Et pourtant, il ne m'avait rien fait. Il avait vingt ans comme moi, l'autre du monde. » Etre, de ce premier voyage, pour Pierre-Paul, le légionnaire, c'était enfin pour lui d'une certaine idée de la France.

## Une certaine idée du « France »

El Alamein, Monte-Cassino ; enfin, à Cavalaire, les soldats fatigués mettent le pied sur le sol de France. Pierre-Paul est heureux : « Débarquer un 15 août, la fête de la Vierge ! J'étais persuadé que mon calvaire était achevé. Mon idée fixe, c'était de voir Paris. J'y suis entré sur une civière. A Belfort, une bombe explosive lui fait éclater l'avant-bras. La guerre est finie pour lui ; Pierre-Paul a perdu jusqu'au goût de sa botte. Il supplie qu'on l'ampute tant il souffre.

On l'aide à s'en sortir. La première promenade du convalescent est pour la rue du Bac où est sa famille, celle des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. Mais son bras atrophié lui interdit de reprendre son métier de menuisier : Pierre-Paul trouve du travail, il est standardiste, puis chauffeur.

Il s'est recréé une vie. A Megève, à Cannes ou à Paris, dans le sillage des grands de ce monde, au volant d'une Rolls ou d'une Bentley, il promène un regard amusé. Ebloui par ce beau monde ? « Allons donc ! Après la légion, on ne s'étonne plus de rien. »

Janvier 1962 : au voyage inaugural du « France », on a accepté quatre cents personnes. Il y a Mme de Gaulle, marraine du bateau, M. Baumgartner, un important porteur de personnalité... et Pierre-Paul, sans livrée ni casquette, qui, sur le pont des premières, joue au ping-pong avec M. Blaustein-Blanchet, un de ses anciens patrons : « Le jour où j'ai su que l'on allait commencer la construction du paquebot, je suis allé à la Compagnie transatlantique m'inscrire avant tout le monde. » Etre, de ce premier voyage, pour Pierre-Paul, le légionnaire, c'était enfin pour lui d'une certaine idée de la France.

GUILLEMETTE DE SAIRIGNÉ.

## Le viol de Plymouth AUJOURD'HUI

(Suite de la page 9.)

Verrons-nous maintenant se développer un sexisme inverse ? Je veux croire, je crois, que les femmes résisteront mieux que les hommes aux tentations de la puissance, mais assurément elles vont y être soumises. En Angleterre, des poursuites ont déjà été engagées contre des femmes soupçonnées d'avoir utilisé à des fins sexuelles leur supériorité hiérarchique sur de jeunes hommes. Ce retournement d'une situation bien connue ne pouvait être que rare aussi longtemps que les femmes n'accédèrent guère à des postes de commandement. Mais c'est justement ce qu'on désire changer.

Les cas de viol qu'on discute présentement en France concernent des rencontres de hasard et des voyous qui ne méritent pas l'indulgence. Il faut donc se résigner de voir les féministes se mobiliser contre eux, même si l'on peut s'attendre de voir ces nouveaux procureurs déplorer ainsi certaines conséquences de la permisivité régnante.

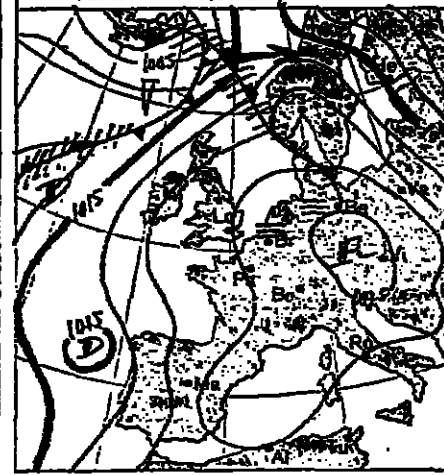
Dans d'autres cas, le sujet touche aux relations profondes de l'homme et de la femme, plus complexes que les sexistes de l'un ou l'autre bord ne veulent en convenir. L'existence de ce qu'on a appelé « la violence de mutuel accord » n'est pourtant guère contestable, et elle n'est pas seulement au « phallocratisme » qu'on dénonce. Le docteur G. Valensin, dans une récente étude sur la sexualité de groupe (3), note que certaines participantes retiennent leur plaisir de la peur d'un viol collectif : il arrive même qu'elles parviennent ainsi pour la première fois à la satisfaction. Un nouveau tabou, succédant à l'ancien, tend à dissimuler ce fait. Devenant lucides à l'égard des hommes, les femmes doivent l'être aussi, quand il le faut, vis-à-vis d'elles-mêmes. Elles paraissent aujourd'hui hésiter à envisager toutes les conséquences de l'égalité qu'elles réclament. Si elles vivent de plus en plus comme les hommes, elles perdront (4) leurs années de survie et deviendront plus fréquemment délinquantes. L'évolution qui paraît devoir provoquer ces conséquences comporte par ailleurs des aspects très favorables. Mais il faut l'envisager dans son ensemble.

ALFRED FABRE-LUCE.

(3) Neuf, p. 58.  
(4) Notamment, par l'abus du tabac et de l'alcool.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28-2-76 A 0 h GMT.



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige / Versées / Orages / Sens de la marche des fronts

Front chaud / Front froid / Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 28 février à 0 heure et le dimanche 29 février à 23 heures :

La zone de hautes pressions qui recouvre la majeure partie de l'Europe occidentale continuera à s'affaiblir lentement sur son axe nord-est, le centre principal se déplaçant vers la Méditerranée et l'Italie. Des nuages de brume et de brouillard se forment dans les régions du nord-est de la France, des courants perturbés, mais des masses d'air d'origine du sud-ouest maritime pénétrant sur les côtes de l'Océan par le Nord-Ouest.

Dimanche, les brouillards et les nuages bas les plus nombreux se situent le matin, en plaine et dans les vallées, sur les régions s'étendant de la Manche orientale et des Vosges au Centre-Est. Ils évoluent ensuite vers des éclaircies.

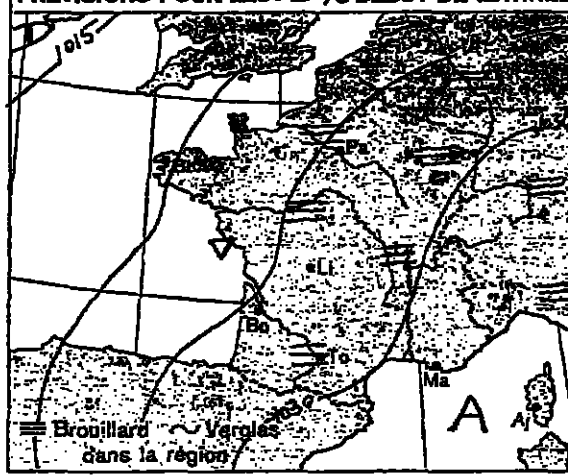
Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Général : Jacques Favet, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Imprimerie : du « Monde », 5, rue d'Alsace, PARIS-15.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

PRÉVISIONS POUR LE 29-2-76 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige / Versées / Orages / Sens de la marche des fronts

Front chaud / Front froid / Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 28 février à 0 heure et le dimanche 29 février à 23 heures :

La zone de hautes pressions qui recouvre la majeure partie de l'Europe occidentale continuera à s'affaiblir lentement sur son axe nord-est, le centre principal se déplaçant vers la Méditerranée et l'Italie. Des nuages de brume et de brouillard se forment dans les régions du nord-est de la France, des courants perturbés, mais des masses d'air d'origine du sud-ouest maritime pénétrant sur les côtes de l'Océan par le Nord-Ouest.

Dimanche, les brouillards et les nuages bas les plus nombreux se situent le matin, en plaine et dans les vallées, sur les régions s'étendant de la Manche orientale et des Vosges au Centre-Est. Ils évoluent ensuite vers des éclaircies.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

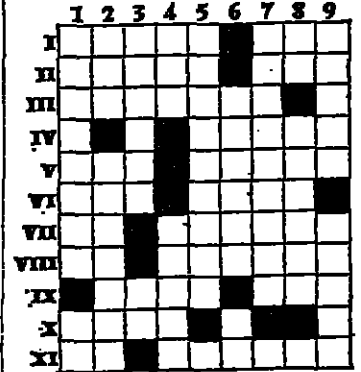
Général : Jacques Favet, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Imprimerie : du « Monde », 5, rue d'Alsace, PARIS-15.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1393



HORIZONTALEMENT

I. Ça nous va droit au cœur ; Eau courante. — II. Donne de la force ; Sort de l'eau. — III. Lieux généralement sombres. — IV. Loin d'être sot. — V. Jadis, c'était le terrain des affaires ; Dont on ne saurait se passer. — VI. Prorps qu'il avait l'imagination débordante ; Epithète et adjectif. — VII. Canton de France ; Vide. — VIII. Point répété. — IX. Ont aussi leurs chansons ; Permet de se repérer. — X. Variété de poire. — XI. Joint le cran au ressort ; Se juge au palais.

VERTICALEMENT

I. Chiromancie ; Pl. — II. Aaron ; Ruines. — III. N. ; Edit. — IV. Une ; Bâcles ; Cr. — V. Vert ; Couterait. — VI. Neveu ; In ; Et. — VII. Sera ; D'annonci. — VIII. Ri ; One ; Nulles. — IX. Fenne ; Cesse. — X. Viole ; The ; Ino. — XI. Viole ; Vals. — XII. Artésienne ; Is. — XIII. Urgel ; Isis ; Lise. — XIV. Sien ; De ; Notes. — XV. SSE ; Ase ; Musée.

Solution du problème n° 1392

Horizontalement

I. Chiromancie ; Pl. — II. Aaron ; Ruines. — III. N. ; Edit. — IV. Une ; Bâcles ; Cr. — V. Vert ; Couterait. — VI. Neveu ; In ; Et. — VII. Sera ; D'annonci. — VIII. Ri ; One ; Nulles. — IX. Fenne ; Cesse. — X. Viole ; The ; Ino. — XI. Viole ; Vals. — XII. Artésienne ; Is. — XIII. Urgel ; Isis ; Lise. — XIV. Sien ; De ; Notes. — XV. SSE ; Ase ; Musée.

Verticalement

I. Canova ; Revenus. — 2. Eglise ; Si ; Ris. — 3. Ir ; Erre ; Fours ; Rôt ; Tru ; Fane. — 4. On ; Vanné ; LL. — 5. Lacc ; En ; Vél ; Da. — 6. Au ; Coud ; Siles. — 7. Eln ; Anchois. — 8. Dénou ; Ede ; Is. — 9. Irlé ; ENS (Enns). — 10. Eut ; Rizer ; Nu. — 11. Canne ; Vélos. — 12. Neri ; Sésia ; Te. — 13. Pépité ; Enlise. — 14. Isis ; Broches. — 15. SSS ; Ase ; Musée.

GUY BROUTY.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 28 février 1976 :

UN DÉCRET

● Relatif à la déduction des dons aux œuvres d'intérêt général.

DES LISTES

● Des élèves des instituts régionaux d'administration aptes à être titularisés.

● D'admission au concours de secrétaire adjoint des affaires étrangères.

● D'admission à l'Ecole d'enseignement technique de l'armée de l'air.

مكتبة المجلد



## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### URBANISME

Une expérience à Pavie

## Le meilleur moyen d'arracher la ville aux spéculateurs est de la confier aux citoyens

De notre envoyé spécial

Pavie. — Si le prix de l'habitat devait être déterminé par une municipalité d'Italie, Pavie l'obtiendrait probablement. Cette petite ville, située à une quarantaine de kilomètres au sud de Milan, vit une double expérience : la réalisation d'un plan d'urbanisme très ambitieux et la mise en place de comités de quartiers élus par la population. Dans ces deux domaines, l'ancienne capitale des rois lombards (87 000 habitants) entend aller plus loin que Bologne qui passait jusqu'à présent pour le modèle du genre.

Une place inhabituelle s'est jouée au théâtre municipal de Pavie dans la nuit du 2 au 3 février dernier : sur la scène, le maire et les trente-neuf conseillers ; dans la salle, face à deux grandes cartes en couleur, plusieurs centaines de citoyens venus suivre les délibérations. La bataille allait faire rage pendant quinze heures d'affilée. Au petit matin, les acteurs épuisés votèrent enfin : par une voix de majorité, le plan régulateur de Pavie était adopté. « C'est de l'utopie », répétaient les opposants, d'un air désabusé, en quittant la salle.

M. Elio Veltri prendrait volontiers cela pour un compliment. « L'utopie, dit-il, est socialiste ». Il faut, en effet, une bonne dose d'optimisme pour devenir le premier citoyen d'une ville du nord aussi typée que Pavie quand on est natif de Calabre et âgé de trente-quatre ans. Cette élection, en 1973, avait valu à M. Veltri, médecin de profession, quelques ennemis avec la direction du parti socialiste ; pour lui, cependant, le droit de la loi n'est que la loi, la démocratie, c'est la loi, et conclut-il un accord avec le P.C. ? A trois années d'intervalle, plus personne ne songe à poser ce genre de question : les municipalités de gauche se sont multipliées

en Italie depuis les élections locales du 15 juin 1975. L'héritage se qualifie lui-même de précurseur. Le sera-t-il en matière d'urbanisme et de participation ? Son grand principe se résume ainsi : « Le meilleur moyen d'arracher une ville aux spéculateurs est de la confier aux citoyens ».

La ville aux cent tours, sur laquelle François I<sup>er</sup> s'était cassé les dents en 1525, ne mérite plus son nom. De ces hauts et splendides bâtiments, qui symbolisaient la puissance des seigneurs, il n'en reste plus que cinq, et, heureusement, aucune tour de béton n'est venue les remplacer. Malgré ses quartiers neutres, au bord du Tessin, Pavie reste une cité provinciale, avec des arbres, de paisibles ruelles et des tules rondes sur les toits. Elle aurait pourtant pu devenir, comme Monza, par exemple, l'une des villes-dortoirs de Milan. Deux facteurs l'en ont préservé : son université, qui compte deux mille étudiants, et la fabrique de machines à coudre Necchi, qui garantit quelque six mille emplois. Mais cette indépendance est menacée par des programmes de développement antérieurs, qui prévoient de multiplier par deux et demi la population en l'espace de dix ans. Le plan régulateur, que la « junte » de gauche vient de faire adopter, va exactement dans le sens opposé. Pavie ne devrait croître que de huit cents habitants au maximum chaque année.

### Protéger la campagne

« Fluctue que de grignoter la campagne », disait l'architecte M. Federico Oliva, architecte communiste, nous avons voulu partir de la cité telle qu'elle est. Comme la plupart des villes historiques italiennes, celle de Pavie compte plus de pièces construites que d'habitants. Il suffit de remonter en état les plus vieilles et d'opérer une meilleure distribution. De fait, dans les quatre quartiers centraux, où résident 70 % de la population, le plan régulateur ne prévoit qu'une centaine de logements nouveaux. En contrepartie, aux autres municipalités italiennes, Pavie a inclus dans son projet le territoire extra-urbain. La surface agricole, qui était lésée en blanc sur les cartes jusqu'à présent, se voit soumise à une législation très précise. Dans cette ceinture verte, on ne pourra plus faire pousser l'ampère quelle fleur, la collation avec la section de botanique de l'université, les architectes ont établi des règles pour chaque secteur.

Dans la ville même, le maire et son équipe ont pulvérisé toutes les normes en vigueur. La loi prévoit 18 mètres carrés de « services » par quartier (écoles, équipements collectifs, espaces verts et parcs de stationnement), alors que Pavie n'en comptait que 5,2 ces dernières années. Dans un premier plan — dit « des services de quartier » — adopté en 1974, M. Veltri et son équipe avaient fait passer cette moyenne à 26,5 mètres carrés. Le plan régulateur qui vient d'être adopté la portera à 33,7 mètres carrés. A cela il faudra ajouter des services de dimension urbaine (hôpitaux, parcs, universités) qui atteindront 24 mètres carrés par habitant. Les parcs publics, dont la surface ne couvrira pas moins de 800 hectares, ce qui est considérable pour une ville aussi modeste.

Une autre particularité du plan régulateur de Pavie est l'extension du contrôle public sur l'habitat et la construction. Dans le centre historique, où la moitié des locaux ne disposent pas encore de chauffage, les propriétaires seront obligés de réloger sur place les locataires ou les occupants, après leur avoir trouvé un logement provisoire pendant les travaux de restauration. A noter aussi, en marge du plan régulateur, mais toujours dans le même esprit, la conven-

tion passée avec l'université : tous les équipements du campus (terrains de sports, piscines, bibliothèques, etc.) seront mis à la disposition des habitants. En échange, la ville ouvrira l'ensemble des services aux étudiants.

Les deux plans — services publics et urbanisme — visent à promouvoir une sorte d'autogestion municipale. On a divisé la ville en huit quartiers. Chacun a élu un comité (de quinze à trente-cinq membres) auquel sont attendues des propositions dans tous les domaines : travaux publics, circulation et même permis de construire. Les comités de quartier possèdent un siège, un secrétaire, un budget — modeste mais qui doit leur permettre d'organiser des assemblées et des débats, d'informer les citoyens. C'est dans cet esprit que les habitants ont été consultés sur le plan régulateur.

« Le quartier, affirme le maire, ne peut être la seule forme de participation. Nous avons créé pour chaque service public un comité de gestion. » C'est vrai, par exemple, pour les écoles maternelles, qui ne comptent plus de directrices, mais un « collectif » et un « comité » comprenant les parents, les enseignants, les employés et les délégués des quartiers.

Cette participation a donné des résultats variables. Les citoyens de Pavie s'intéressent assez peu au budget. La politique scolaire et culturelle en revanche, retiennent leur attention. Il faut dire que la municipalité attache à ce domaine une importance particulière. L'an dernier, un quart des frais ordinaires et 42 % des investissements y ont été consacrés. Adopté par le conseil municipal, le plan régulateur doit être approuvé maintenant par la région.

ROBERT SOLÉ

### Bretagne

#### UN PÉTROLIER ÉCHOUÉ SUR LES RÉCIFS D'OUESSANT

### Qui a pillé l'« Olympic Bravery » ?

De notre correspondant

Brest. — Les éléments n'ont pas eu encore raison du pétrolier 113 611 de 270 000 tonnes, l'Olympic Bravery, échoué sur des récifs de l'île d'Ouessant, le 24 janvier 1976, après une panne de machine. Le navire tient bon contre les vagues. Malgré tout, son sauvetage devient de plus en plus problématique. Trois sociétés étrangères étudient toujours les possibilités de redressement. « Vient-on, cependant, le tirer réellement de ce mauvais pas, alors qu'une crise grave au sein de la flotte marchande et pétrolière contraint des dizaines d'armateurs à désarmer leurs plus gros bâtiments ? Bien des marins en doutent. Quel qu'il en soit, le navire n'est pas seul, puisqu'il n'a quasiment jamais navigué, l'Olympic Bravery est une proie bien tentante, même sur des rochers battus par les lames. Sa pertuisière située à l'est ne peut être évacuée que par des pilotes d'élite. Précisément, le capitaine du navire, venu récemment se rendre compte de l'état du bateau, a constaté que de nombreux vols avaient été commis à bord. Selon lui, 450 cartons de cigarettes, 250 paquets de tabac, 12 caisses de whisky et 60 caisses de bière ont disparu. Mais la cambuse n'est pas seule à avoir été mise à sac. Des horloges, des baromètres, huit tableaux ornent les chambres du commandant et de l'armateur, des batteries de couleur, etc., ont été également subtilisés. Plainte a été déposée par l'armement du pétrolier.

Qui a pu commettre ces vols ? Bien entendu, les accusations qui sont formulées visent, entre

autres, les Iliens. Il est vrai que, par un certain élitisme, les populations côtières ont toujours considéré que leur appartenance à la mer les rendait tout à fait différents. Dans bien des maisons du littoral, on trouve des objets recueillis le lendemain d'un naufrage. A Ouessant même, les poutres de nombreuses maisons proviennent de coques déstiquées par la tempête. Le bote était un butin précieux pour une île où ne pousse pas un arbre. Des armoires ou des buffets contiennent encore des services de table jetés à la côte à la suite d'un drame de la mer. A certains égards, les Iliens constituent même un privilège jalousement préservé. Il n'est pas exclu que de nos jours, dans certains esprits, ce « droit » ancestral soit tout aussi vivace.

En tout cas, après ces rumeurs, M. Ticos, le maire, et M. André Collin, sénateur, conseiller général, ont, au nom de la population, exprimé dans un communiqué — la stupeur et la plus vive indignation des Ouessantins devant les dimensions de la publicité donnée aux accusations du capitaine du navire contre la population de l'île. « Les propos du capitaine, a poursuivi le maire, sont à la fois injurieux et sans fondement, que le conseil municipal d'Ouessant prend toutes dispositions pour engager une procédure judiciaire. » Les Iliens, a conclu M. Ticos, ne sont pas des gaster mais des hommes gens, aujourd'hui battus par des déclarations inconsidérées.

JEAN DE ROSIÈRE

### Région parisienne

## LA CAPITALE AU QUOTIDIEN

Paris ne va pas trop bien. Des Parisiens le disent et des provinciaux : les étrangers le confirment. Il doit y avoir quelque chose de vrai dans ce sentiment confus, cette impression première que la Ville Lumière et sa banlieue plus grande et triste banlieue sont en train de perdre leur réputation.

### Désillusions

Ce lecteur, M. Marc Seyssel, nous rapporte ainsi ses désillusions :

« Le provincial, nous écrit-il, qui débarque à Paris après quelques années de séparation avec la capitale, éprouve toujours une certaine appréhension. Qu'auront-ils fait de notre ville ? »

Il retrouve la tour Eiffel fièrement campée, le Surtout à la Seine. Mais, au loin, de nouvelles tours ont surgi, la circulation est devenue plus hétéroclite, les avenues devenues boulevards, des arbres ont disparu, des chantiers se sont ouverts.

Nous voudrions tous que les échos de ce changement ne soient pas ignorés. Mais, hélas, à ces rides, même si la vie artificielle des boulevards vient les masquer.

Les Champs-Élysées, l'Arc de triomphe, malgré les roulements permanents des voitures, restent des lieux privilégiés, sièges d'une émotion certaine. Mais la flânerie sur les quais de la Seine manque de poésie. Est-ce les arbres dépossédés ou les travaux, les déchets, les massifs piétinés ?

Les grandes eaux ne coulent plus aux jardins de Chailot, les fontaines mortes se rassemblent en gros tas tristes. Au bout des escaliers, le palais de Chailot, notre ancien Trocadéro, offre ses murs couverts d'inscriptions et de graffiti.

### Trottoirs... trottoirs

Salies, la capitale et sa banlieue ? Elles ne le sont pas seulement par les graffiti. Et il faut bien regarder de ces fameux trottoirs-crochets si souvent dénoncés par les plébeins de Paris.

A Boulogne-Billancourt, par exemple, le mal est si grand que la direction de l'école située 28-30, rue l'Essart, a jugé nécessaire de coller à la grande porte une petite affiche : « Propriétaires de chiens, respectez cette sortie d'école où passent trois cents enfants. Une fois d'école ne doit pas être une porcherie. » En effet, les quelques décimètres carrés d'herbe devant la porte, bordée par une maigre haie de troènes, sont constellés de « salissures canines » — selon le terme administratif — de tout acabit.

Le hasard veut que, à 10 mètres de là, le candidat vert à aux élections cantonales, M. Claude Bourdon, présente aux électeurs, sur une grande affiche, son programme S.O.S. — Environnement. Programme qui dit « Halte au bruit et à la pollution », estime que « dix millions d'habitants en région parisienne, ce n'est pas rien » et qu'il faut des places vertes de proximité pour chacun » et rappelle enfin : « 78 % des Français veulent interdire la voiture dans le centre des villes de 8 heures à 19 heures. Nous aussi. »

Beau programme, en vérité, auquel tout le monde est prêt à souscrire. Un peu plus de marche à pied, qui n'y est favorable ? A condition qu'on ne soit pas obligé, des heures de se livrer à un savant sillon.

### Circulation

LES EFFETS DE L'AUGMENTATION DES AMENDES. — Le 12 juin 1975 est entrée en vigueur l'augmentation du taux des amendes de stationnement. Le ministre de l'intérieur note à ce propos que le nombre des contraventions pour stationnement illicite dans le ressort de la préfecture de police, c'est-à-dire à Paris, dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, a diminué de près de 20 %. En revanche, le pourcentage des contraventions réglant leurs amendes par la procédure du timbre ne s'est que très faiblement accru.

M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING inaugurerait dimanche 28 mars le tunnel routier de Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).

### Des Vosges à Saint-Germain

On ne peut reconstruire Paris ; on peut le nettoyer et sans doute l'améliorer en tenant compte par exemple des enseignements qu'Henri Fabre-Luce, président de S.O.S. Paris, a tiré des deux conflits qui ces jours derniers ont remué les Parisiens.

Personne, écrit-il, ne conteste que la place des Vosges serait plus belle si elle restait sans arbres. Personne ne conteste non plus qu'il y a un scandaleux manque d'arbres à Paris.

Les Parisiens ne sont donc pas divisés entre eux à ce sujet : ils sont, au contraire, unanimes à penser que l'affaire de la place des Vosges met admirablement en lumière la carence d'une politique d'espaces verts dans la ville : que l'administration n'ait pas de mettre en œuvre des programmes de reboisement de la place des Vosges montre bien qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de Paris. Personne ne conteste que la municipalité de Saint-Germain soit plus belle s'il était restauré dans son ampleur initiale. Personne ne conteste non plus qu'il y a un scandaleux manque d'équipements sociaux dans ce quartier.

Les associations ne sont donc pas divisées entre elles à ce sujet : elles sont, au contraire, unanimes à penser que l'affaire du marché Saint-Germain met admirablement en lumière la carence d'une politique d'équipements sociaux dans la ville : que l'administration n'ait pas de mettre des équipements sociaux qu'on débride du marché montre bien qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de Paris.

### FAITS ET PROJETS

#### Transports

CONCORDE AUX ÉTATS-UNIS ? — La constitutionnalité de la proposition de loi adoptée par la législature de l'Etat de New-York interdisant au Concorde de se poser sur l'aéroport de New-York Kennedy est « douteuse », estime le 27 février le Washington Post, qui demande aux détenteurs de l'avionnement de cesser de s'attaquer à l'appareil. — (A.F.P.)

AÉROPORTS FRANÇAIS : TRAFIC EN HAUSSE. — Le trafic des aéroports de la France métropolitaine a augmenté en 1975 de 17 %. Il avait diminué de 2,3 % en 1974. L'Union des chambres de commerce et d'établissements gestionnaires d'aéroports, qui publie ces chiffres, note que l'augmentation du trafic en

1975 reste inférieure à celle qui avait été enregistrée dans les années précédant la crise économique.

#### Urbanisme

L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT ANCIEN. — L'association nationale des centres PACT (Programme d'action contre les taudis) s'est réunie le 27 février. M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, a déclaré à cette occasion : « La politique du logement prendra une toute autre dimension en devenant une opération de solidarité nationale. L'amélioration de l'habitat ancien y jouera un rôle de tout premier plan, mais ne constituera pas la politique du logement en soi. En effet, une étude récente a révélé qu'un accroissement important du rythme d'amélioration de l'ancien ne diminue pas les besoins en neuf. »

## La Redoute

### Le nouveau catalogue de La Redoute est arrivé chez votre marchand de journaux.



Le printemps-été montre déjà le bout de son nez. Dans le catalogue de La Redoute en tout cas. Pour découvrir ce que vous allez porter ce printemps et cet été, courez chez votre marchand de journaux.

## Le catalogue Printemps Été de La Redoute

12 F remboursés dès la première commande.

### 12F chez votre marchand de journaux

et à La Redoute à :  
Paris 17<sup>e</sup> - 76, avenue de Clichy,  
Nanterre - hall du R.E.R. Station Nanterre Préfecture,  
Rosny 2 - Centre commercial de Rosny 2,  
Vélizy 2 - Centre commercial de Vélizy 2, avenue de l'Europe







# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## BILLET

### LES REVENUS AGRICOLES EN 1976

#### Comment M. Giscard d'Estaing tiendra-t-il ses promesses ?

M. Giscard d'Estaing et M. Chirac ont promis : il ne peut être question qu'après 1974, « année noire », et 1975, « année grise », 1976 soit marqué par le troisième pas vers la dégradation du revenu paysan. Autrement dit, si le niveau des prix européens fixé prochainement à Bruxelles se révèle insuffisant, la France prendrait des mesures nationales pour soutenir le revenu des producteurs, bravant une fois encore la loi communautaire.

A quelques jours des élections cantonales un tel engagement n'est pas sans importance. Toutefois il aurait été souhaitable que le chef de l'État et son premier ministre soient plus explicites. C'est-à-dire par un relèvement des prix européens « suffisant » ? Jusqu'à présent il a seulement été dit que la proposition de la commission de Bruxelles pour le prix du lait était « inacceptable ». La taxe moyenne de relèvement du prix que Paris considère comme « raisonnable » n'a pas été publiquement révélée.

Pourtant ce pourcentage est d'importance. Les services économiques des grandes centrales paysannes françaises — dont les prévisions ont été très près de la réalité ces deux dernières années — ont fait le calcul suivant : si le volume de la production commerciale augmente de 5 %, la production agricole de 1976 sera de 10 %, alors que la commission européenne propose 6,1 % pour la France ; si le coût des engrais, de l'énergie, des aliments du bétail, du matériel, ne progresse pas de plus de 10 %, alors la hausse brute de la production agricole sera de 11 % (la R.B.E. de l'agriculture augmentera de 4 % en France constants, comme la coût de la vie « glissée » en 1975, de 11 % en 1976).

#### LE TAUX DES MONTANTS COMPENSATOIRES DES ÉCHANGES AVEC L'ITALIE RESTE FIXÉ À 9,1 %

La commission du Marché commun a annoncé, le jeudi 26 février, qu'elle avait décidé de maintenir au niveau de 9,1 %, les montants compensatoires qui sont appliqués aux échanges de produits agricoles avec l'Italie, pour corriger l'effet de la dernière dépréciation de la lire.

Les montants compensatoires jouent en Italie comme des taxes à l'exportation de produits agricoles et des subventions à l'importation.

Ces montants pourraient être revus le 8 mars, en fonction de l'évolution de la lire sur les marchés des changes. Ils avaient été fixés à 6,5 % le 6 février dernier, et portés à 9,1 % le 23 février.

Pour le vin, l'application des montants compensatoires, qui n'était prévue que jusqu'au 29 février, est prolongée jusqu'au 14 mars. La Commission européenne espère que d'ici là les ministres des Neuf auront arrêté une solution globale aux problèmes du marché du vin. (A.F.P.)

## AUTOMOBILE

### Nouvelles 15 et 17 chez Renault : surtout un nouveau siège

Nouvelles calandres, nouveaux capots, nouveaux tableaux de bord, mais surtout nouveaux sièges... et nouveaux tarifs. Les Renault 15 et 17 se mettent au point du jour.

La Régie, qui ne croyait guère en 1972 à une longue carrière pour ses modèles 15 et 17, présentés à l'époque surtout pour concurrencer les « Capri », a, devant les chiffres de vente enregistrés, après tout pas si catastrophiques (deux cent sept mille six cents unités), décidé de rajouter la gamme.

Quatre modèles de base sortent désormais des chaînes : une 15 TL (7 CV fiscaux, 60 ch DIN), une 15 GTL (7 CV fiscaux, mais antenne intégrée à l'arrière des 17), une 17 TS (13 CV fiscaux, 88 ch DIN, avec la berline et la boîte de vitesse de la 16 TX), une 17 Gordini (9 CV fiscaux, 108 ch DIN, moteur à injection et quatre freins à disque).

De tout cela il faudra surtout retenir les nouveaux sièges avant. On les

de 7 % en France constants. Et en dépit de la diminution du nombre des exploitants, le pouvoir d'achat moyen de chaque paysan diminuera de 4 %.

Pour rétablir l'équilibre, deux solutions : une augmentation de 14 % des prix européens ; c'est difficilement imaginable ; une attribution de subvention de l'ordre de 6 milliards de francs : c'est totalement la solution qui devrait être retenue. Les agriculteurs peuvent compter sur la réduction de quelque 2,4 milliards de francs engagés précédemment pour soutenir les marchés. Ce qui réduira de 2 % la baisse des revenus prévisibles. Reste-t-il à trouver quelque 2,8 milliards de francs.

L'an passé cette somme représentait le cumul des primes à la récolte (100 francs) et des chèques « aux producteurs » (120 francs). Mais les instances communautaires n'avaient guère apprécié ces « distorsions de concurrence ». Les Neuf accepteraient-ils une nouvelle entorse aux règles communautaires ? Paris pourra-t-il dégager les ressources budgétaires correspondantes ?

ALAIN GIRAUD.

#### LES PAYSANS-TRAVAILLEURS VEULENT RENFORCER LEUR ORGANISATION

Une centaine de délégués de l'Association nationale des paysans-travailleurs se réunissent samedi leur conseil national à Polisy. Le thème de la réunion est : « Vers un syndicalisme de masse ».

Formé en octobre 1974, le collectif du mouvement pense qu'après la création dans douze nouveaux départements d'associations de paysans-travailleurs il est désormais nécessaire de renforcer les structures de l'organisation pour « offrir une alternative crédible par rapport au syndicalisme corporatiste et traditionnel ».

LA FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE DE FRANCE a annoncé, le 27 février, à l'issue de son assemblée générale qu'elle acceptait « les importations normales jusqu'au début de la période de récolte », mais « qu'elle ne saurait tolérer des importations de pommes de terre intermédiaires en France ».

M. Alfred Gauthier (Me-et-Vienne) a été élu président de la fédération.

UNE NOUVELLE FORD ESCORT « LIVRAISON » est lancée sur le marché français au prix net de 15 126 francs. Ce véhicule, dérivé de la berline, dont il reçoit tous les équipements, offre une charge utile de 550 kilos et une capacité de chargement de 2,03 mètres cubes.

## CONJONCTURE

### M. Barre : il ne faut pas chercher des stimulants artificiels et précaires à nos exportations

Dans sa première allocution publique depuis sa nomination comme ministre du commerce extérieur, M. Raymond Barre a répondu aux inquiétudes des industriels relatives à la compétitivité des produits français sur le marché international.

« Il semblerait, a-t-il dit le 27 février devant le comité national des conseillers du commerce extérieur de la France, réuni à Paris à l'occasion de journées d'études sur l'exportation des biens de consommation, que la hausse de nos valeurs moyennes à l'exportation, exprimée en dollars, ne nous place pas dans une situation plus désavantageuse que nos principaux partenaires et que la hausse des prix relatifs français sur les marchés étrangers n'est pas la cause de la dépréciation de la monnaie ».

Cependant, M. Barre a évoqué « les graves inconvénients de la hausse des prix relatifs français de branches de notre activité économique la dépréciation accélérée et anormale de certaines monnaies ».

Pour la France, il ne faut pas toutefois, selon le ministre du commerce extérieur, chercher « des stimulants artificiels et précaires à nos exportations ». Il s'agit au contraire d'« assurer par la solidité de notre économie la stabilité de notre monnaie leur développement ».

Après avoir indiqué que la France pouvait d'ailleurs mieux développer ses ventes à l'étranger qu'elle ne le fait, M. Barre a souligné la nécessité de renforcer par l'investissement le potentiel productif. Ainsi, la procédure spéciale, instituée en mars 1974 pour aider le financement des investis-

#### M. FOURCADE : l'augmentation des prix des services est trop rapide

L'indice des prix à la consommation s'est établi, en janvier, à 159,9 (base 100 en 1970), contre 158,2 en décembre. La hausse a été de 1,7 %, soit la plus forte qu'il ait été enregistré depuis janvier 1975 (+ 1,1 % également). En un an, le prix de détail a augmenté de 5,6 %, alors que l'objectif officiel est de ramener l'inflation, cette année, à 7,5 %.

Commentant ces résultats, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, a déclaré : « L'accélération de la hausse des prix en janvier ne s'explique pas seulement par les relèvements des tarifs publics, dont l'incidence est de l'ordre de 0,3 %. La progression des autres prix, et notamment des prestations de services, est trop rapide. De nouvelles dispositions devront être prises, afin d'obtenir une évolution plus modérée qui préserve notre compétitivité ».

Cependant, aux termes d'un arrêté publié au Bulletin officiel des services des prix (B.O.S.P.), le samedi 28 février, les restaurateurs pourront majorer leurs prix de 7 à 8 % selon la catégorie des établissements.

Des baisses sont enregistrées pour les engrais phosphatés (10 à 15 %), l'huile de coïsa (9 %) et l'huile de soja (7 %).

### LA HAUSSE DES PRIX EN JANVIER (en %)

	EN 1 MOIS (janvier 1976 comparé à déc. 1975)	EN 6 MOIS (janvier 1976 comparé à juillet 1975)	EN 1 AN (janvier 1976 comparé à janvier 1975)
ENSEMBLE	1,7	5,6	11,1
ALIMENTATION	0,9	5,2	11,1
Produits à base de céréales	0,9	4,9	9,5
Vianes de boucherie	0,9	4,9	12,5
Forces et charcuterie	1,3	5,3	17,1
Volailles, lapins	1,4	6,9	12,1
Produits de la pêche	0,8	4,6	6,8
Œufs	0,4	4,1	9,9
Crus	4,9	21,9	2,8
Corps gras et beurres	1,2	—	19,1
Légumes et fruits	0,5	3,8	9,6
Autres produits alimentaires	0,5	2,7	6,7
Bolsans alcoolisés	2,2	9,1	10,1
Bolsans non alcoolisés	—	—	—
PRODUITS MANUFACTURÉS	0,8	3,6	7,4
1) Habillement et textiles	0,5	5,1	9,3
2) Autres produits manufacturés	0,9	3,2	6,8
dont :	—	—	—
— Meubles et tapis	0,5	1,8	5,8
— Autres articles et équip. ménag.	0,6	2,4	4,7
— Savons et produits d'entretien	0,2	0,5	1,9
— Articles de toilette et soins	0,4	2,4	5,6
— Véhicules	0,2	0,8	1,6
— Papeterie, librairie, jouets	0,2	0,8	11,5
— Photo, optique, élect. acoust.	0,2	0,3	2,3
— Autres articles de loisir	0,8	3,3	14,2
— Combustibles, énergie	1,8	5,2	4,3
— Tabacs et produits manufact. div.	—	—	—
SERVICES	1,9	5,9	12,1
Logement	3,8	6,6	13,1
dont loyers	2,9	4,9	10,1
Sous-pensions et habilement	0,4	0,7	12,1
Santé	—	6,6	18,5
Transport publics	3	6,3	15,1
Utilisation de véhicules privés	1,5	4,3	18,1
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	1	5,4	12,6

● AUX ÉTATS-UNIS, la productivité des entreprises s'est améliorée de 3,9 % en 1975, alors qu'elle avait diminué de 2,7 % en 1974. La production a reculé de 2,4 % (2,8 % en 1974), mais les heures de travail effectuées ont baissé de 6,1 % (0,1 %). — (A.F.P.)

● AU JAPON, le coût de la vie a augmenté de 1,8 % en janvier par rapport à décembre. La suite d'une forte hausse des prix des légumes et des tarifs ferroviaires. En un an, par rapport à janvier 1975, l'augmentation s'établit à 9 %. — (A.F.P.)

## L'économie en trompe-l'œil

(Suite de la première page.)

Cette ruse — à moins qu'il ne s'agisse d'un jeu comptable consistant à calculer le taux donnant le meilleur équilibre financier — n'est pas la plus inquiétante. Tout se passe en effet par peur de faire toucher du doigt certaines duretés du moment, on bâtit petit à petit une « économie en trompe-l'œil ». C'est d'abord l'illusion du mouvement que l'on donne, alors que l'on ne construit que sur du vieux. L'expansion est devenue une véritable « fuite en avant ». Pour se défaire des obsessions (quelle nouvelle croissance ?) on veut marcher vite. Croissez, croissez, il en restera toujours quelque chose.

Sur quel bouton appuyer ? Le tout, parce qu'on l'a toujours sous la main, est celui de la consommation. Sans doute est-on décidé à l'utiliser avec prudence au cours du VII<sup>e</sup> Plan, mais M. Jean Ripert déclare : « Nous n'aurons une croissance forte et des emplois qu'à la consommation augmentée ».

(1) Il n'est pas le seul à penser ainsi. M. Mitterrand propose de stimuler puissamment la consommation, le coût de l'ensemble des mesures qu'il préconise à cet effet (2) étant de 30 milliards en 1976 sur les 62 que prévoit son total son plan de relance.

Bien sûr, l'économie tout entière est tournée vers la consommation. Sinon elle n'aurait pas de sens. Mais dans la phase conjoncturelle que nous traversons, la relance de la demande globale aurait sûrement comme effet premier une grimpée des prix qui obligerait très vite le gouvernement à « décompresser », provoquant un chômage plus important que celui que nous connaissons aujourd'hui.

Il convient donc à la fois de stimuler la croissance du P.N.B. sans trop augmenter la consommation des ménages, ne serait-ce que pour financer le coût plus élevé des importations de pétrole, pour favoriser les investissements collectifs et ceux qui seront indispensables au redéploiement de notre industrie.

La « trompe-l'œil », c'est aussi le refus de demander des sacrifices au pays, de parler non d'austérité — car le mot a mauvaise presse — mais de sobriété. Le VII<sup>e</sup> Plan admet comme hypothèse de base un ralentissement de la progression du pouvoir d'achat, et M. Chirac a eu le courage de dire le 15 février, à la télévision, que l'on ne pourrait guère faire mieux que de le maintenir en 1976. Mais aurait-il eu le front de rappeler que l'augmentation moyenne de la production intérieure brute n'a été que de 3,6 % durant le VI<sup>e</sup> P.N. (1971-1975), alors que l'objectif était de 5,9 % ? La France s'est apparue en 1975 (recul de 2,5 %) ? Et pourquoi cacher le fait que, selon toute vraisemblance, on n'atteint pas, de 1976 à 1980, la moyenne de croissance « affichée » de 5,8 % ?

Il faudra augmenter les impôts directs et les cotisations sociales ?

Parmi les fausses tentatives que l'on dessine aujourd'hui du côté de l'emploi, il y a celle de la « substitution

du capital au travail ». Le raisonnement qu'on entend aussi bien du côté de l'opposition que de la majorité est le suivant : le coût du poste de travail est aujourd'hui si élevé que le chef d'entreprise a tendance à remplacer l'ouvrier par la machine, créant ainsi les chômeurs.

Tout ce qui abaisse le coût de production, tout ce qui améliore la compétitivité de la firme est finalement créateur d'emplois ici ou ailleurs. Alfred Sauvy a très justement dénoncé, avec l'emportement qu'on lui connaît et encore dans son dernier livre (3), l'hérésie qui consiste à croire qu'on facilitera l'emploi en ralentissant le rythme de la substitution du capital au travail. En posant le raisonnement, il faudrait, par exemple, di-t-il, remplacer les camions par des broutettes. Le nombre des travailleurs employés à un transport donné serait alors multiplié par deux mille cinq cents !

Le « trompe-l'œil », c'est aussi cela : on est tellement obsédé par le plein emploi que l'on perd de vue les autres conditions de l'équilibre, risquant du même coup d'aggraver le chômage. C'est là une autre politique de Gribouille. Tout se tient. La priorité donnée au plein emploi élargit qu'on combatte l'inflation, faute de quoi on devra pratiquer le stop après le go. Sachons gré à M. Jean Ripert de l'avoir clairement affirmé, dans l'interview que nous avons déjà citée : « L'inflation est le pire ennemi de l'emploi ». Et pour freiner l'inflation, il convient de réduire les inégalités, tant il est vrai qu'un modèle de consommation fondé sur une trop grande disparité de revenus ou de patrimoines tire trop et trop vite vers le haut les besoins par « effet d'imitation ».

#### La question délicate

Puisque tout se tient, le Plan est l'institution la plus appropriée pour l'expression des choix de société et leur combinaison avec les possibilités du moment, internes et externes. Objectif plein emploi ? La détermination du taux de croissance ne dépend pas que du bon vouloir des pouvoirs publics, du moins que les actions spécifiques concernant l'emploi soient, elles, menées avec tout le courage nécessaire.

Déjà la revalorisation du travail manuel, l'idée féconde, d'ailleurs, elle est menée à son terme conduira à transférer à des Français les travaux actuellement accomplis par des immigrés. Mais lorsqu'on en arrivera à la question délicate des rémunérations, c'est là que le gouvernement devra faire preuve de fermeté, afin que les « faveurs » accordées à certains ne soient pas de proche en proche réclamées par d'autres au nom d'une hiérarchie des revenus fondée sur un ne sait quelles « tables de la loi ».

À propos de loi, et puisqu'il faudra bien penser à une politique des revenus (pour ou contre, même si on l'appelle autrement, pourvu qu'on ne débute au Parlement de ce sujet brûlant de l'échelle des rémunérations,

comme le suggérerait un jour J. Attali ? Pourquoi ne pas proposer que les conventions collectives continuent à se négocier librement certes, mais à l'intérieur d'un cadre moins anarchique que celui d'aujourd'hui et où l'on conviendrait par exemple que les revenus des personnes les mieux payées de l'entreprise ne pourraient dépasser dix fois par exemple celui du salarié de base ? Resterait évidemment à trouver — la tâche est-elle vraiment impossible si on a la volonté d'aboutir ? — au-delà de la réforme sur l'imposition des plus-values, le moyen d'encadrer les revenus des professions libérales et commerciales où les excès sont les plus courants.

Si, dans le dernier plan anti-crise de M. Mitterrand la relance forte de la consommation paraît une opération des plus contestables, en revanche l'idée de créer cent cinquante mille emplois pour améliorer le fonctionnement des services publics (dont quarante mille au stade des collectifs) est excellente, à condition qu'il soit bien clair qu'on ne fera pas baisser ainsi la « productivité » de ce secteur, les usagers des P.T.T., des hôpitaux ne seraient-ils pas prêts à rester à dépenser un peu plus pour obtenir un service meilleur ?

#### Quelle offensive ?

De même, si, comme tout le laisse supposer, un assez fort contingent de chômeurs subsiste pendant six années, le rapprochement de ces inactifs indemnisés et de besoins d'aide sociale non satisfaites faute de personnel sera de moins en moins tolérable. Une certaine contrainte ne devra-t-elle pas s'exercer sur ceux qui ne peuvent obtenir l'emploi désiré afin qu'ils occupent, en attendant, un poste offert ? Là aussi c'est le courage de braver une certaine impopularité qui sera requis.

Dans la lutte pour le plein emploi, c'est l'offensive qui est encore la plus payante. Elle s'appelle encouragement à la recherche, à l'innovation dans des secteurs trop délaissés jusqu'ici, à la création d'entreprises. Le gouvernement paraît s'en rendre compte et le Plan devrait présenter parmi les objectifs « incompréhensibles » un programme sérieux sur ces chapitres. Mais la mollesse de notre politique industrielle, du teneur « redéploiement », laisse à vrai dire sceptique.

Enfin, si le trainage d'investissements destinés à accroître la productivité d'une entreprise sous le prétexte de donner plus d'emplois est une fausse solution, il n'est pas admissible de pénaliser les « industries de main-d'œuvre ». M. Chirac a promis récemment (4) — comme M. Messmer, il y a deux ans ! — que l'on étudierait pour ce secteur un allègement des charges sociales. C'est à une révision complète de l'impact de la Sécurité sociale et des allocations de chômage sur les entreprises que devrait, au reste, conduire le VII<sup>e</sup> Plan.

Lutter contre les rigidités, diversifier et décentraliser les actions menées contre le chômage, compenser le plus faible accroissement du pouvoir d'achat, voire sa stagnation, par une diffusion du pouvoir, notamment dans les entreprises, adapter les professions aux vrais besoins des consommateurs et les postes de travail aux vrais besoins des ouvriers, par exemple en facilitant les occupations à mi-temps pour ceux ou celles qui le désirent, voilà autant de pistes qu'on aimerait voir balisées dans le VII<sup>e</sup> Plan.

PIERRE DROUIN.

(1) Interview dans la Croix du 26 janvier 1976.  
(2) Déclaration de presse du 27 janvier (Le Monde du 28 janvier).  
(3) L'économie de l'après-guerre, Calmann-Lévy, 1976 (Le Monde du 17 février).  
(4) Le Monde du 7 février.

## EMPLOI

### LA DIRECTION DE RHÔNE-POULENC ANNONCE DES LICENCIEMENTS DANS SA DIVISION « TEXTILE »

À l'issue de la réunion du comité central d'entreprise de Rhône-Poulenc, la direction générale du groupe a publié un communiqué qui laisse entendre que des licenciements vont intervenir au sein de sa division « textile ». On y lit notamment : « La situation dans le textile est bien connue et elle reste très difficile. Ceci amène la direction générale de Rhône-Poulenc à décider de développer et d'accroître la mise en œuvre de mesures qui comportent le recours à des licenciements, tout en limitant au minimum. Elles s'accompagnent de la mise en place d'un dispositif renforcé d'aide au reclassement. Ces mesures concernent principalement les fabrications de produits en répression et un certain nombre d'ateliers sans possibilité de redressement. Elles touchent notamment les fabrications de fils acétate de Rhône-Poulenc, ainsi que les services centraux. Les mesures prises permettront à Rhône-Poulenc Textile de concentrer ses efforts et ses investissements futurs sur les produits en développement et sur ceux pour lesquels Rhône-Poulenc Textile a une forte position ».

Jusqu'à présent, la direction générale du groupe avait parlé de « suppressions d'emplois » dans son secteur textile, très touché par la crise. Se trouvent ainsi confirmées les appréhensions des syndicalistes (Le Monde du 25 et du 28 février). Quelle sera l'ampleur de ces licenciements ? On se refuse à avancer un chiffre et la direction du groupe, arguant du fait que les opérations s'étaleront sur toute l'année et que toutes les possibilités légales permettront d'alléger les effets, a préféré attendre les effectifs : retraites anticipées, départs volontaires, etc., seront utilisés. Dans le même temps, un plan de reclassement à l'intérieur et à l'extérieur du groupe sera mis en place.

Africa



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

Du 8 au 13 mars

### La C.G.T. et la C.F.D.T. organisent une semaine d'action dans les secteurs public et nationalisé

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des secteurs public et nationalisé qui se sont rencontrées vendredi 27 février, en présence de représentants confédéraux, ont décidé d'organiser « une semaine d'action et de manifestations » du 8 au 13 mars.

Dans un communiqué commun, les deux syndicats ont indiqué l'utilisation du seul indice officiel des prix comme instrument de mesure dans les négociations en cours sur l'évolution des salaires. La semaine d'action indiquent les deux organisations sera centrée sur la protestation des salariés contre la « dégradation du pouvoir d'achat ». La semaine d'estimation de la hausse des prix et prendra « différentes formes : manifestations, meetings, délégations, arrêts de travail », qui seront décidées dans chaque secteur.

D'ores et déjà, un défilé sera organisé à Paris, le mercredi 10 mars ; des manifestations du même type seront envisagées en province, et des grèves d'une durée de vingt-quatre heures ne sont pas exclues dans certains secteurs. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont également informé, sans grande illusion, semble-t-il, les autres syndicats des secteurs public nationalisé en se déclarant prêts à examiner avec eux les modalités d'une action unitaire.

La journée du vendredi 27 février a aussi été marquée par des manifestations à Paris, rassemblant, à l'appel de la C.G.T., d'ouvriers et d'agents des services hospitaliers ainsi que dans la région Rhône-Alpes à l'appel de la C.G.T. et de F.O., cette dernière organisation ayant décidé une manifestation nationale pour le 17 mars.

Des délégations de sidérurgistes C.G.T. et C.F.D.T., venues de plusieurs usines du groupe Usinor ont défilé, vendredi, à Paris, de la place Clugny au quartier de l'Europe et se sont rendues au siège de la direction.

## ACCIDENTS DU TRAVAIL

### Le plan d'action du gouvernement sera lié à la réforme de l'entreprise

Aucune précision officielle n'a été donnée à l'issue du conseil restreint qui s'est réuni, vendredi 27 février, à l'Élysée, pour déterminer les grandes lignes d'un plan d'action en faveur de la sécurité du travail.

Le porte-parole de l'Élysée a simplement confirmé les têtes de chapitre de ce plan qui prévoit une réforme du système des cotisations et un renforcement du rôle de l'inspection du travail, de la médecine et des comités d'hygiène et de sécurité, l'« état de prévention » ayant « donné les travaux du conseil » (Le Monde des 27 et 28 février). L'une des préoccupations du gouvernement est de lier ce plan d'action à la réforme de l'entreprise, qui fera l'objet d'un conseil restreint à l'Élysée, mardi 2 mars,

en donnant davantage aux salariés les moyens de s'exprimer et de faire des suggestions, notamment dans le domaine de la sécurité. Mais une telle conception de la prévention pourrait remettre en cause la notion de responsabilité comme le souhaite le patronat : interrogé, vendredi 27 février, à France-Inter, M. Yves Chotard, vice-président du C.N.P.F., a avancé les cas de « responsabilité diluée » où ni la responsabilité du chef d'entreprise ni celle d'un autre membre de la firme ne peut être engagée pour se prononcer en faveur d'une « responsabilité collective » de l'entreprise.

Après avoir, M. Chotard avait, une nouvelle fois, remis en question la responsabilité pénale du dirigeant de société en demandant que l'on ne fasse pas de ceux-ci « une catégorie à part dans la nation ».

## A L'ÉTRANGER

Aux États-Unis

### La croissance plus forte de l'activité s'accompagne d'un déficit commercial

De notre correspondant

Washington. — Le département du commerce a annoncé, le 27 février, une amélioration marquée de la conjoncture, qui confirme les conclusions des experts officiels et privés. L'indice composite, qui est censé préfigurer l'évolution économique, a augmenté de 2,2 % en janvier. Cette hausse, la plus forte depuis juillet (+ 2,5 %), dépasse le total des augmentations (+ 2,15 %) enregistrées au cours des cinq derniers mois.

Le volume des commandes de nouvelles usines ou de biens d'équipement a augmenté en janvier de 13 %. D'autres facteurs confirment la croissance économique, notamment la réduction des licenciements dans l'industrie, l'accroissement des commandes passées aux producteurs de biens de consommation, l'augmentation du nombre des permis de construire, le ralentissement des livraisons par les fournisseurs, qui doivent faire face à une demande accrue.

A la suite de la publication de l'indice, qui a, jusqu'à présent, anticipé d'environ trois mois les changements de la situation économique, les milieux spécialisés proches de la Maison Blanche envisagent une très nette amélioration pour les mois à venir. Un des experts officiels prévoit qu'en termes réels le produit national brut augmentera d'au moins 5 % au cours du premier trimestre de cette année, tandis que l'index des prix de gros restera en février pratiquement inchangé par rapport à son niveau de janvier.

La reprise économique, plus rapide et plus forte aux États-Unis qu'ailleurs, pèse sur la balance commerciale. Pour la première fois depuis un an, un déficit a été enregistré en janvier, qui s'est élevé à 72,8 millions de dollars (contre un excédent de 72,3 millions en décembre). Les exportations ont diminué de 1,6 %, alors que les importations augmentaient de 7,6 %. Cet accroissement a été sensible dans le secteur des produits pétroliers et du matériel automobile.

Sur le plan politique, la conjoncture — reprise accélérée, inflation stabilisée — favorise le président Ford, mais l'accroissement du déficit budgétaire, les statistiques de janvier avaient exagéré l'amélioration de la situation — demeure la préoccupation majeure des responsables de la campagne électorale du président.

HENRI PIERRE.

● EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, le montant du crédit de 800 millions de dollars remboursés l'an dernier par l'Italie sur les 2 milliards qui lui furent prêtés à l'automne 1974 avec une garantie-or.

## AFFAIRES

### L'État est prêt à conclure des « contrats de croissance » avec les industriels de la péri-informatique

Les objectifs et les grands principes du plan d'aide à l'industrie française de la péri-informatique ont été exposés, le 26 février, par M. Pelissolo, directeur des industries électroniques et de l'informatique, à l'occasion d'un déjeuner organisé par la société Logebaz.

« Il n'y aura pas de plan de restructuration pensé et imposé par les pouvoirs publics », a précisé M. Pelissolo. Certes, nous aimerions voir cette industrie un peu plus concentrée, mais c'est aux industriels de décider. L'État n'accordera pas une aide globale comme d'habitude. On ne peut pas agir au « coup par coup », et les crédits seront toujours « limités dans le temps ». Pour le ministre, il faut éviter de donner à la péri-informatique une « mentalité d'assistés ».

Les entreprises qui acceptent un certain nombre de règles du jeu pourront passer avec l'État des contrats de croissance, dont M. d'Ornano avait annoncé le principe en septembre dernier. Ces règles sont les suivantes : réaliser un plan de développement sur quatre ans sans aide de l'État ; présenter une ou plusieurs variantes de ce plan avec des objectifs plus ambitieux ; participer au moins à la moitié du financement de cet effort supplémentaire ; s'engager sur des objectifs chiffrés. Enfin, la société intéressée doit faire la preuve qu'elle restera viable à l'aide de l'État venant à s'arrêter.

Si toutes ces conditions sont réunies, les pouvoirs publics financeront au maximum la moitié des investissements supplémentaires pour atteindre ces objectifs. Le ministre de l'Industrie et de la recherche espère que ce « plan » permettra de faire passer de 32 % à 59 % en 1980 la part du marché intérieur contrôlée par des entreprises françaises. Ambitieux perspective qui implique pour notre industrie de la péri-informatique un taux annuel de croissance de 40 %.

Encore faut-il que les marchés des administrations lui soient largement ouverts. Or on s'inquiète beaucoup au « club de la péri-informatique » du principe de garantie de commande accordé à C.I.I.-Honeywell Bull, interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, cette société choisissant en priorité des mini-ordinateurs et des périphériques français pour équiper ses moyens et gros ordinateurs.

M. Pelissolo n'a pas nié l'existence du problème. Toutefois, il reste « persuadé qu'il ne pourra pas y avoir, à terme, de conflit d'intérêt profond entre C.I.I.-H.B. et les autres sociétés françaises d'informatique ». Celles-ci pourront également vendre — au lieu de louer — leurs matériels à l'organisme public géré par la Caisse nationale des marchés de l'État. On va instituer une procédure du même ordre (avec la C.N.M.E. et les banques) pour le secteur privé. Enfin, les administrations et sociétés nationales seront invitées à procéder à des consultations séparées (grande informatique d'une part, mini et périphériques d'autre part).

A BREST

### Le dépôt de bilan de la société Transocéan provoque de vives réactions des partis de gauche et des syndicats

De notre correspondant

Brest. — Nouvel échec de la décentralisation à Brest : les établissements Transocéan, fabrique de vêtements féminins prêt-à-porter sous la marque Olivier de Verdon, ont déposé leur bilan jeudi 26 février devant le tribunal de commerce de Paris. Le passif est de l'ordre de 24 millions. La suite de cette entreprise, qui installée dans la région parisienne, s'était décentralisée à Brest en 1962, met en péril l'emploi de cent quatre-vingt-dix-huit ouvriers et ouvrières.

Pourtant, lors de sa création, l'usine avait été inaugurée en grandes pompes. La DATAR était même représentée par son commissaire général. Dans l'euphorie de l'événement, le président-directeur général de Transocéan, M. Armand Dabaghian, ingénieur des mines de son état, avait annoncé son intention de porter rapidement les effectifs de ses ateliers à mille personnes, objectif qui ne fut jamais atteint, et de loin même au plus fort de l'activité de la société. Celle-ci devait d'ailleurs décoller assez vite. Les affaires étaient peu prospères et le climat social dans l'entreprise était lourd.

Le 1<sup>er</sup> mai 1975, la C.G.T. révélait un plan de direction prévoyant cent seize licenciements sur deux cent soixante employés. Le personnel ayant répondu par l'occupation de l'usine, le patron mit à pied cinq délégués du personnel dont un prêtre ouvrier, l'abbé Louis Merle, également délégué syndical. Une épreuve de force opposa alors la C.G.T. au P.-D.G. de Transocéan pour entraver à l'exercice du droit syndical. Ce procès devait, soustraire à la justice, sous la pression syndicale, dut se résoudre à ne prononcer que soixante-trois licenciements.

Parallèlement, une action judiciaire était ouverte contre le P.-D.G. de Transocéan pour entraver à l'exercice du droit syndical. Ce procès devait, soustraire à la justice, sous la pression syndicale, dut se résoudre à ne prononcer que soixante-trois licenciements.

Ses affaires périclitant, M. Dabaghian demandait, au mois d'octobre, le licenciement de vingt-quatre ouvrières et fut partiellement suivi par l'inspection du travail.

Pour tenter de remonter la pente, M. Dabaghian eut alors recours à des expédients qui découvrirent la C.G.T. Des articles féminins fabriqués en Italie étaient acheminés vers Brest, où leur était ajoutée la griffe « Olivier de Verdon ».

L'annonce du dépôt de bilan de Transocéan provoque de vives réactions des syndicats et des partis de gauche. La C.G.T. a fait savoir qu'elle n'accepterait pas que l'entreprise soit démantelée. La C.F.D.T., qui affiche la même résolution, accuse les autorités d'avoir fait bénéficier M. Dabaghian d'aides publiques exagérées. Pour sa part, le parti socialiste exige que l'entreprise rende des comptes à la population. Enfin, le P.C.F. juge le dépôt de bilan de Transocéan comme « un scandale ».

JEAN DE ROSIERE.

● LA SOCIÉTÉ SECIM (GROUPE CREUSOT-LOIRE) a signé un important contrat avec la Geste du Nord. Ce contrat, d'un montant de 473 millions de francs, prévoit la fourniture par SECIM d'un atelier de laminage pour la fabrication de demi-produits. Cette unité, la plus importante jamais construite, sera intégrée au complexe de Fohang.

● LE RASSEMBLEMENT DES FEMMES SALARIÉES, prévu le 9 mars à Paris, est organisé par l'Union départementale parisiennaise de la C.G.T., et non par l'ensemble des syndicats C.G.T. de la région parisienne, comme le pouvait le laisser croire notre information publiée dans le Monde du 28 février.

## JUSTICE

Les responsabilités de Vierzy

### « L'OPTIMISME EST UNE FAUTE »

Conception trop statique de la sécurité et dilution des responsabilités au sein de la S.N.C.F. ont été les thèmes essentiels des débats des parades civiles qui ont plaidé, vendredi 27 février, devant le tribunal de Soissons, qui juge le procès de la catastrophe de Vierzy.

Pour M. Oussédik, « il faut une sanction, car tout le monde doit savoir que les places des grands commis d'administration ne rapportent pas seulement des honneurs mais engagent les responsabilités ». De son côté, M. Nahory a indiqué que l'accident ne s'était pas produit sur une ligne de prestige mais sur une ligne dont la fermeture avait été envisagée, car elle était considérée comme non rentable.

Pour sa part, le bâtonnier Baudouin a souligné le sous-équipement des chemins de fer par rapport aux autres moyens de transport. « C'est, dit-il, le seul qui ne sache pas ce qu'il a devant lui, qui entre dans un tunnel et ne sait pas qu'il va percuter un éboule ». Il conclut : « Lorsque la sécurité de millions de voyageurs repose sur vos épaules, l'optimisme est une faute que le tribunal doit retener ».

« Dossier F... comme fraude fiscale »

### DEUX PLAIGNANTS SONT DÉBOUTÉS

La première chambre civile du tribunal de Paris a débouté M. Gérard-Louis Blits et M. Gérard Blits, son fils, pour le compte de qui M. Théo Bernard réclamait 1 million de francs à M. Alain Moreau, éditeur du livre Dossier F... comme fraude fiscale, et à MM. Christian de Brie et Pierre Charpenet, ses auteurs.

MM. Blits père et fils sont cités dans ce livre à l'occasion de leurs relations avec M. Jean Rebottier à propos d'opérations immobilières à Castelnau-le-Vieux et de Castelnau-le-Neuf, dans les Alpes-Maritimes.

● Condamné à mort, mercredi 26 février, par les jurés de la cour d'assises de la Côte-d'Or, Mohamed Benabrah a été, vendredi 27 février, un pourvoi en cassation. Il avait été jugé pour la mort, au mois d'avril 1974, à Dijon, de Mme Marguerite Cédème, âgée de quatre-vingt-trois ans.

ULLA POURSUIT « MINUTE » EN DIFFAMATION

### 15000 F D'INDEMNISATION POUR CINQ ANS DE DÉTENTION PRÉVENTIVE

S'estimant victime de diffamation et d'abus de la vie privée, Ulla réclame 200 000 francs de dommages et intérêts à Minute et a chargé son avocat, M. Robert Badinter, d'engager un procès contre cet hebdomadaire devant le tribunal civil de Paris. L'article incriminé a été publié le 11 février sous le titre : « Soutenu par les souteneurs de la grande farce d'Ulla, syndicaliste du trottoir ».

L'assignation vise en premier lieu la photographie de la jeune femme, parue sans accord. Ulla énumère ensuite les atteintes à la vie privée : détails sur ses origines, sur sa famille, ses relations, ses amours, ses amourettes matrimoniales, professionnelles. Ulla s'élève contre les allégations susceptibles de porter atteinte à l'honneur et à la considération de la demanderesse, présentée comme indigne de police menant son action revendicatrice pour le compte de souteneurs, et estime que « Minute tente de faire accorder l'idée que le combat que mène la revendicatrice, pour la défense de la dignité de la personne humaine des prostituées, est inspiré par les mobiles basés, dictés par l'intérêt personnel ».

15000 F D'INDEMNISATION POUR CINQ ANS DE DÉTENTION PRÉVENTIVE

Pour avoir été détenu préventivement pendant cinq ans et deux mois, du 8 mai 1968 au 28 juin 1973, sous l'incrimination de vol qualifié et d'association de malfaiteurs, avant d'être acquitté par la cour d'assises du Rhône, M. André Benabrah, courtier en automobiles, âgé de trente-neuf ans, a obtenu 15 000 francs de dommages et intérêts qui lui ont été alloués vendredi 27 février par la commission d'indemnisation réunie dans les locaux de la Cour de cassation, sous la présidence de M. Lencien, et statuant sur le rapport du conseiller Baxette et les conclusions de M. Noré, avocat général.

Par la voix de M. Thomassin, du barreau de Lyon, M. Benabrah réclamait 162 000 francs. Il était impliqué dans une affaire visant dix-huit inculpés auxquels étaient reprochés, environ quatre-vingts hold-up. L'un des cambrioleurs, qui l'avait accusé pendant longtemps d'avoir participé à deux des opérations du gang, était ensuite revenu sur ses déclarations. Si l'instruction dura des années, c'est que le dossier était particulièrement complexe et qu'il y eut des incidents de procédure.

Pour les hommes d'affaires qui veulent gagner du temps.

## Air Afrique : 40 vols par semaine.

Quand on a un carnet de rendez-vous chargé, il est important d'avoir à sa disposition de multiples possibilités de départs. Air Afrique s'est attaché à répondre à cette préoccupation particulière des hommes d'affaires. Comme à tant d'autres... en leur

offrant 40 vols\* par semaine vers 15 États d'Afrique Noire, au départ de Lyon, Marseille, Nice, Bordeaux, Rome et Genève. Et, bien sûr, Paris. Votre secrétaire et votre agent de voyage, trouveront toujours un vol Air Afrique pour vous faire gagner du temps.

C'est aussi pour la fréquence de ses vols qu'Air Afrique a la confiance des hommes d'affaires.

L'Afrique Noire, c'est notre affaire.

\* En association avec UTA et AIR FRANCE.





COURS DES MONNAIES DE CHANGE		
1er septembre 1961)		
80,3	81,1	81,1

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)					
	23 févr.	24 févr.	25 févr.	26 févr.	27 févr.
Termes ....	120 583 758	110 079 651	110 154 864	142 777 682	137 218 489
Comptant ..					
R. et obl.	86 938 293	112 971 360	85 234 663	95 327 173	111 796 855
Actions:	50 238 236	58 578 118	55 889 184	67 012 689	58 881 541
Total .....	269 761 277	281 629 129	252 258 681	305 117 524	294 896 865
INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 31 décembre 1975)					
Valeurs:					
Francs ..	106,8	108,7	109,3	111	110,6
Etrang.	106,5	106,3	106,8	106,1	104,4
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE					
(base 100, 29 décembre 1961)					
Ind. gén.	80,1	80	80,3	81,1	81,1

